

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
SOCIÉTÉS COMMERCIALES
DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mercredi 18 mars 1908, à 2 heures 1/2.

PAR

FERNAND JACQ

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur.
 HITIER, professeur.*

PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS.

13, rue Soufflot, 13

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

LES
SOCIÉTÉS COMMERCIALES
DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le mercredi 18 mars 1908, à 2 heures 1/2,

PAR

FERNAND JACQ

Président : M. DESCHAMPS, professeur.

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur.
 HITIER, professeur.*



PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I

« Tout a été dit sur la question sociale, mais il faut bien encore parler d'elle, puisque c'est ce redoutable problème qui reste la grande préoccupation de l'heure présente.

Dans la situation actuelle, envisagée à la clarté des événements récents, il est deux faits, qui prennent une grave signification : la tension extrême des rapports entre le capital et le travail, et l'impuissance des solutions proposées pour conjurer les causes de conflit » (1).

S'il est une question vivante et brûlante à la fois, c'est en effet celle de l'organisation du travail et du sort des travailleurs.

Car, « depuis un demi-siècle surtout, le travail est

(1) *L'organisation commerciale du travail et le contrat collectif*, de M. M. Lewandowski, dans la *Revue politique et parlementaire*, du 10 juillet 1906, p. 111.

de tous les phénomènes sociaux, le phénomène prédominant. Il n'est sans doute pas à lui seul toute la société, mais il est devenu vraiment comme l'axe autour duquel tourne la société, ou comme l'âme, qui la fait toute sentir et vivre toute » (1).

Les propositions les plus diverses ont été défendues par des hommes éminents dans tous les domaines de la pensée ; aucune n'a paru jusqu'ici devoir être la panacée universelle, qui pacifiera les rapports du capital et du travail.

Et cependant, « toutes tentatives faites pour améliorer ces rapports, doivent être prises en sérieuse considération, parce que c'est une nécessité, qui s'impose dans un intérêt commun » (2).

Y a-t-il réellement lutte du capital et du travail ? M. Yves Guyot, dont les idées ingénieuses ont inspiré cette thèse, le nie. Il raisonne de la façon suivante, dans son livre *Les conflits du travail et leur solution*.

« Il y a deux sortes de capital : l'objectif et le subjectif, dans le sens que leur donne Kant : subjectif, qui appartient au moi ; objectif, qui est en dehors du moi.

La capacité productive de chaque personne cons-

(1) *L'organisation du travail*, de M. Ch. Benoist.

(2) M. Max Girard (discussion à la Société d'économie politique du projet de M. Y. Guyot, dans le *Journal des Economistes*, de juin 1900.

titue son capital subjectif ; telles : la force du manœuvre, la science de l'ingénieur, l'habileté professionnelle de l'ouvrier.

Le capital objectif se compose de toutes les autres utilités faisant fonction économique ; telles : les valeurs avec lesquelles l'industriel constitue un outillage, achète des matières premières, paie des salaires.

Le salaire est l'achat forfaitaire par le capital objectif des produits ou des services rendus par le capital subjectif. Ce qu'on appelle conflits du capital et du travail, c'est l'opposition, que l'on établit entre le capital objectif et le capital subjectif.

Les conflits proviennent d'une conception erronée du rôle du capital objectif ; on suppose que lorsque son possesseur achète directement les produits ou les services rendus par le capital subjectif, c'est pour son usage ; or, il n'est qu'un intermédiaire entre les producteurs de ce produit et les consommateurs. Dans toute industrie le capital objectif ne fait que les avances, qui, sous peine de ruine, doivent être remboursées par le consommateur » (1).

Nous croyons, sans intention de froisser l'éminent économiste, qu'il y a seulement là querelle de mots et pure question de terminologie ; qu'en d'autres ter-

(1) *Les conflits du travail et leur solution*, par M. Yves Guyot, Paris, Fasquelle, 1903, p. 23.

mes il existe actuellement un conflit aigu entre l'employeur et l'employé, entre le patron et l'ouvrier ; et comme l'un dispose du capital et l'autre du travail, on peut donc maintenir, en l'entendant dans un sens large, l'expression lutte ou conflit du capital et du travail.

De là à affirmer, comme le font les socialistes, l'exploitation exercée par le capital à l'égard du travail, il y a un monde. Et cependant, cette prétendue exploitation sert de prétexte aux militants pour un programme purement politique, où ils dénoncent l'asservissement du travail au capital, et proclament la nécessité de remplacer la domination capitaliste par la toute puissance du prolétariat.

Le mal est précisément dans la préoccupation trop exclusivement politique de solutionner une question, qui est surtout pratique.

« Les temps de luttes sont passés, proclamait déjà Egret en 1848 ; le capital et le travail doivent s'unir fraternellement pour concourir à la production pacifique, et favoriser le développement économique de leur commune patrie » (1).

Il faut donc, faisant abstraction de toute influence

(1) *Organisation du travail par les travailleurs*, par Egret. Brochure parue en 1848.

politique, s'attacher à trouver une organisation économique du travail.

Et certes, « la tâche à accomplir est immense, et le nombre est petit des bons ouvriers désireux de l'entreprendre et capables de la mener à bonne fin. Les politiciens révolutionnaires se gardent bien de favoriser un mouvement professionnel, qui ruinerait leurs ambitions, et d'autres (l'indifférence coupable), l'ignorance économique et les préjugés détournent encore de cette œuvre les esprits plus modérés » (1).

Depuis la grande Révolution, les tentatives d'organisation du travail se sont multipliées sous les formes les plus diverses. Que de combinaisons arbitraires, sentimentales, utopiques, et combien aussi de conceptions grandioses, tour à tour critiquées ou bénies « de J.-B. Say à Saint-Simon et à Cabet, de MM. de Molinari et Y. Guyot à MM. Jules Guesde et Jean Grave, en passant par les interventionnistes timides, les démocrates et les socialistes chrétiens, que de doctrines ! » (2)

Cependant, de tous ces systèmes essayés : syndicats

(1) « Devant la question sociale doit disparaître la pure politique dont on finit par mourir, comme mourut Byzance des querelles théologiques ». Husson, conférence à Angers, 1890.

(2) *Le contrat du travail et le rôle des syndicats professionnels*, par P. Bureau.

de toutes sortes, trade-unions, associations professionnelles, sociétés coopératives, organisations ouvrières de tous genres, aucun n'a satisfait pleinement leurs promoteurs, contenté leurs adhérents, et solutionné encore les conflits persistants du capital et du travail.

Aussi, est-il indispensable d'orienter nos recherches dans un autre sens et de voir « s'il n'est pas une autre solution qui puisse mettre un terme à cette lutte toujours plus aiguë entre le capital et le travail, cause de préjudices incalculables pour l'industrie et source de misères et de souffrances pour l'ouvrier. Il faut en finir avec les grèves et les chômages, qui ont été et continuent d'être efficaces comme moyens de lutte, mais ne sauraient se justifier à l'état permanent, pas plus que la guerre où les batailles ne doivent être l'occupation constante des peuples civilisés » (1).

La solution cherchée existe peut-être dans une forme rudimentaire, dans ce sens qu'elle est de création récente et encore peu connue, et qu'elle n'existe qu'à titre expérimental.

Mais, puisque l'idée, en elle-même d'ailleurs si logique et si ingénieuse, a déjà donné des résultats excellents et paraît destinée à réaliser un avenir bril-

(1) *Les sociétés de travail*, par M. Pellegrini, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1906.

lant, il faut la divulguer pour tous les moyens, la soumettre à la rude épreuve des faits, et, si elle triomphe des obstacles prévus, la répandre dans le monde entier, la mettre à la portée de tous et en aider la réalisation dans l'intérêt de l'employeur, de l'employé et du consommateur.

II

Si les conflits du capital et du travail ont, semble-t-il, toujours existé, ils se sont accrus cependant avec le développement de la civilisation, l'augmentation de la production, la progression constante de l'industrie et du commerce.

« L'évolution économique a transformé le travail en transformant l'agent, l'outil, l'instrument de travail. Quand, dans la filature par exemple, au Spinning-Jenny et au Mall-Jenny, aux inventions d'Arkwright et de Samuel Crompton, aux perfectionnements d'Oberkampf et de Richard-Lenoir, est venue s'ajouter la machine à vapeur; quand, à ces bras et à ces doigts multipliés comme à l'infini, elle est venue communiquer le mouvement prolongé comme à l'infini, ce jour-là s'est produit un fait capital et de telle conséquence, qu'il en est peu sans doute d'aussi considérables parmi tous ceux que l'on retient pour en faire ce qu'on appelle l'histoire de la civilisation. En effet ce

ne sont pas seulement les instruments de travail, qui s'en sont trouvé transformés, mais le travail lui-même, le travail tout entier, je veux dire toutes les conditions et toutes les circonstances du travail » (1).

Les travailleurs se sont concentrés là où s'offrait le travail ; il y a eu évolution du petit atelier à la grande usine, et d'individuel le travail est devenu collectif.

D'un autre côté le capital s'est aussi concentré ; mais le capital est devenu l'apanage presque exclusif des grandes entreprises, il est concentré entre les mains de patrons puissants. Il s'est alors formé deux masses adverses, progressivement plus compactes et plus fortes, qu'on a appelées : le patronat et le salariat.

Les deux masses n'ont pu naviguer de conserve sans heurts et l'équilibre s'est maintes fois rompu.

L'organisation nouvelle appelait une réforme complète des rapports des patrons et des salariés ; mais par une aberration trop longtemps respectée, on maintenait à l'égard des faits nouveaux, les principes démodés de l'ancienne organisation du travail.

En d'autres termes, on continuait à concevoir le patron sous l'aspect patriarcal d'antan, comme le père de ses ouvriers, en même temps que le maître de compagnons inférieurs. Ce fût la conception encore de Le

(1) Ch. Benoist, *op. cit.*

Play, qui au XIX^e siècle se plaisait à concevoir le chef d'industrie « comme un Jacob promenant ses troupeaux, sa tribu dans les plaines de Judée : il avait considéré que le patriarche devait traiter individuellement avec chacun de ses ouvriers » (1).

Or, la conception de Le Play implique : la permanence des engagements réciproques du patron et de l'ouvrier, l'entente complète touchant la fixation du salaire, la bienveillance chez le patron, le respect chez l'ouvrier et sur tous l'empire de la coutume.

M. P. Bureau, professeur de droit à l'Institut catholique de Paris, dit que la plupart des industriels par lui consultés, lui ont répondu : « La vie de mes ouvriers, en dehors de l'usine, ne me regarde pas ; si je m'en mêlais, ils m'accuseraient bien vite d'oppression » (2).

Rien que le mot « patron » indique une prédominance, une supériorité, une protection du salariant à l'égard des salariés. Le patron se donne donc ainsi un rôle tutélaire incompatible avec le caractère économique du contrat de travail. Pour que ce système pût être justifié il faudrait admettre que tout acheteur a une supériorité sur le vendeur. Or, « l'acte d'échange

(1) Yves Guyot, *op. cit.*

(2) P. Bureau, *Figaro* du 14 mai 1906.

n'implique ni supériorité (1), ni infériorité entre les deux parties contractantes.

Chacun achète quelque chose, qui lui paraît avoir une valeur supérieure à ce qu'il donne ; l'un, un objet ou service spécifié ; l'autre, de la monnaie avec laquelle il se procurera des objets ou services variés » (2).

Le chef d'entreprise, une fois sa production organisée, ne fait que des actes de commerce : il achète et il vend. Il fait des actes de commerce en achetant la matière première, en agencant son outillage, de même en achetant sous forme de salaire la main d'œuvre nécessaire, ou plutôt « les produits résultant du travail, qui a transformé » (3). Il fait enfin acte de commerce, quand il vend ses produits.

(1) Proposant de remplacer la désignation *louage de service* ou *louage de travail* par l'expression *contrat de travail*, M. Perreau, dans son rapport, dit : « Cette expression (contrat de travail) » appelle davantage l'attention sur le caractère contractuel, » volontaire et bilatéral, que présentent et que doivent présenter » de plus en plus les rapports juridiques entre employeurs et » employés. Elle implique davantage aussi l'idée de l'égalité » juridique entre les parties contractantes, idée que le législateur de 1804 avait méconnue dans un de ses textes, par un » souvenir sans doute des anciennes formes d'organisation du » travail qui impliquaient une supériorité personnelle de l'employeur sur l'employé. » (Rapport de M. Perreau).

(2) Y. Guyot, *op. cit.*

(3) *Idem.*

Or, l'industriel vise à simplifier ses différents actes de commerce. Il achète en gros et non au détail, il essaie de faire des marchés considérables, à longs termes, et d'assurer les débouchés de sa fabrication en grande quantité et pendant une longue durée.

En d'autres termes, il a intérêt à faire une série d'entreprises à forfait, des détails desquelles il n'a point à s'occuper, et qui lui permettent d'établir avec sécurité son prix de revient.

D'où la nécessité de transformer les anciens rapports du gros entrepreneur et de l'ouvrier. Et de fait, les engagements individuels deviennent impossibles dans les usines à nombreux personnel. Dès qu'il y a conflit, ils se transforment en engagements collectifs.

M. de Molinari, en 1842, dans un article sur *l'Avenir des chemins de fer*, a préconisé la commercialisation du travail et l'avantage pour l'employeur de substituer l'achat du travail en gros à l'achat en détail (1).

C'est une idée devenue courante aujourd'hui et universellement admise, que les engagements collectifs (au sens large du mot), doivent remplacer progressivement les engagements individuels. Nous sommes à la veille de l'apparition d'une loi sur le contrat collectif de travail, que nous ne pouvons discuter ici (2).

(1) *L'avenir des chemins de fer*, par M. de Molinari, article publié en 1842.

(2) D'ailleurs « la légalité du contrat collectif ne fait plus au-

Disons en passant qu'il a fait notamment l'objet d'un rapport très apprécié de M. Colson, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, rapport que critique d'ailleurs très âprement M. Y. Guyot dans une brochure récente sur le contrat collectif. Nous nous contenterons de constater que, de plus en plus, le contrat collectif de travail tend à se substituer au contrat individuel ; c'est dans cette voie, qu'il est permis d'entrevoir la pacification possible des rapports du capital et du travail (1).

L'évolution est significative et a été l'œuvre fatale de la transformation de l'industrie et du commerce. Devant la puissance de la grande industrie, l'ouvrier se sentit trop faible et fut poussé à s'unir pour contrebalancer la puissance trop considérable de l'employeur.

C'est ce que constate M. de Molinari, quand il écrit : « Lorsque les ouvriers eurent reconnu, qu'en traitant individuellement avec les entrepreneurs, ils se trouvaient dans un état d'infériorité qui les condamnait le plus souvent à subir les conditions léonines de

jourd'hui l'objet d'aucune contestation. De nombreuses décisions de justice l'ont proclamée. » (Rapport de M. Perreau sur le *Contrat de travail*).

(1) Voir le projet de loi du 2 juillet 1906 ; voir aussi le rapport de M. Colson et la brochure de M. Yves Guyot sur le *Contrat collectif de travail* (déjà cité).

l'acheteur de travail, ils eurent recours à ces associations temporaires désignées sous le nom de coalitions » (1).

Puis, les associations ouvrières s'organisèrent plus stables, plus puissantes sous forme de syndicats ou de trade-unions. Ce fut alors le capital, qui faiblit dans la lutte ; les conflits s'aggravèrent et l'on assista, l'on assiste encore à une lutte plus gigantesque, plus meurtrière, où chaque combattant, vainqueur ou vaincu, laisse chaque fois des plumes sur le terrain.

Dans les deux cas, soit que la victoire demeure au capital ou au travail, les résultats sont également funestes. Si les ouvriers étaient maîtres de fixer à leur gré leurs salaires, ils ne manqueraient pas d'abuser de leur pouvoir et réduiraient le capital à l'impuissance et à la ruine. Ce serait la destruction progressive du capital, agent aussi indispensable à la production que le travail lui-même.

Que conclure de là, sinon que le problème à résoudre pour rétablir la paix entre le capital et le travail « consiste non à conférer à l'un ou à l'autre le pouvoir de fixer le taux ou les conditions du salaire, mais à le leur enlever à tous deux » (2).

(1) *Les Bourses du travail*, par M. de Molinari, ch. XI, p. 85.

(2) M. de Molinari, *op. cit.*

« Pour que l'antagonisme existant entre le capital et le travail

Ce problème a déjà été partiellement résolu par l'élargissement du marché du travail ; mais cet élargissement a été moins complet et moins rapide pour le travail que pour les valeurs et les autres produits.

Mais comme le besoin crée l'organe, M. de Molinari prévoyait alors que l'on verrait s'ouvrir pour le travail des Bourses semblables à celles qui ont été établies à l'usage des capitaux, quand la circulation des valeurs a pu s'opérer aisément et à peu de frais (1).

« Le travail, disait il, deviendra un objet de trafic régulier : il sera coté selon la demande que l'on en fera, et sa valeur s'accroîtra, comme s'est accrue la valeur des capitaux à l'époque de l'ouverture des premières Bourses. On pourra l'acheter en gros au lieu de l'acheter en détail » (2).

M. de Molinari développa cette idée dans *La Nation* du 23 juillet 1843, puis dans *La Gazette de France* du 8 septembre 1843 et dans *Le Courrier français* du 20 juillet 1846. Il s'adressait à tous les ouvriers. Mais il fut peu compris et mal accueilli. Les tailleurs de

puisse cesser, il est nécessaire de placer les deux éléments dans des conditions identiques et de les organiser sur le même pied. » Pellegrini, *op. cit.*

(1) Pelloutier prétend, dans son livre sur les *Bourses du Travail*, que l'idée première serait vieille d'un siècle (mars 1790) et qu'elle émanerait d'un rapport devenu introuvable de M. de Corcelles, enseveli dans le maquis des archives nationales.

(2) M. de Molinari, *op. cit.*

pierres de Paris l'accusèrent de vouloir accroître la concurrence sur le marché de Paris.

Après 1848, il fut plus heureux auprès du ministre du commerce Flocon, qui avait déjà reproduit son projet dans *La Réforme*.

Un décret du gouvernement provisoire des 8 et 10 mars 1848 ordonna l'établissement dans chaque mairie de Paris d'un bureau chargé de recevoir les offres et les demandes de travail.

Puis, survint le projet de création d'une Bourse du Travail du préfet de police d'alors, M. Ducoux. Repris trois ans plus tard et soumis à l'Assemblée Nationale, il fut repoussé. En 1857, M. de Molinari fonda à Bruxelles le journal *La Bourse du Travail*, attaqué aussitôt, autant par les ouvriers que par les patrons.

Dans son livre, publié en 1893, sur les Bourses du Travail, M. de Molinari reconnaît que son idée était prématurée et que « le travail ne possédait pas alors le puissant rouage des intermédiaires, que l'extension des marchés avait rendu indispensable à l'échange des produits et des capitaux » (1).

Le 24 février 1875, le Conseil municipal de Paris fut saisi de deux demandes relatives : « l'une à la construction, avenue Laumière, d'une vaste rotonde

(1) M. de Molinari, *op. cit.*

vitrée, l'autre à l'entrée de la rue de Flandre, d'une Bourse du Travail, ou au moins d'un refuge clos et couvert, afin d'abriter les nombreux groupes d'ouvriers, qui se réuniront chaque matin pour l'embauchage des travaux du port et autres ».

Ces deux demandes à l'instar de celle qu'avait faite jadis M. de Corcelles, disparurent dans l'ombre des commissions, où les rejoignirent au cours des années suivantes, quelques autres demandes inspirées du même esprit » (1).

Enfin, le 5 novembre 1886, apparut sur le bureau du Conseil municipal, le rapport de M. Mesureur ; et le 3 février 1887, le Conseil remettait solennellement aux syndicats parisiens l'immeuble de la rue Jean-Jacques Rousseau, auquel on ajoutait en 1892, le Palais de la rue du Château-d'Eau.

Mais de l'organisation de M. de Molinari, cet établissement et ceux qui se fondèrent successivement en province, n'ont guère gardé que le titre.

Loin de favoriser la mobilisation du travail, leurs chefs ont frappé de proscription les intrus qui voulaient faire concurrence au travail local.

Fermée une première fois en 1893, pendant deux ans, la Bourse du Travail de Paris, comme ses sœurs de province, a pris un caractère presque exclusive-

(1) F. Pelloutier, *Les Bourses du travail*.

ment politique et est dirigée par la Confédération générale du Travail (1).

Ces Bourses offrent le spectacle peu banal, et qui serait comique, s'il n'était gros de conséquences désastreuses, d'être rémunérées par le gouvernement et les communes pour alimenter un foyer d'anarchie et de luttes révolutionnaires et soutenir une politique de haines et de conflits incessants (2).

« Ceux qui s'en adjugent le monopole, dit M. Y. Guyot, ont une singulière manière de concevoir le commerce du travail » (3).

Le vice radical des Bourses socialistes, gérées par

(1) « La Confédération du travail, après les Bourses, est l'unité suprême. Le syndicalisme actuel dénonce l'incompatibilité de la libération ouvrière et du maintien de la propriété capitaliste. L'aspiration ouvrière aspire à construire un monde nouveau avec les débris du monde ancien... » P. Louis, *Le mouvement syndical*, p. 14.

(2) Le Parlement affectait pour 1907 un crédit de 110.000 francs aux Bourses du Travail. — Par arrêté ministériel en date du 31 décembre 1906, il a été alloué à 45 caisses de chômage ou de secours de route 17.182 francs de subvention pour le premier semestre, et par arrêté ministériel du 30 juin 1907, il a été alloué 24.913 francs. D'autre part, le montant des subventions inscrites au budget des départements et des communes a dépassé 70.000 francs en 1907, sans compter Paris qui a versé à la Bourse du Travail 25.000 francs (*Bulletin de l'Office du Travail*, année 1907, nos 7, 8, 9 et 10).

(3) Y. Guyot, *op. cit.*

les syndicats ouvriers, est dans la volonté de monopoliser le marché du travail (1).

Elles ont réclamé et obtenu par le vote de la loi du 14 mars 1904 la suppression des bureaux de placement pour y substituer au bénéfice exclusif des syndicats, le monopole du placement d'ouvrage.

Or, les syndicats sont impropres à remplir le rôle d'intermédiaires entre les entrepreneurs et les ouvriers ; « car ils n'ont point l'indépendance nécessaire (2) pour inspirer une confiance égale aux uns et aux autres et ils ne présentent point les garanties indispensables pour attirer les capitaux, qu'exigent l'exercice et le développement utile de toute branche de commerce ou d'industrie » (3).

Les unions et les syndicats sont sous la dépendance des ouvriers qui y sont affiliés, et dont les cotisations alimentent leur caisse. C'est le travail bon ou mauvais de ces syndiqués, qu'ils sont naturellement portés et même obligés d'offrir avant tout. Or, « ce que

(1) De l'*Économiste français*, de mars 1902, *Histoire des Bourses du Travail*, de M. E. Payen : « Les Bourses du Travail avaient à remplir un rôle excellent et large, mais ce programme ne suffit pas à l'activité des chefs des groupements syndicaux, ce qui les intéressa surtout ce fut l'action socialiste et révolutionnaire.... »

(2) De M. G. Sorel dans l'Introduction du livre cité de M. Peloutier : « Les Bourses pourront devenir facilement les administrateurs de la commune ouvrière en formation ».

(3) M. de Molinari, *op. cit.*

demandent les entrepreneurs, c'est le travail le meilleur et le moins cher possible syndiqué ou non » (1).

Il en serait autrement si le capital disposait d'un système d'intermédiaires analogue à celui dont disposent les capitaux et les produits. Si des sociétés puissantes se constituaient pour l'exercer, le marché du travail s'étendrait, comme l'ont fait les marchés des valeurs et des grains ; la valeur du travail ne se déterminerait que par la concurrence régulatrice sous l'influence de la loi de l'offre et de la demande ; le prix du travail deviendrait *impersonnel*, et s'établirait sur un *marché général*, comme s'établissent les prix des autres denrées et valeurs (2).

« L'ouvrier ne pourra plus se plaindre d'être *exploité* par l'entrepreneur, car le taux du salaire dépendra d'un fait sur lequel les entrepreneurs et les ouvriers ne pourront plus exercer une influence appréciable en suspendant individuellement ou même

(1) M. de Molinari, *op. cit.*

(2) Du Congrès de la fédération des Bourses du Travail (*Mouvement socialiste* de novembre 1901), sous la signature de M. Yvetot... « le camarade Niel, de Montpellier, terminant un discours très applaudi où il conclue à la fusion des Bourses et de la C. G. T... », il faut une organisation militaire des forces syndicales, mais elle n'aura plus sa raison d'être lorsque, « par la grève générale révolutionnaire, elle aura détruit ce qui l'avait fait naître : la propriété individuelle et établi définitivement la société communiste libertaire. »

collectivement leur offre ou leur demande, savoir l'état d'un marché devenu illimité » (1).

Dans cet état, les Bourses du Travail, ramenées à leur fonctionnement normal, selon la conception originelle, pourvoieraient à ce besoin de l'industrie des intermédiaires du placement de travail, comme les Bourses des valeurs le font pour les capitaux et les produits (2). Avec le développement de la production du commerce et de l'industrie, il y a eu développement des intermédiaires ; c'est une évolution parallèle.

Le commerce du travail, auquel on a donné la dénomination de « marchandage » est demeuré plus en retard que le commerce des autres produits, sous l'influence d'obstacles de toutes sortes, autant naturels qu'artificiels et constants, et c'est à l'insuffisance de son développement, qu'il faut attribuer la plupart des maux et des désordres dont les socialistes rendent responsable le régime du salariat » (3).

« Le marchandage à tort impopulaire auprès des ouvriers est un germe de progrès. Le marchandeur

(1) M. de Molinari, *op. cit.*

(2) M. Millerand, ministre du commerce, en 1900, répondant à une interpellation sur le chômage, abondait dans l'ancienne idée de M. de Molinari, quant à la modification de la loi de 1884 sur les Bourses du travail et proposait de créer un office de renseignements pour la publicité du travail.

(3) *Pacification des rapports du capital et du travail*, M. de Molinari.

achète le travail en détail aux ouvriers et le revend en bloc à l'entrepreneur. Faisant ainsi commerce de travail, il est intéressé à agrandir autant que possible le débouché de sa marchandise. D'abord, il profite seul de ce progrès commercial, ensuite l'élévation de ses profits en attirant la concurrence, l'oblige à y faire participer producteurs et consommateurs » (1).

Le remède est dans le *marchandage généralisé* (2), l'achat en bloc du travail. « Il faut traiter le travail comme une valeur. Il faut qu'il ait des cours déterminés par la loi de l'offre et de la demande. Il faut commercialiser le travail » (3).

Ainsi se créera pour le travail, comme pour les autres marchandises, un *marché général*, dont le cours servira de régulateur. Toute cause de conflit particulière disparaîtra alors entre les employés et les employeurs, comme elle disparaîtra entre la production et les consommateurs des autres denrées et marchandises, quand on comprendra enfin que : « les prix sont absolument gouvernés par un fait général contre lequel les uns et les autres essaient en vain de

(1) *Cours d'économie politique*, X^e leçon, M. de Molinari.

(2) « Le chef d'industrie ne peut-il pas admettre qu'il vaudrait mieux pour lui renoncer de plein gré au marchandage individuel de la main-d'œuvre et adopter le marchandage organisé et collectif ! » G. Hanotaux, *Journal* du 17 déc. 1907.

(3) Y. Guyot, *op. cit.*

lutter. Le moyen de réduire, sinon de détruire les causes de conflits entre le salarié et l'employeur, le moyen de rendre impossibles parce qu'inefficaces les grèves, c'est de laisser librement se créer, s'organiser et se développer par voie d'association le commerce du travail » (1).

L'association libre, que propose M. Yves Guyot, indépendamment de l'embrigadement des syndicats, paraît devoir être la forme propre à résoudre la question de l'organisation du travail.

La société commerciale de travail, qui met l'entrepreneur en face d'une collectivité ouvrière, lui garantit plus efficacement l'exécution de son contrat ; elle substitue l'achat en gros du travail à l'achat en détail, le contrat unique et précis aux petits contrats multiples et vagues ; elle décharge l'entrepreneur des soucis variés de la surveillance, lui donne la sécurité et l'assure contre les malfaçons.

La société commerciale de travail substitue le louage d'ouvrage au louage de services, le travail aux pièces et en gros, au travail à la journée à forme servile ; elle supprime la lutte de classes, la concurrence politique pour la remplacer par la concurrence exclusivement économique, essentiellement commerciale.

(1) De Molinari, *op. cit.*

Elle est, et sera surtout, la solution, sinon universelle des conflits du travail, tout au moins un agent certain de pacification et de progrès social.

CHAPITRE PREMIER

Ce qu'est la société commerciale de travail. Son organisation. Sa légalité.

M. Tallichet, directeur de la Bibliothèque universelle de Lausanne, sous ce titre : *Une solution du problème social*, écrivait en mars 1902 :

« Le problème à résoudre est d'augmenter les gains des travailleurs sans que le prix de revient des marchandises en soit augmenté, bien plus, en le diminuant.

« Or, ceci se pourra le jour où les ouvriers, réunis en *Sociétés commerciales*, pourront prendre le travail à forfait, où ils seront libres de l'effectuer selon leurs méthodes, où ils auront par cela même intérêt à utiliser les engins mécaniques, qui font le gros de l'œuvre en l'abrégeant, et où toutes leurs facultés physiques et intellectuelles tendront au même but.

« Les pays qui, les premiers, sauront établir le travail sur des bases rationnelles seront assurés non

seulement de ne pas rester en arrière, mais d'arriver les premiers et par les meilleurs moyens. On le comprendra sans doute peu à peu, et alors on verra l'immense service rendu par M. Yves Guyot, cet économiste à l'esprit clair et pratique, qui a eu le mérite de mettre en évidence un principe fécond et d'en poursuivre la réalisation sans se lasser ».

« Pour moi, disait M. Y. Guyot en 1904, je dois la conception de la société commerciale de travail à la longue pratique que j'ai eue dans la presse avec l'organisation qui est connue sous le nom de commandite typographique parisienne. Ce n'est pas une société commerciale de travail ; cependant, la chambre syndicale typographique parisienne traite avec les journaux, comme si elle était une société ayant ce caractère » (1).

Inspiré par l'idée de la commercialisation du travail de M. de Molinari, M. Yves Guyot voit dans le contrat collectif de travail, dans l'engagement commun d'un groupement ouvrier pour l'entreprise d'un travail à forfait, dans l'achat ou la vente en gros de la main-d'œuvre, un avantage pour le salariant comme pour le salarié.

C'est un progrès social, que la société anonyme de

(1) *La sous-entreprise ouvrière et le contrat collectif de travail*, par A. Richard, préface de M. Yves Guyot.

travail, à forme commerciale, réalisera, en substituant le louage d'ouvrage au louage de services.

L'article 1708 du code civil dit :

« Il y a deux sortes de contrats de louage : celui des choses et celui d'ouvrage ».

ART. 1709. — Le louage de choses est un contrat par lequel l'une des parties s'oblige à faire jouir l'autre d'une chose pendant un certain temps et moyennant un certain prix, que celle-ci s'oblige à lui payer.

ART. 1710. — Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties s'engage à faire quelque chose pour l'autre, moyennant un prix convenu entre elles.

ART. 1711. — Les devis, marché ou prix fait, pour l'entreprise d'un ouvrage moyennant un prix déterminé, sont aussi un louage lorsque la matière est fournie par celui pour qui l'ouvrage est fait.

Le chapitre III du code civil, qui ne comprend d'ailleurs que l'article 1779, intitulé : du louage d'ouvrage ou d'industrie, dit :

Il y a trois espèces de louage d'ouvrage et d'industrie :

1° Le louage des gens de travail, qui s'engagent au service de quelqu'un ;

2° Celui des voituriers, tant par terre que par eau, qui se chargent du transport des personnes ou des marchandises ;

3° Celui des entrepreneurs d'ouvrages par suite de devis et marchés.

L'article 1780, complété par la loi du 27 décembre 1890, qui concerne les conditions de la résiliation du contrat de louage, dit d'autre part : « On ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée ».

On remarque, dit M. Yves Guyot (1), dans cette rédaction, que le code ne considère point que le salarié engage sa personne ; il n'engage que ses services ; son engagement est limité et comme caractère et durée. Le code, réagissant contre la vieille conception de l'esclavage, établit une distinction nette entre la personne humaine et ses services.

L'article 15 de la déclaration des droits de la constitution de l'an III, la détermine dans les termes suivants :

« Tout homme peut engager son temps et ses services ; mais il ne peut se vendre ni être vendu ; sa personne n'est pas une propriété aliénable ».

Dans le travail à la journée, l'individu doit tout son temps et ses forces pendant une durée déterminée.

Ce mode de travail est aussi désavantageux pour le salariant que pour le salarié.

(1) Y. Guyot, *op. cit.*, p. 262 et suiv.

Le salariant craint toujours d'être volé, car en effet ce mode de travail est onéreux, quelque'intense que soit la surveillance du salariant.

Pour le salarié, sa dignité souffre d'un mode servile, qui donne au salariant l'habitude néfaste de la domination de classe.

Cependant, pendant longtemps, on a réclamé le travail à la journée de préférence au travail aux pièces.

Mais M. Pelletan, comme ministre de la marine, en adoptant pour les ouvriers des arsenaux le travail aux pièces, a déterminé un mouvement, dont les conséquences se font sentir dans toutes les entreprises.

Dans son dictionnaire du commerce, à l'article « Louage d'ouvrage », M. Dufourmantelle écrit : « Il se distingue donc du louage de services, en ce que l'objet de ce dernier est de fournir ses services en vue d'accomplir une œuvre non déterminée *in specie*, tandis que l'objet du louage d'ouvrage consiste dans l'accomplissement de telle œuvre promise ».

« Que demandons-nous, dit M. Yves Guyot ? La substitution, partout où les circonstances le permettront, du louage d'ouvrage au louage de services... Rien que dans cette distinction des termes « louage d'ouvrage et louage de services », on voit toute la différence de conception du travail. Dans le premier le contrat ne s'applique qu'aux choses, qu'au produit

du travail. C'est un contrat réel, en prenant l'étymologie du mot : *res*, chose. Le second a un caractère personnel ; et un des résultats du progrès économique et social est la séparation toujours de plus en plus grande de l'homme et de la chose » (1).

L'industriel fournit les matières premières et l'outillage, l'ouvrier produit son travail.

Un nombre indéterminé d'ouvriers peut former une société anonyme pour mettre en commun leur force travail et assurer la livraison des services, dont l'employeur a besoin.

« La société anonyme, dit M. Yves Guyot, est la forme du groupement de travail, qui assure en même temps l'organisation du travail collectif et l'indépendance de l'individu (2) ».

La société anonyme de travail n'a qu'un seul objet : fournir les produits ou les services du travail, et le travail y est anonyme.

Chaque sociétaire, même quand il se retire de la société, conserve sa quote-part de l'avoir social, alors que dans les syndicats il la perd.

Chaque sociétaire est co-propriétaire de l'avoir social, et la société ne peut avoir d'autre objet « que de traiter pour les produits ou les services du travail

(1) M. Yves Guyot. *op. cit.*, p. 267.

(2) *Idem.*

de ses membres et de garantir l'exécution du contrat de travail » (1).

La société vendeuse des produits ou des services du travail n'a pas à s'occuper de l'industriel avec qui elle traite ; elle « ne peut que lui garantir un approvisionnement de certains produits ou de certains services pour un laps de temps et à un taux qu'elle garantit » (2).

Quant à la forme de ces associations, elle varie selon les métiers ; toutes les combinaisons sont possibles. Selon la profession, le nombre de leurs membres peut être plus ou moins considérable. Il pourra y avoir dans une même usine plusieurs sociétés co-existantes pour les divers genres d'emplois, et même des ouvriers appartenant à des professions différentes peuvent constituer une seule société. Leurs membres pourraient se disperser et dans ce cas leur administration agirait surtout comme bureau de placement, « donnant ainsi aux Bourses du Travail le caractère économique que M. de Molinari leur destinait en 1842 » (3).

Les sociétés de travail associent des capitaux et des personnes ; leur durée est déterminée par leur acte constitutif.

(1) Yves Guyot, *op. cit.*

(2) Yves Guyot, *op. cit.*

(3) Yves Guyot, *op. cit.*

Astreintes à une comptabilité méticuleuse, elles sont destinées pratiquement à faire l'éducation économique de leurs membres.

Elles offrent à l'employeur la sécurité d'exécution dans un temps et à un prix nettement déterminés.

Chaque sociétaire est indépendant à l'égard de l'entrepreneur, et est assuré du paiement de son travail au cours du marché.

Loin de redouter le développement de la puissance de la société, le salariant est intéressé à sa richesse, qui garantit par sa solvabilité l'exécution du contrat. Comme il s'agit d'un contrat synallagmatique, dans le cas de rupture ou de contestation, il n'y a qu'à faire application des articles 1142 et 1780 du code civil et toucher les dommages-intérêts dus par le contractant en faute. Cette responsabilité existe pour l'inexécution totale ou partielle du contrat, comme pour les malfaçons même involontaires.

Donc l'entrepreneur traite avec la société commerciale de travail, comme avec toute autre maison de commerce, et de même que, plus la maison est connue, et de réputation solide et plus effective est sa responsabilité ; plus elle offre de sécurité, plus élevé est le prix qu'elle peut exiger de ses produits ; de même si la société de travail est riche, bien administrée, plus élevé est le prix du travail qu'elle vend.

La société, avec son contrat précis, opère avec sé-

curité et prévoyance ; elle n'a qu'un point de contact avec l'employeur : « la livraison forfaitaire des produits du travail à un prix déterminé pendant une durée fixe » (1).

Il y a donc avantage réciproque de l'employeur et de l'employé.

On a reproché à ces sociétés de constituer une généralisation du marchandage.

M. Millerand, dans son décret du 10 août 1899, interdisant le marchandage, l'a cependant permis en fait devant la nécessité de la pratique, puisque le marchandage sera licite dans le cas où l'entrepreneur pourra... « obtenir l'autorisation expresse de l'administration et sous la condition de rester personnellement responsable tant envers l'administration, que vis-à-vis des ouvriers et des tiers ».

« Cette restriction, dit M. Y. Guyot, prouve que M. Millerand ne se dissimule pas que, en dépit du décret du 2 mars 1848 du gouvernement provisoire (2), le marchandage a continué et continuera d'être pratiqué ; c'est dans la nature des choses, car

(1) A. Richard, thèse, p. 240.

(2) Ce décret interdisait le marchandage avec cette restriction : « il est bien entendu que les associations d'ouvriers, qui n'ont point pour objet l'exploitation des ouvriers les uns par les autres, ne sont pas considérées comme marchandage ». Il y a là, comme l'écrivait M. Finance, le rédacteur de l'enquête de l'*Office du tra-*

l'entrepreneur général divise son entreprise en sous-entreprises en vertu de l'économie de l'effort » (1).

D'ailleurs, deux arrêts de la Cour de Cassation des 8 février 1898 et 16 février 1900, et un arrêté des chambres réunies de la même Cour du 31 janvier 1901 portent « que le délit de marchandage, puni de peines correctionnelles, n'est pas un délit conventionnel ; l'intention criminelle, le dol et la fraude du tâcheron voulant abuser de l'ouvrier constituent seuls les éléments du délit, et, en leur absence, il n'y pas lieu de le retenir ».

Donc loin d'interdire le marchandage, il faut, suivant l'idée de M. de Molinari, le généraliser et en faire la règle même des entreprises.

Les sociétés commerciales de travail constituent une série de sous-entreprises, auxquelles ne s'appliquent pas les décrets de 1848 et 1899.

On a aussi reproché à ces sociétés de n'être pas légalement possibles (2).

Il n'y a qu'à se reporter à l'article 68 de la loi de 1867, modifié par la loi de 1893, lequel dit que : quel

vail, « un marchandage collectif dans lequel les bénéfices ordinaires du marchandeur au lieu d'aller à l'homme seul, vont à tous les hommes d'une équipe ».

(1) Y. Guyot, *op. cit.*

(2) Max Girard, discussion à la Société d'Écon. pol., déjà citée.

que soit leur objet, les sociétés en commandite ou anonymes, constituées dans les formes du code de commerce ou de la dite loi, seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce.

Cette interprétation s'est trouvée confirmée dans le projet de loi, que M. Waldeck-Rousseau a déposé en 1902 sur les syndicats. « Ce projet donne à ceux-ci une sphère d'action beaucoup plus large. Il établit, cependant, que si le syndicat fait des actes de commerce, une société vient alors se juxtaposer en réalité à ce syndicat. La coexistence et la distinction entre ces deux formes de groupements est donc ici parfaitement établie (1).

Des sociétés commerciales de travail peuvent donc se constituer sans l'autorisation du gouvernement en France depuis 1867, en Belgique depuis 1873.

D'ailleurs l'expérience a démontré que de telles sociétés sont possibles, puisque, depuis 1881, la société du *Journal Officiel* existe avec la forme anonyme et commerciale.

La société de travail est soumise à toutes les conditions exigées par le code civil pour la validité des contrats ; chaque associé doit faire un apport ; la société ne doit avoir que le gain pour objet ; chaque

(1) Y. Guyot, *op. cit.*

associé subit les pertes jusqu'au chiffre de son apport.

Elle doit tenir une comptabilité rigoureuse, peut être déclarée en faillite, et l'action dirigée contre les associés non liquidateurs se prescrit par cinq ans (art. 64, code de commerce).

Les tribunaux de commerce connaîtront de toutes contestations entre associés, ou entre associés et créanciers de la société.

En apparence, la société de travail ne constitue qu'une société de capitaux ; cependant, outre le capital souscrit, c'est surtout leur capacité respective de travail que les associés mettent en commun.

L'action doit être de 25 francs pour un capital inférieur à 200.000 francs et de 100 francs pour un capital excédant ce chiffre.

Les actions sont constituées après la souscription de la totalité du capital, et le versement en espèces pour chaque actionnaire du montant des actions ou coupures d'actions, souscrites par lui, lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs et du quart au moins des actions lorsqu'elles sont de 100 francs et au-dessus.

Toutes les actions ont la même valeur et sont négociables, vendables au gré du sociétaire, sauf réserve possible d'un droit de préemption par la société.

On a présenté à M. Y, Guyot une observation.

On suppose une société d'entreprise de main-d'œuvre constituée avec le minimum nécessaire, soit sept ouvriers.

Ces sept ouvriers sont des camarades, qui se connaissent et sont d'égale valeur. Pour un motif quelconque, l'un d'eux se retire et cède son action à un ouvrier moins capable. La société va-t-elle fonctionner pareillement ?

L'article 50 de la loi de 1867, dit M. Yves Guyot, donne de lui-même une réponse satisfaisante à cette objection.

Voici l'article : « Les actions ou coupons d'actions seront nominatifs, même après leur entière libération.

« Ils ne seront négociables qu'après la constitution définitive de la société.

« La négociation ne pourra avoir lieu que par voie de transfert sur les registres de la société, et les statuts pourront donner, soit au conseil d'administration, soit à l'assemblée générale, le droit de s'opposer au transfert. »

Il faut, continue M. Yves Guyot, rapprocher de cet article 50 les articles 48, 51 et 52 :

ART. 48. — Il peut être stipulé, dans les statuts de toute société, que le capital social sera susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou par l'admission d'associés nou-

veaux et de diminution par la reprise totale ou partielle des apports effectués.

ART. 51. — Les statuts détermineront une somme au-dessous de laquelle le capital ne pourra être réduit par des reprises des apports autorisées par l'article 48. Cette somme ne pourra être inférieure au dixième du capital social.

ART. 52. — Chaque associé pourra se retirer de la société lorsqu'il le jugera convenable, à moins de conventions contraires et sauf l'application du paragraphe 1^{er} de l'article 51.

Il pourra être stipulé que l'assemblée générale aura le droit de décider, à la majorité fixée pour la modification des statuts, que l'un ou plusieurs des associés cesseront de faire partie de la société.

L'associé qui cessera de faire partie de la société, soit par l'effet de sa volonté, soit par suite de décision de l'assemblée générale, restera tenu, pendant cinq ans, envers les associés et envers les tiers, de toutes les obligations existant au moment de sa retraite.

ART. 53. — La société, quelle que soit sa forme, sera valablement représentée en justice par son administrateur.

ART. 54. — La société ne sera pas disjointe par la mort, la retraite, l'interdiction, la faillite ou la dé-

confiture de l'un des associés ; elle continuera de plein droit entre les autres associés.

Il est évident, d'après ces articles que la législation actuelle se prête à toute combinaison possible de société à forme commerciale.

Je cite M. Yves Guyot, dans un exemple très clair et très probant (1).

« Sept ouvriers d'une usine se réunissent pour prendre à l'entreprise le montage de locomotives, par exemple ; ils constituent une société à capital variable. Ils pourraient établir leur capital par action de 25 francs, soit 275 francs.

Au bout de six mois, ils peuvent se distribuer entre eux une part de dividende ; à fin d'exercice, ils peuvent mettre tout ou partie à la réserve ; ils peuvent en dehors de la réserve légale, se répartir tout le bénéfice.

Si l'un d'eux veut se retirer, il fait le transfert de son action à un autre ouvrier, qui devra être agréé par ses co-associés.

Que le minimum (sept ouvriers) soit adopté, ou qu'au contraire leur nombre atteigne 100, 200 ou 1.000 sociétaires, le mécanisme est le même.

Si, dans cette société, un ou plusieurs des membres ne veulent pas remplir leurs engagements de

(1) Y. Guyot, *op. cit.*, p. 289.

travail, l'article 52 donne à leurs co-associés le droit de les expulser ».

Donc, loin de mettre obstacle à la constitution de telles sociétés, la loi se prête à toutes les combinaisons nécessitées pour leur bon fonctionnement.

La transformation des conditions du travail par cette solution ne dépend pas du législateur, mais des mœurs ; il suffit d'une entente entre employeurs et ouvriers pour les constituer immédiatement (1).

Par la simplicité pratique de leur constitution, et l'évidence de leurs avantages réciproques pour l'entrepreneur d'ouvrage, comme pour le vendeur de main-d'œuvre, elles semblent devoir être, pour la plupart des professions tout au moins, la forme type de l'organisation du travail de l'avenir.

(1) « Il y a un régime excellent et large, qui répond aux besoins sociaux actuels... C'est celui du travailleur associé, travaillant pour le compte d'une association, dont il fait lui-même librement partie ». *Principes d'économie politique*, Ch. Gide, p. 507.

CHAPITRE II

La Société est une forme d'association différente de toutes les organisations professionnelles existantes.

Les sociétés commerciales de travail apparaissent, dans l'ensemble, supérieures à toutes les organisations professionnelles actuellement existantes.

Elles échappent, en effet, aux critiques dont on accable les syndicats.

A. — Car « il faut bien le reconnaître, le syndicat dans sa forme actuelle, ne répond pas aux nécessités de l'entente à chercher, des conventions à établir. Le syndicat politique, le syndicat anarchiste, le syndicat agent de grève ou de révolution, n'est pas un syndicat professionnel : il est passionnel et précaire, non durable et responsable. Et puis, même amélioré (et je ne doute pas, qu'il ne s'améliore peu à peu), il ne répond pas à tous les besoins » (1).

(1) G. Hanotaux, *Coutumes professionnelles*, Journal du 30 déc. 1907.

« Le syndicat ouvrier de notre époque, dit, d'autre part, M. Roger Merlin, est dominé par une tendance socialiste et révolutionnaire. Les chefs de ce parti s'efforcent de se servir du syndicat, comme d'une arme pour mener les ouvriers à l'assaut de la société capitaliste, sur les ruines de laquelle ils veulent édifier la société nouvelle » (1).

Le syndicat dispose, en effet, d'un puissant moyen d'intimidation à l'égard des employeurs ; ce moyen c'est la grève, dont il fait parfois un usage abusif (2).

« Assurément le procédé est imparfait, dit M. Lewandowski, le syndicat est une arme de combat contre le patronat. Il met sa puissance au service des intérêts de classe, et même des intérêts politiques, au lieu d'appliquer à la production elle-même le principe de l'association » (3).

Son action prend la plupart du temps un caractère agressif, qui loin de favoriser l'entente avec les patrons, aboutit le plus souvent à des conflits.

Au lieu « de se borner au rôle simple de mettre en rapport les ouvriers qui cherchent du travail avec

(1) *Associations ouvrières et patronales*, par M. Roger Merlin.

(2) « Les grèves ne sont que des combats préparatoires de la grande Révolution sociale... Les syndicats sont ainsi devenus les chapelles de l'église communiste ». *Journal des Economistes*, mai 1902, *La concurrence des syndicats*, Ch. Limousin.

(3) *L'organisation com. du travail*, op. cit., M. Lewandowski.

les patrons, qui demandent des employés, les syndicats ont mêlé les questions et commencé par établir des règlements, pour adapter des lois intérieures, qui, dès le premier jour, devaient fatalement éloigner les employeurs, dont il serait bon de s'occuper tout de même, car ils sont de moitié dans le problème » (1).

Au dernier grand congrès socialiste, à Stuttgart, en août 1907, M. Vaillant, au nom de la majorité française déclarait que « le syndicalisme est corporatif et révolutionnaire ; les rapports du Parti avec lui doivent devenir de plus en plus intimes ; dans ce but s'est fondée la grande C. G. T. qui finira par comprendre tous les syndicats et nous y trouverons en même temps l'élément pouvant accroître le Parti... » (2)

Les syndicats sont donc des associations de combat, dont on a trop souvent constaté non seulement la tyrannie à l'égard des patrons, mais aussi à l'égard des ouvriers non syndiqués.

Car « il ne faut pas se le dissimuler, aux yeux d'un syndicat puissant, le seul fait de ne pas être syn-

(1) M. de Molinari, *Journal des Economistes*, octobre 1903.

(2) Congrès socialiste de Stuttgart, 1907. Les journaux.

diqué, constitue un crime, qui mérite un châtimeut sévère » (1).

De par leur forme et leur constitution même, ils n'offrent aucune garantie, aucune solidité, aucune responsabilité

« Un syndicat, disait un jour M. Jules Guesde, c'est un timbre en caoutchouc de 1 fr. 25. C'est une organisation mystérieuse dont on ignore le nombre des adhérents, le chiffre des affaires, la quantité de ressources » (2).

L'article 4 de la loi de 1884 se borne, en effet, à dire : « Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

La loi ne donne aucun moyen de contrôle sur les syndicats.

Un syndicat peut se composer de 2, de 100, de 1.000 personnes ou plus : si l'administration veut le savoir, il faut qu'elle s'en rapporte à la bonne foi

(1) P. Bureau, *op. cit.*, p. 234.

(2) Dans la *Revue socialiste*, de janvier 1908, M. Walter Jourde constate, sous le titre *Politique et syndicats*, qu'« en effet, des » termes du Congrès d'Amiens, il ressort que les syndicats ne » se proposent pas un but autre que le socialisme, puisque c'est » l'abolition complète du salariat, que la Révolution prétend » atteindre par les moyens syndicaux », p. 18.

de ses fonctionnaires, ou qu'elle ait recours à des moyens d'espionnage ou de police.

L'article 6 investit les syndicats de la personnalité civile « en restreignant la possession des immeubles à ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques ou à des cours professionnels ». Mais la loi constitue si bien pour le syndicat une propriété perpétuelle, qu'elle n'en prévoit pas la liquidation et ne se préoccupe pas de ce que deviendront les biens en cas de liquidation du syndicat » (1).

Les syndicats actuels, sous l'empire de la loi de 1884, sont donc des associations de personnes inconnues, à objet indéfini, à propriété perpétuelle, n'étant soumises à aucun compte moral ni matériel.

Cependant, M. Waldeck-Rousseau avait senti, qu'il fallait essayer de donner aux syndicats professionnels un objet moins vague que « l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels ou commerciaux ». Dans son exposé des motifs du projet de loi du 14 novembre 1899, sur les syndicats professionnels, il constate que sa propre loi de 1884 ne leur « a donné qu'une capacité limitée, qui, en dépit de la généralité des mots, ne s'étend visiblement à aucune entreprise positive et matérielle ».

M. W. Rousseau avait l'intention de les détourner

(1) Y. Guyot, *op. cit.*, p. 103.

de leurs préoccupations politiques, vers des conceptions économiques, en voulant « leur donner le droit, moyennant certaines obligations spéciales, de faire des actes de commerce » (1).

D'ailleurs, le projet de loi de 1899 ne corrige pas les principaux défauts de la loi de 1884. La définition de l'objet que doivent poursuivre les syndicats n'est pas modifiée, ni surtout précisée.

Le projet ne limite plus pour le syndicat la possession des immeubles.

Les membres peuvent se retirer de leur gré, mais comme le prévoit la loi de 1884, ils abandonnent leur part dans l'avoir social.

La propriété syndicale constitue un véritable bien de mainmorte, qui appartient à une fiction légale. « Cette propriété, dit l'exposé des motifs, ne réside pas sur la tête de chacun des syndicataires, mais sur celle du syndicat, envisagé comme une personne morale distincte de ses membres ».

(1) Nous analyserons plus en détail la question de la commercialisation des syndicats dans le chapitre VII, au sujet de l'attitude des sociétés commerciales de travail à l'égard des syndicats. Le Comité fédéral des Bourses du Travail s'y opposa formellement, « car ce serait une incompatibilité avec le caractère » des sociétés de résistance, qui est le caractère naturel des » syndicats ». Le Comité demandait même la suppression de l'art. 1382 du code civil qui consacre le principe de la responsabilité.

Sans le dire expressément, le projet sous-entend la perpétuité de cette propriété.

Il y a peut-être là une imprudence du législateur.

Il est vrai que « les syndicats ouvriers n'ont pas de
« ressources pouvant assurer leur responsabilité pé-
« cuniaire : non seulement parce que leurs membres
« ne paient que des cotisations irrégulières, mais
« encore par système ».

Ce système a été exposé de la manière suivante dans la défense des magasiniers verriers du 1^{er} mai 1897 par un belge, M. Devilliers, de Charleroi : « Je suis de l'avis de M. E. Lévy, professeur de droit à l'Université de Lyon, et, avec lui, je dis aux syndiqués : « Que notre syndicat n'ait rien ! qu'il soit un milieu de lutte anti-patronale, mais que le patron ne puisse pas le tenir, le lier, le saisir sur un patrimoine ! Servez-vous-en comme d'un outil de combat, et à l'occasion, s'il le faut, de grève ! Mais servez-vous-en prudemment, sans risques, sans obligations, sans dettes !... » (1)

Le syndicat offre une organisation indéterminée, qui permet à quelques audacieux de dominer tyranniquement les autres membres. Et « actuellement, une minorité d'ouvriers d'une profession, une petite mi-

(1) Y. Guyot, *Le contrat collectif*, op. cit.

norité des syndiqués mène le syndicat, et cette petite oligarchie impose sa volonté aux autres » (1).

Même modifié dans sa forme, même administré, purgé de ses meneurs, le syndicat peut-il devenir une organisation parfaite et capable de favoriser les intérêts économiques des ouvriers et des patrons ?

D'ailleurs « où sont-ils en France les syndicats sagement dirigés par des chefs régulièrement élus, et de qui l'autorité serait d'autant mieux respectée, que le choix des électeurs aurait été plus libre et plus éclairé ?

Où sont-ils les leaders assez instruits et assez désintéressés pour résister aux entraînements irréfléchis de leurs commettants, et pour ne pas préférer l'action politicienne, plus décorative, à la fonction modeste, mais si souverainement utile de secrétaire de syndicat?... au dire d'hommes bien renseignés, il n'existe pas en France de tels syndicats » (2).

Faut-il renoncer à l'organisation syndicale ?

Nous nous demanderons dans un autre chapitre (VII) si les syndicats peuvent exister à côté des sociétés commerciales de travail. Nous ne nous sommes jusqu'ici proposé, en critiquant ces organisations professionnelles que de montrer les différences qui les

(1) Y. Guyot, *Sophismes socialistes*, op. cit., p. 317.

(2) P. Bureau, *Le Contrat de travail*, op. cit., p. 74.

séparent des sociétés de travail, lesquelles constituent une forme plus parfaite, supérieure aux syndicats comme d'ailleurs aux trade-unions anglaises ou américaines.

B. — D'après la définition, que la loi anglaise de 1871 donne des trade-unions, ce sont des sociétés de défense et de restriction. Ce sont par conséquent des associations de combat placées en face des industriels.

D'abord à tendances socialistes, elles ont, surtout depuis 1900, abandonné la lutte politique, et ne se sont préoccupées presque uniquement que de leurs intérêts économiques.

Plus parfaites certainement que les syndicats français, elles ont néanmoins pour but le boycottage des non-unionistes et la prétention de se réserver le monopole du travail. Leur principale arme est aussi la grève et elles rompent le contrat de travail par leur seule volonté sans responsabilité.

Herbert Spencer a fort bien défini les résultats économiques de la tactique des trade-unions : « Appliquée jusqu'au bout, elle a pour effet de surtaxer toutes les catégories de salariés au profit de chaque autre catégorie de salariés ».

Plus puissantes que les syndicats, elles ont fait

surgir contre elles des coalitions de salariants, répondant aux grèves colossales et formidablement organisées par un lock-out désastreux.

Elles restent une arme de lutte fréquemment employée.

D'ailleurs, M. et M^{me} Sydney Webb ne se dissimulent pas qu'elles subissent l'action de 6 à 700 fonctionnaires qui en forment le « civil service » ; « le « devoir de chacun d'eux est d'être en antagonisme « constant avec les employeurs ; presque tous sont « portés à faire du zèle » (1).

Cependant, les trade-unions anglaises ou américaines « ont une stabilité que n'ont pas nos syndicats ; elles ont pu contracter avec des patrons une série d'engagements collectifs très sérieux... ; ajoutons que les grandes unions qui lèvent sur leurs membres de fortes cotisations (25 à 66 fr.), ont d'assez sérieuses réserves et sont par suite solvables ; elles présentent une surface que n'ont guère nos syndicats » (2).

Les faits ont montré, depuis quelques années, que les unions étaient capables de donner des résultats économiques très appréciables.

Après le récent krack américain et la panique affo-

(1) M. et M^{me} Sydney Webb, *History of trade Unionism*.

(2) M. Hubert Valleroux, *Le Contrat collectif*, dans l'*Economiste français*, du 26 avril 1902.

lante qui s'en suivit, il vient d'y avoir à New-York, sous l'initiative de la « Civic Federation » une grande réunion-banquet, à laquelle ont pris part aux côtés de MM. Samuel Gompers, John Mitchell et de nombreux délégués unionistes, les industriels les plus puissants et les milliardaires les plus fameux des Etats-Unis. M. J. Mitchell, dans un discours unanimement applaudi, démontra la nécessité de l'entente pacifique des acheteurs et des vendeurs de travail qui ne doivent se préoccuper que de commerce. « Ce ne sont pas les autorités publiques, qui gouvernent un peuple, mais les affaires. Donc qu'on nous laisse tranquilles, qu'on ne mêle pas la politique à l'industrie et au commerce » (1).

Offrant par leur forme même une organisation plus nette, plus positive que les syndicats, les trade-unions « semblent préparées à produire des associations ayant le gain pour objet par la mise en œuvre du travail au lieu d'en poursuivre la restriction, de rechercher par lui des privilèges politiques ou de s'attacher à des distributions de secours » (2).

Il y aurait là une évolution facile et pour le plus grand bien de la classe ouvrière.

(1) Le banquet de la *Civic Fédération*, Les journaux.

(2) *Les conflits*, op. cit., Y. Guyot.

C. — Il ne faut pas confondre les sociétés de travail indépendantes de toute attache administrative et strictement autonomes avec les associations coopératives de production, qui sont presque toujours subventionnées par l'Etat.

On s'est fait de grandes illusions sur les associations de production. On les entretient toujours, malgré les déceptions, par force subventions.

M. W. Rousseau, dans son enthousiaste discours de Saint-Mandé, avait dit : « Le premier client des associations ouvrières ce devrait être l'Etat ». L'Etat fut en effet un de leurs meilleurs clients, mais le rapport de la Banque coopérative des associations ouvrières de production n'est pas encourageant en proclamant que « pour les petits entrepreneurs, les travaux publics sont le miroir aux alouettes, où ils vont se faire tuer » (1).

Les dons de l'Etat sont assez fréquents, mais ils se partagent en parts insignifiantes pour chaque association.

« Elles durent peu, trois ans en moyenne » (2), et l'un des derniers rapports de l'Office du travail constatait mélancoliquement : « Il n'apparaît pas que le

(1) *L'association ouvrière*, du 29 août 1903.

(2) *Conflits du travail*, Y. Guyot, *op. cit.*

mouvement coopératif ait gagné beaucoup en puissance de 1885 à 1895 ».

En Angleterre, les associations de production n'ont pas mieux réussi qu'en France ; les chiffres officiels le démontrent.

C'est à force de subventions de l'Etat, que ces associations se soutiennent ; « en subventionnant avec des fonds publics des associations de production, les législateurs font payer par les industriels et les commerçants une prime à des concurrents » (1). M. Levasseur constate que « la coopération, comme la participation aux bénéfices n'a eu qu'une part infinitésimale dans l'énorme quantité d'entreprises qui se sont formées depuis vingt ans en Amérique » (2).

« Si les syndicats n'ayant qu'un objet vague et indéterminé sont des organisations de combat, l'expérience a d'autre part condamné, dit M. Yves Guyot, la plus grande partie des associations ouvrières de production, ayant un postulat erroné : la suppression du salariat.

Il faut donc autre chose » (3).

La société commerciale de travail se rapproche parfois de l'association de production, et paraît même dans certains cas se confondre avec elle.

(1) *Conflits du travail*, Y. Guyot, *op. cit.*

(2) *L'ouvrier américain*, Levasseur, t. II, p. 326.

(3) *Conflits du travail*, Y. Guyot, *op. cit.*

Cependant cette confusion n'est qu'apparente.

La société de travail se différencie très nettement de l'association de production par ce fait qu'elle n'achète point de matières premières, ne possède point d'outillage et n'exploite que sa main-d'œuvre.

Elle ne réclame donc que des capitaux infimes, et n'offre que des risques très limités.

La société de production nécessite, au contraire, un outillage relativement coûteux, exige une mise de fonds initiale assez importante et par suite se constitue plus difficilement ; elle doit faire des retenues considérables et prolongées sur les salaires pour amortir l'outillage, elle doit faire appel à l'aide de l'Etat, et est souvent même réduite à l'emprunt. Elle se débat contre des difficultés souvent insurmontables, végète, décourage ses membres, et meurt parfois à peine née.

Elle se heurte également étant une entreprise directe, à la difficulté de l'achat avantageux des matières premières, car des jalousies intestines paralysent l'initiative individuelle des gérants, lesquels ne peuvent s'approvisionner librement au mieux selon les cours des divers marchés, comme le font les industriels patrons ; l'association de production se heurte à la difficulté des débouchés immédiats, préoccupée qu'elle est, à la fois de la fabrication et de la vente en détail de ses produits.

La société commerciale, au contraire, en vendant les services ou les produits de sa main-d'œuvre, distribue immédiatement des salaires à peine entamés par de faibles charges (établissement de caisses de secours et de réserve) ; c'est une sous-entreprise qui vend *en gros* et à *forfait* un seul produit.

D. — Il y a quelques années, un industriel philanthrope, M. Smith (1) a proposé une entente, une union entre l'association patronale et les ouvriers organisés.

Il désirait que l'association patronale conclût un contrat ferme avec l'association ouvrière.

Les ouvriers s'engageaient à ne s'employer que réciproquement entre membres de « l'alliance ».

Le patron organiserait lui-même les alliances. M. Davis, président du trades-council de Birmingham, déclarait en 1898, que ces alliances, là où elles existaient, avaient agi à l'avantage des deux parties, patrons et ouvriers.

On reprocha à ces alliances toutefois de tenir peu de compte du consommateur, qui paierait cher les

(1) *Revue d'économie politique*, 1901, M. R. Jay, *Une nouvelle forme d'association ouvrière*.

bénéfices des alliances et de tendre à organiser un monopole à leur profit.

M. Smith cependant assura qu'il n'y aurait pas de monopole, sous l'influence de la concurrence. Néanmoins, M. Ashley proposa de réfréner la puissance de ces alliances en faisant tarifier légalement leurs prix et leurs profits.

L'alliance emprunte la forme syndicale ; il n'y a en somme qu'association de syndicat patronal à syndicat ouvrier avec tous les inconvénients déjà signalés pour cette forme d'association.

E. — La commandite réalise une forme plus parfaite et plus rapprochée de la société commerciale de travail. M. Y. Guyot reconnaît, que c'est elle, qui lui a donné l'idée des sociétés de travail.

Mais il reproche cependant à la commandite de n'être qu'une émanation du syndicat, de garder un caractère corporatif, d'être exclusiviste et de combattre comme le syndicat ; de n'offrir ni la publicité, ni la garantie bien déterminée de la société commerciale de travail.

« J'ai eu, dit-il, de fréquents entretiens avec M. Keufer, l'apôtre des commandites, et je lui ai recommandé de donner la forme commerciale aux commandites typographiques. M'a-t-il compris ? Je

ne sais, mais je crois que, s'il avait accepté mes propositions, la typographie ne serait pas dans la situation actuelle ; car on n'imprime plus en France... »(1)

Malgré l'enthousiasme de M. Hamelin, la commandite n'a pas donné les résultats prévus et ne semble pas « destinée à devenir la forme universelle de l'organisation future de travail » (2).

Les rapports de la commandite avec les syndicats sont très étroits, et parmi les associations ouvrières de main-d'œuvre, c'est la commandite qui a le plus nettement l'empreinte unioniste.

Les rapports du syndicat et de la commandite peuvent se résumer ainsi :

1° Tout groupe commanditaire est en principe composé exclusivement de syndiqués ;

2° La commandite reçoit son organisation de la chambre syndicale ; elle est responsable envers elle de toute infraction réglementaire ; la chambre syndicale fixe le maximum d'heures de travail (3).

Lorsqu'il y a contestation, entre la commandite et le patron, la chambre syndicale a seule autorité pour rendre une décision arbitrale (4).

(1) Conversation de l'auteur avec M. Yves Guyot.

(2) *Mouvement socialiste*, de juillet 1901, *La commandite typographique*, par Hamelin.

(3) Richard, *op. cit.* (1904).

(4) Hamelin, *op. cit.*

La commandite est donc sous la dépendance immédiate du syndicat. Elle subit une incorporation absolue et ne peut rien entreprendre librement au-dessous du tarif syndical. C'est donc uniquement du travail tarifié et non du marchandage (1).

Mais indépendamment de sa forme corporative, elle est dominée par des tendances socialistes et devient une arme politique pour le syndicat. « Il faut considérer la commandite comme une forme de groupement des forces ouvrières intimement liées devant le patronat » (2).

Elle n'a pas un but unique et définitif, comme la société commerciale de travail : le gain purement et simplement ; c'est une organisation provisoire, un premier stade « de la marche vers la future mainmise sur les instruments de travail par les travailleurs » (3).

(1) *Mouvement socialiste*, 10 avril 1905, *La commandite et son rôle social*, L. Boudet.

La commandite ne peut travailler au-dessous du prix fixé par le syndicat, qui est actuellement de 1 fr. 10 par heure. Des affiches rouges placardées sur les baraques de Noël dernier rappelaient véhémentement les typographes des trottoirs au devoir syndical, sous peine de « sarrazinage ». L'affiche émanait de la Chambre syndicale typographique, dont dépendent les commandites ; nous sommes loin de l'action régulatrice de la concurrence, déterminée par le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande.

(2) L. Boudet, *op. cit.*

(3) L. Boudet, *op. cit.*

Elle est un acheminement vers la réalisation de l'idéal communiste.

La Société du *Journal Officiel* est une application de la commandite. Cependant, « c'est une association de main-d'œuvre qui s'est détachée du syndicat et qui a pris la forme commerciale. Elle représente donc un stade plus avancé de l'évolution de la société ouvrière » (1).

Elle est d'ailleurs toute différente d'esprit des autres commandites typographiques. Il serait à souhaiter que celles-ci, inspirées comme elle de préoccupations exclusivement économiques, adoptent sa forme commerciale, et, libres d'attaches syndicalistes, parviennent à la même prospérité.

Les syndicats, les unions, les commandites ne semblent pas destinés, de par leur forme même, ou leur fonctionnement actuel, à donner des résultats économiques satisfaisants, qui amèneraient la prospérité de la classe ouvrière et pacifieraient définitivement les rapports du capital et du travail.

Ils sont essentiellement corporatifs, exclusifs et combattifs.

L'avenir de l'organisation du travail, la fin d'une lutte stérile de classes est dans l'association libre,

(1) A. Richard, *op. cit.*

pacifique, économique et pratique, dans la société anonyme de travail à forme commerciale.

« Car nous avons le devoir d'espérer que cette association imparfaite, qu'on appelle l'entreprise, fera place à son tour à une dernière phase, qui sera l'association libre et intégrale, c'est-à-dire embrassant la direction et la répartition, aussi bien que la production, et dans laquelle chacun aura la claire conscience qu'il fait partie d'une œuvre collective et la ferme volonté d'y coopérer » (1).

(1) *Principes d'économie politique*, édit. de 1906, par Ch. Gide, p. 164.

CHAPITRE III

Avantages des sociétés commerciales de travail.

Les sociétés commerciales de travail présentent un ensemble d'avantages réciproques pour l'employeur et les employés, elles en assurent même aux consommateurs par la régularisation qu'elles procurent à la production, qui devient de moins en moins sujette aux crises.

A. — L'employeur recherche l'« économie de l'effort », il vise à simplifier les différents actes de commerce qu'il a à faire ; il achète *en gros* et non *en détail* (1). Il essaie de faire des marchés considérables à longs termes, et d'assurer des débouchés à sa fabrication pendant une longue durée. « Il ne lui en coûte pas plus de faire un marché de quelques milliers de francs, que d'en conclure un de quelques

(1) Y. Guyot, Conférence faite à Liège en 1900.

francs seulement ». Par conséquent, « tout son effort consiste à faire les marchés les plus gros possibles », soit pour acheter les matières premières, soit pour vendre ses produits, soit de même pour acheter les produits ou services du travail ; or, les sociétés commerciales de travail lui permettent d'acheter toujours le travail en gros et à forfait.

En traitant en gros l'achat de la main-d'œuvre, l'employeur assure une plus grande fixité à ses prix de revient, car il peut déterminer à l'avance avec certitude et précision, la totalité de ses frais d'entreprises, en même temps qu'il acquiert une sécurité complète pour l'exécution intégrale du contrat intervenu entre lui et la collectivité ouvrière.

L'employeur a tout avantage à s'assurer par « une opération unique et pour un temps déterminé l'achat de main-d'œuvre, opération qui sera régie par les usages commerciaux et entourée de part et d'autre de sérieuses sanctions pour le cas d'inexécution des conventions » (1).

Il est assuré d'un travail rapide et correctement exécuté par une société où chaque membre est directement intéressé ; il est garanti contre toute atteinte aux conditions prévues, stipulées dans le contrat ;

(1) M. Lewandowski, *op. cit.*, p. 117.

car la société a une responsabilité effective de toute malfaçon ; tout retard, tout échec aux obligations contractuelles la met « en présence de l'article 1142 du code civil, portant que toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts » (1).

L'employeur n'a plus devant lui un sous-ordre, un inférieur, que sa misère incite parfois à la révolte contre un patron plus heureux, il n'a qu'une société de commerce préoccupée, comme lui, du seul gain commercial. Il n'y a plus entre l'employeur et l'employé qu'un point de contact : la rédaction du contrat.

Il y a donc moins de chances de heurts, de froissements : les rapports sont simplifiés et strictement commercialisés.

« Avec ce mode de travail, le patron n'a plus à intervenir dans la distribution du travail, à exercer de surveillance pendant son exécution, ni à s'occuper de différences de capacité entre les ouvriers, ni à vérifier les bordereaux de paie de chacun d'eux ; il n'a qu'à contrôler le travail au moment de sa livraison. Les associés ont de leur côté tout intérêt à être soigneux et ponctuels pour conserver la commande ; ce qui les attire le plus dans la société, c'est la demi-

(1) Y. Guyot, *Conflits*, p. 278.

indépendance qu'elle leur assure ; les rapports entre eux et le patron sont réduits au strict minimum ; celui qui veut s'absenter n'a plus de permission à demander, il se fait remplacer pour le temps qu'il veut et tout est dit » (1).

B. — L'employé, de son côté, trouve dans la société commerciale de travail des avantages autant moraux que matériels (2).

« L'effort isolé est remplacé par l'effort collectif, beaucoup plus puissant. Tous les actes individuels sont reliés entre eux et convergent vers un même but : atteindre le plus haut degré de production, et tirer le maximum de rendement de chacun des associés. L'ouvrier ne livre plus contre salaire ses services et son activité par heure ou par journée, mais il apporte le produit de son travail dans une tâche

(1) Office du travail, *Les associations professionnelles ouvrières*, I, p. 734.

(2) C'est dans ce sens que Schmelzer en parle dans son livre, *Tarif gemeinschaften* : « Les garanties données par le tarif, la fixation en commun des conditions du tarif commun, l'application et la surveillance au cours de ce tarif, peuvent aussi élever la productivité dans la mesure où elles ont pour effet d'éveiller et de fortifier l'intérêt des ouvriers pour l'industrie à laquelle ils coopèrent, d'entretenir le goût et l'amour du travail, la fierté du bon travailleur. La joie professionnelle et l'entrain de l'entrepreneur sont eux-mêmes indirectement vivifiés par ces effets du tarif arrêté d'accord », *Tarif gemeinschaften*, p. 48.

commune et à l'exécution de laquelle il est directement intéressé » (1).

Offrant une garantie certaine, une exécution rapide et parfaite, la société commerciale permet à ses membres d'exiger de hauts salaires, que l'employeur n'hésitera pas à lui accorder, puisqu'il s'assure, en contractant avec elle, contre tout risque.

Ne réclamant qu'un petit capital pour se constituer (25 francs par action avec un minimum de 7 membres), elle est donc à la portée de tous.

De plus, les associés n'ont pas à s'occuper de l'achat des matières premières, puisque la société fournit uniquement les services ou produits du travail de ses membres, et que la matière et l'outillage sont fournis par l'employeur.

La société donne à l'ouvrier la sécurité professionnelle, consacre sa dignité morale par l'anonymat de l'échange, en impersonnalisant son travail ; elle lui procure tous les bienfaits de l'association et lui assure l'exercice paisible, normal et régulier de sa profession.

Elle supprime, pour ainsi dire, mécaniquement les grèves, puisqu'elles n'ont plus d'objet, et rend par conséquent inutile l'arbitrage dont les meilleures solutions lèsent toujours l'une des parties du litige.

(1) Lewandowski, *op. cit.*, p. 117.

Pendant le temps déterminé par le contrat, les ouvriers groupés en société et armés d'un recours collectif, sont mieux assurés contre le chômage ; ils ne peuvent être renvoyés sans motif et surtout sans indemnité.

« Bref, d'après l'organisation nouvelle, les relations entre patrons et ouvriers seront commercialisées ; si des difficultés surgissent dans l'exécution des conventions, au lieu d'aboutir à des conflits insolubles et à des efforts hors de proportion avec la cause, elles seront réglées selon les principes ordinaires du droit et au moyen d'une procédure simple et rapide, celle des tribunaux de commerce.

Ici du reste, le contrat n'est plus faussé dès l'origine, comme dans le régime actuel, où l'ouvrier isolé, louant son travail, est véritablement en état d'infériorité vis-à-vis du patron, qui lui impose un chiffre de salaire, plus qu'il ne le discute avec lui. La société commerciale représente une force en face du patron, qui en représente une autre : l'une dispose d'une main-d'œuvre suffisante pour assurer le fonctionnement de toute industrie, l'autre est appuyée le plus souvent sur des réserves de capitaux, qui lui permettent d'attendre, que des conditions avantageuses lui soient offertes. Mais en réalité, il y a équivalence des forces des deux contractants ; l'un et l'autre subiront au même degré les effets de la loi de l'offre et de

la demande et auront un égal intérêt à abaisser leurs prétentions sous le stimulant de la concurrence qui s'exercera entre patrons pour rechercher leur main-d'œuvre, entre sociétés ouvrières pour placer le travail de leurs membres » (1).

C. — Le consommateur n'est pas sacrifié dans l'organisation commerciale du travail.

La production tend à se régulariser si l'on supprime les grèves et si les crises se raréfient ; la production sous l'empire d'une sécurité plus grande se soumet de plus en plus à la loi simple de l'offre et de la demande et, grâce à un libre-échange débarrassé d'entraves et de frottements, la concurrence tend à ramener les prix-courants d'un marché désormais

(1) Lewandowski, *op. cit.*, p. 129.

Avec ce mode de travail, le patron n'a plus à intervenir dans la distribution du travail, ou exercer une surveillance pendant son exécution, ni à s'occuper des différences de capacité entre les ouvriers, ni à vérifier les bordereaux de paie de chacun d'eux ; il n'a plus qu'à choisir l'ouvrier chargé du recrutement du personnel de l'équipe, et qu'à contrôler le travail au moment de sa livraison.

Les associés ont de leur côté tout intérêt à être soigneux et ponctuels pour conserver la commande, mais ce qui les attire le plus c'est la demi-indépendance qui réduit les rapports des ouvriers et des patrons au strict minimum, etc... Office du travail, *Les associations professionnelles ouvrières*, I, p. 734.

agrandi au prix normal, au coût de production augmenté du profit nécessaire (1).

Traitant en gros, l'employeur réalise un bénéfice égal en vendant moins cher, et le consommateur en profite.

D'ailleurs, les consommateurs ne forment pas une classe à part dans la société. Ce n'est qu'un aspect de l'individu, qui simultanément est employé ou employeur, ou tout au moins intéressé comme actionnaire dans une entreprise.

Il y a donc en somme dans l'organisation commerciale du travail une série d'avantages réciproques pour l'employeur, l'employé et le consommateur, qui constitue un progrès social avec un idéal de paix et de prospérité.

(1) Dans ce sens : « quant au juste salaire, il ne saurait en exister d'autre que celui qui résulte de la loi de l'offre et de la demande, parce que c'est celui-là qui est le plus conforme à l'utilité sociale ». V. Ch. Gide, *Précis d'économie politique*, p. 506.

CHAPITRE IV

Les objections et leur réfutation.

Si le système de l'organisation du travail se présente sous des aspects séduisants, il ne faut pas cependant se dissimuler, qu'il soulève un assez grand nombre d'objections.

« Ces objections, dit M. Lewandowski, sont d'anciennes connaissances ; ce sont celles que formule le vieil esprit conservateur, quand il s'agit de toucher à un régime, qui a tout au moins le mérite d'avoir duré » (1).

1. — Les ouvriers constitués en société commerciale disent à un industriel : « Nous allons contracter avec vous, mais par un juste retour de la garantie, que nous vous donnons, contre les retards et les mal-façons, nous réclamons une prime ». L'industriel leur répondra « je veux bien ; mais quelle est la valeur de

(1) Lewandowski, *op. cit.*

la garantie, que vous prétendez donner vous-mêmes à l'exécution de votre contrat ? »

Constituée avec un faible capital, la société offre en effet une garantie plus morale que pécuniaire.

Cependant, déjà en 1894, les « teinturiers de Bradford » constituées en trade-union, ont, en traitant, déposé un cautionnement de 12.500 francs en exigeant la même somme du salariant.

Et si même la société ne peut fournir de cautionnement, l'industriel se trouvera exactement dans la même situation à son égard, qu'avec des contractants individuels, avec cette chance de plus cependant, de conserver sa prime dans le cas où le travail ne serait pas exécuté dans les conditions prévues. Il a sa propre caution dans la prime, qu'il s'est engagé à payer ; il la garde si les conditions du contrat ne sont pas observées.

2. — Un industriel entreprend avec une société une fabrication déterminée ; il y renonce ensuite, à cause de pertes survenues ou de tout autre motif.

Dans ce cas l'industriel doit, puisqu'il refuse de s'exécuter, se soumettre aux articles 1142 et 1794 du code civil, qui spécifient des dommages-intérêts en cas de rupture de contrat ; il y a même obligation de dédommager « de tout ce que le contractant spolié aurait pu gagner dans cette entreprise ».

3. — Mais quel avantage, dit-on, aura l'employeur en s'adressant à de pareilles sociétés ?

Il aura celui notamment d'être assuré contre le risque de grève inopinée, et dès que la société sera assez riche, il sera garanti pécuniairement.

D'ailleurs « la société ouvrière n'est pas un syndicat, c'est une personne morale responsable pécuniairement de ses actes et de ses fautes, et qui ne peut faire courir à ses membres des aventures ou compromettre leurs biens dans des grèves, qui ne seraient pas justifiées. Elle a pour première préoccupation de servir les intérêts commerciaux, de défendre un actif, d'augmenter un capital, ses membres ne lui demanderont pas si elle a fait triompher des questions de principes, mais si elle est en mesure de leur assurer de bons bénéfices.

Or, pour arriver à ce résultat, il faut surtout éviter les grèves, c'est-à-dire les coalitions de main-d'œuvre, qui provoquent fatalement, comme tout accaparement de marchandises, un choc en retour, une réaction violente, lorsque, par l'effet de la concurrence, un groupe de dissidents vient offrir son produit à meilleur compte » (1).

La société ouvrière peut aussi, après la constitution d'un fonds de réserve, prendre à sa charge les

(1) Lewandowski, *op. cit.*, p. 130.

risques des accidents du travail, ce qui donne une garantie supplémentaire à l'employeur.

4. — Mais si la société commerciale de travail peut s'adapter à un groupe homogène de travailleurs, une collectivité pourra-t-elle comprendre, pour la même usine, des gardes de nuit, des chauffeurs, des emballleurs, des filateurs, etc.?

A cette objection, M. Yves Guyot répond dans sa conférence faite à Liège en avril 1900.

« Oui, ce sera une collectivité ! La raison est bien simple. Il n'y a pas qu'une manière de constituer ces sociétés. Je dis à l'industriel : vous devez être enchanté de vous adresser à cette collectivité. Actuellement, vous employez tous les travailleurs que vous venez de me citer, et comment les recrutez-vous ? Par information personnelle, au petit bonheur. Au contraire, quand vous vous adressez à une société commerciale de travail, qui comprend, elle, un de ces genres d'ouvriers, cette société vous envoie l'ouvrier, qui vous manque, avec toutes les garanties désirables, puisqu'il est cautionné par cette société ! Que faites-vous aujourd'hui ? Vous embauchez des ouvriers à peu près au hasard, et si l'un brûle votre chaudière ou détraque votre machine, tant pis ! vous êtes le dindon. Vous ne vous trouvez aujourd'hui en présence que d'individus dans vos ateliers, tandis

que vous auriez des sociétés responsables, vrais bureaux de placement, vous donnant les garanties exigées, et cet avantage vaut la peine d'être pris en sérieuse considération » (1).

5. — Si la société commerciale constitue un groupement compact et bien administré, n'y a-t-il pas lieu de craindre que les industriels ne soient plus les maîtres chez eux ?

Que se passe-t-il dans l'état de choses actuel ? Si un patron veut renvoyer une partie de son personnel sous prétexte qu'il supprime ou modifie un service, ou même tout simplement qu'il n'est pas content du travail de quelques-uns de ses ouvriers, il trouve devant lui le syndicat, qui vient prendre la défense des ouvriers renvoyés, et la conséquence de ce conflit c'est, le plus souvent, par esprit de solidarité, la grève de son personnel tout entier. C'est ce qu'on a vu récemment à Fressenneville dans la Somme, où la grève de l'usine Riquier, déclarée pour ce motif, a finalement abouti aux pires désordres.

Dans l'organisation commerciale du travail, le patron a, semble-t-il, moins à craindre, que les ouvriers usent à son égard d'un pareil moyen d'intimidation ; ses obligations vis-à-vis des ouvriers congédiés sont régies par le droit commun, qui spécifie des dom-

(1) Y. Guyot, Conférence de Liège de 1900, *op. cit.*

mages-intérêts dans le cas de rupture d'un engagement en dehors des conditions d'usage (1).

6. — En tout cas, objecte-on encore, le système de l'organisation commerciale du travail présentera les mêmes difficultés qui existent déjà pour les syndicats.

Il ne peut y avoir de comparaison entre le syndicat combatif, trop souvent dominé par des préoccupations politiques et la société commerciale, qui n'a pour but que de ménager son capital, de l'augmenter, d'obtenir des dividendes, de les grossir de plus en plus ; sa préoccupation dominante est l'idée du gain commercial.

7. — Cependant, à l'image des grands syndicats tyranniques, les sociétés commerciales devenues trop puissantes, exerceront peut-être une sorte de monopole et un véritable accaparement du marché.

Cela prouverait tout au moins qu'elles ont réussi ! Mais ce prétendu accaparement est moins sensible, que ce que provoque une grève, le retrait du travail du marché ; seulement, au lieu que ce retrait ait une forme économique, il a une forme souvent violente et se présente par surprise. « Ceux qui font la grève,

(1) Lewandowski, *op. cit.*, p. 128.

dit M. Yves Guyot, sont des accapareurs et ils n'ont aucune responsabilité ».

Une société commerciale offrira d'autant plus de responsabilité qu'elle sera plus puissante, qu'elle possédera davantage de capitaux. « Quand des sociétés se constituent, ayant le gain pour objet, elles sont toujours poursuivies par la peur de perdre dans leurs entreprises. Cette crainte sera aussi bien du côté des salariés, que du côté des salariants, la meilleure garantie contre des aventures, contre lesquelles rien ne nous protège actuellement » (1).

8. — Il n'en reste pas moins établi que les sociétés trop riches seront inaccessibles aux ouvriers modestes, car les actions atteindront une valeur trop élevée pour leur bourse.

C'est en effet possible, mais la prospérité des sociétés dépend surtout du recrutement de ses membres, et quand ces sociétés auront besoin de membres nouveaux, elles devront diviser par moitié, ou par quart, ou davantage encore leurs actions trop élevées. Elles ne pourront se fermer aux candidats sociétaires plus modestes, dont la présence sera utile dans la société.

D'ailleurs ici s'exerce encore la concurrence, qui

(1) Y. Guyot, Conférence de Liège.

incitera devant la prospérité de ces sociétés, d'autres sociétés semblables à se former, lesquelles, offrant une garantie moindre, se chargeront d'exécuter les travaux à un prix moins élevé, en attendant que ces jeunes sociétés n'accumulent à leur tour un fonds de réserve.

9. — Ces sociétés devenues puissantes exigeront-elles des prix excessifs trop élevés pour que l'industriel puisse conserver un profit suffisant ?

Quesnay disait déjà au XVIII^e siècle que « l'intérêt de l'industriel est d'acheter cher pour avoir la liberté du choix, et de vendre bon marché pour écouler rapidement ses produits ».

Si donc l'industriel a de son côté à compter avec des exigences assez grandes des sociétés, celles-ci devront à leur tour abaisser leur tarif pour rendre possible la vente des services ou des produits de leur travail.

10. — On a dit encore que l'essai fait « soit à la verrerie d'Albi, soit à la mine aux mineurs, prouve que, lorsque les ouvriers sont associés pour travailler en commun, les mêmes difficultés, les mêmes rivalités surgissent entre ceux qui prennent la direction du travail, les contremaîtres qui les surveillent et les ouvriers qui l'exécutent.

A ceci on peut répondre que, dans la société commerciale, la situation est loin d'être identique : il n'y a pas ici de classification à faire entre ceux qui dirigent et ceux qui exécutent, ce qui rétablirait de fait une sorte de patronat.

Tous les ouvriers associés sont placés sur un pied d'égalité absolue, puisqu'ils ont tous la même fonction et font une opération unique : apporter les produits de leur travail matériel et fournir de la main-d'œuvre. Il n'y a donc pas, comme dans l'association de production, la responsabilité d'une affaire à gérer, et, par conséquent, il ne peut y avoir de ce chef des divergences de vues ou des différences de situations, susceptibles de constituer un ferment de discorde au sein de la société commerciale (1).

11. — On fait enfin une dernière objection à l'organisation commerciale du travail.

La création et le développement de ces sortes de sociétés, au lieu de donner une solution pacifique aux conflits du travail, ne supprimera pas la lutte des classes, puisqu'elle ne fera que modifier la situation d'un certain nombre seulement d'ouvriers privilégiés, en rendant plus misérable encore la situation du plus grand nombre. Il y aura formation d'un prolétariat dans le prolétariat.

(1) Lewandowski, *op. cit.*, p. 127.

Ce n'est pas une objection, c'est la constatation de l'inégalité de fait, qu'offre la société humaine dans tous ses aspects : l'égalité ne peut exister nulle part d'une façon absolue. La concurrence favorisera toujours les plus aptes aux dépens des moins aptes, en dépit de toute réglementation philanthropique ; mais les moins aptes, tout en restant dans un état d'infériorité à l'égard des plus aptes, profitent cependant dans une certaine mesure de la situation avantageuse des plus aptes, et cette proportion est suffisante pour justifier la légitimité du rôle de la concurrence.

Les salaires varient selon les régions, et la valeur des travailleurs eux-mêmes. Les plus habiles sont mieux payés que les moins habiles. La même chose se produira pour les sociétés de travail. Certaines acquerront une prospérité spéciale.

Les premières organisées comprendront une élite, elles auront une administration meilleure, un personnel plus choisi et en conséquence une supériorité sur celles qui se fonderont plus tard. Mais elles auront tout au moins donné à celles qui naîtront dans la suite le bénéfice de l'exemple, l'indication de la voie à suivre, avec tous les perfectionnements qu'auront réalisés les premières constituées en pratiquant l'organisation commerciale.

Les sociétés les plus anciennes en faisant preuve d'initiative entraîneront les autres qui, sans cette ini-

tiative, seraient toujours restées dans l'état actuel.

Dans une lettre qu'il adressait à M. Pellegrini, ancien président de la République Argentine (1), M. Carrol D. Wright, directeur du *Bureau of Labor* au département du commerce et du travail des Etats-Unis, approuvait les sociétés commerciales de travail, malgré certaines critiques et des réserves relatives, qui paraissent tenir surtout à la législation particulière des Etats-Unis.

« La théorie contenue dans votre proposition, écrit-il, me semble fondée, et son efficacité pourra être déterminée par une expérience..., ces sociétés de travail pourront être organisées dans tous ou presque dans tous les pays, sans législation nouvelle... L'objection qui vous serait faite dans ce pays-ci par les travailleurs, c'est que les sociétés ou compagnies doivent être incorporées, c'est-à-dire jouir de la personnalité civile. Or, il me semble, que les sociétés de travail s'opposent formellement à l'incorporation. Leur principale objection, c'est qu'elle entraîne la responsabilité financière sans limite. Toutefois, une limite pourrait être établie par une nouvelle législation *ad hoc*...

Beaucoup d'autres difficultés pourraient assurément être aplanies par une législation nouvelle. La

(1) V. Pellegrini, *op. cit.*, p. 34 et suiv.

difficulté réside, en ce qui concerne les Etats-Unis, dans le fait que la législation doit être acceptée dans 45 Etats différents, ayant chacun leur souveraineté, tandis que votre pays n'a qu'un seul corps législatif... Si toutes mes objections pouvaient être résolues, cette nouvelle forme d'association viendrait fortifier l'industrie, réduirait ou supprimerait même les controverses auxquelles l'industrie a été sujette dans le passé... »

Dans son article déjà cité sur les sociétés de travail, M. Pellegrini répond d'une façon très satisfaisante aux objections présentées par M. Carrol D. Wright.

Il dit notamment que « la résistance des trade-unions à leur incorporation s'explique facilement, si l'on tient compte de leur organisation et de leur mission actuelle.

Ce sont des associations purement défensives et leur but est de protéger les droits des ouvriers, lesquels unissent leur action pour combattre ce qu'ils considèrent comme injuste ou tyrannique dans les exigences des patrons.

Les fonds amassés par les trade-unions sont principalement destinés à soutenir ces luttes.

Leur incorporation ou leur déclaration comme personnes juridiques exposerait ces fonds de secours ou de lutte à être absorbés par des actions en dom-

mages-intérêts pouvant leur être intentées pour des actes collectifs ou individuels ».

La nouvelle organisation des compagnies de travail aurait un caractère complètement différent. Il ne s'agirait pas ici d'organisation de lutte, ni d'attaque, ni de défense. Ce seraient de véritables organisations de travail n'ayant d'autre but que de réaliser des conditions de parfaite égalité et d'équité.

Leurs fonds ne pourraient garantir que les actes sociaux accomplis aux termes de leurs statuts et nullement les actes individuels contraires à la loi et aux prescriptions statutaires. « Ces fonds seraient ainsi soumis à la même législation qui régit aujourd'hui les actes et contrats des compagnies de capital. Dans ces conditions, il est à présumer que l'incorporation des sociétés de travail, non seulement ne trouverait pas de résistance de la part des ouvriers, mais qu'elle serait sollicitée par eux ».

L'organisation commerciale du travail se justifie devant la raison, en réduisant à néant les objections qu'on lui adresse, elle se justifie économiquement par les faits, elle convainc pratiquement par la constitution de sociétés vivantes et prospères.

CHAPITRE V

Les faits. — Les Sociétés existantes.

« Quand je formulai la théorie des sociétés commerciales de travail, dit M. Y. Guyot, j'ignorais une expérience décisive faite par M. Gouttes en 1878, à l'usine Mouraille et C^{ie} à Toulon » (1).

M. Gouttes ne faisait alors qu'expérimenter les idées, qu'il exposa si nettement ensuite au congrès ouvrier socialiste français de Marseille de 1879.

I. — L'expérience de M. Gouttes.

Après avoir fait à ce congrès la critique des asso-

(1) Y. Guyot, *Conflits*, op. cit., p. 330.

Tous les renseignements qui suivent sont puisés dans les *Conflits du travail*, de M. Yves Guyot ; l'*Essai sur la coopération de main-d'œuvre*, de M. A. Richard ; les *Bulletins de l'Office du Travail* depuis 1898 ; les publications des enquêtes de l'Office du Travail sur les *Associations ouvrières de production et les Associations ouvrières professionnelles* ; dans le journal *l'Association ouvrière*, organe de la Chambre consultative des Associations de production ; mais ces renseignements émanent surtout de conversations réitérées avec les membres de ces sociétés, et de la communication gracieuse de leur comptabilité. (*Note de l'auteur*).

ciations coopératives de production avec outillage et capitaux d'exploitation, et fort de l'expérience si réussie de Toulon, M. Gouttes leur opposait des « associations ouvrières de production n'ayant ni outillage, ni capitaux d'exploitation ».

Il s'exprimait ainsi :

« Ces sortes d'associations, dont le premier résultat sera l'alliance du travail et du capital, devront être régies par des statuts, avoir un conseil d'administration et un gérant chargé de traiter avec les sociétés industrielles pour l'exécution des travaux. Ces sociétés endosseraient toutes les responsabilités d'exécution sans se préoccuper de l'achat des matières, de l'outillage, des bénéfices prévus par les sociétés industrielles existantes, et, avec les matières que celles-ci leur fourniraient, elles devraient façonner ces matières et livrer les travaux finis aux clauses et conditions traitées de gré à gré par les deux gérants des sociétés industrielles et ouvrières.

Les associations ainsi définies doivent être de beaucoup préférées et sont de nos jours les seules pratiques :

1° Car elles ne nécessitent pas de fonds considérables ;

2° Car tout en améliorant la classe ouvrière, elles seront un acheminement vers les associations ouvrières à capitaux d'exploitation ;

3° Parce que la classe ouvrière peut jouir dès la formation des bénéfices de l'association ;

4° Etant une garantie donnée au capital, elles seront appuyées ou plutôt favorisées par les capitalistes qui auront un intérêt majeur à traiter avec elles ;

5° Parce qu'elles seront le complément naturel des sociétés financières ;

6° Parce qu'elles donneront le crédit à l'ouvrier, lorsque l'association sera engagée dans des entreprises ;

7° Parce qu'elles résoudront à bref délai les questions sociales et la crise des affaires.

En reprenant successivement les avantages que je viens d'énumérer, nous voyons que les fonds nécessaires à l'association seront limités aux garanties à donner aux sociétés industrielles, c'est-à-dire au dépôt de cautionnements proportionnels à l'importance du prix de la main-d'œuvre traité ; cautionnements qui pourraient être couverts, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, par des retenues proportionnelles, effectuées par les sociétés industrielles sur les comptes payés pour les travaux exécutés.

La classe ouvrière jouirait dès la formation des bénéfices de l'association, en ce sens que tous les sociétaires auraient dans le produit du travail une part proportionnelle aux services rendus à la société et à leurs aptitudes professionnelles. Dans aucun cas les

sociétés industrielles n'auront à effectuer des retenues sur les prix convenus, ce qui se produit presque toujours dans les travaux à la tâche, où le bénéfice toléré est tout au plus égal au quart de la solde, ce qui est cause, que lorsque l'ouvrier à la tâche a atteint cette limite, il borne là sa production journalière, sachant que le travail qu'il pourrait faire en plus ne lui sera pas payé.

Le sociétaire certain, quelle que soit la quantité de travail à exécuter, d'en toucher intégralement le prix, redoublera de zèle, et, sans exagération, pourra produire le double de sa production journalière actuelle.

Les associations ouvrières de travail seront appuyées par les capitalistes ou sociétés industrielles, parce qu'elles seront pour elles une garantie certaine de bénéfices dans leurs entreprises.

En effet, des quatre parties composant toute opération industrielle ou agricole, savoir :

1° Matières premières ;

2° Frais généraux ;

3° Bénéfices ;

4° Main-d'œuvre,

la seule variable, la seule qui incombe à l'ouvrier et qui puisse entraîner des pertes est la main-d'œuvre ; garantir au capital la main-d'œuvre, c'est lui assurer un bénéfice certain, c'est assumer la responsabilité d'exécution des travaux.

C'est pour jouir de cet avantage que les capitalistes traiteront avec les sociétés ouvrières de production et, par le fait de leurs traités, n'ayant plus à s'occuper de la main-d'œuvre, certaines situations deviendront inutiles, et les frais généraux réduits d'autant. De plus, comme, quand les travaux baissent, les sociétés industrielles ou patronales sont obligées, pour faire face aux éventualités, de conserver un noyau d'ouvriers qui leur est souvent à charge, ils reconnaîtront, que les sociétés ouvrières, répondant des délais et de la bonne exécution, ils n'auront plus à se préoccuper de ce noyau d'ouvriers qui sont toujours ceux dont la solde est la plus élevée.

En résumé, par leurs traités avec les sociétés ouvrières, les industriels pourront :

1° Diminuer le nombre des employés chargés de l'exécution et de la surveillance des travaux ;

2° Simplifier la comptabilité de la suppression de tout ce qui a trait à la main-d'œuvre, par suite : suppression des ouvriers chargés du pointage des feuilles de journées, etc. ;

3° Diminuer le rapport existant entre les frais généraux et la main-d'œuvre, c'est-à-dire diminuer le compte des frais généraux ;

4° Se décharger sur la société ouvrière des accidents survenus pendant l'exécution des travaux.

M. Gouttes établissait le compte suivant :

Un armateur traite avec les Forges et Chantiers de la Méditerranée pour la construction d'un navire dans lequel il entre actuellement :

Matières premières	150.000
Main-d'œuvre	75.000
Frais généraux : 75 p. 100 de la main-	
d'œuvre	56.250
Bénéfices : 10 p. 100 des sommes ci-	
dessus	28.125

Prix de revient total..... 309.375

Durée du travail : trois mois.

Si nous considérons le même travail exécuté par une association ouvrière, sans tenir compte de la diminution des fraix généraux résultant de la suppression de certains employés, nous trouvons en première ligne, que la production de l'ouvrier intéressé étant double, non seulement parce qu'il redouble de zèle, mais encore parce que ses collègues plus intelligents que lui l'aident de leurs conseils, le temps employé pour l'exécution sera de un mois et demi au lieu de trois mois. Le devis deviendra donc :

Matières premières	150.000 »
Main-d'œuvre	75.000 »
Frais généraux : 37,5 p. 100.....	28.125 »

Bénéfices : 10 p. 100 sur les sommes ci-dessus	25.312.50
Total	278.437.50

La différence entre ce prix de revient et celui précédemment établi, s'élevant pour le même travail à 309.375 francs, constitue un bénéfice de 30.937 fr. 50 pour l'armateur. Cette valeur augmente pour lui, si le producteur des matières premières emploie aussi une association ouvrière.

Si nous considérons la production annuelle de l'industriel, dans le premier cas, nous trouvons :

Matières premières	$150.000 \times 4 = 600.000$
Main-d'œuvre	$75.000 \times 4 = 300.000$
Frais généraux	$56.250 \times 4 = 225.000$
Bénéfices	$28.125 \times 4 = 112.500$
Total	1.237.500

Dans le cas où il traiterait avec une association ouvrière, la production serait :

Matières premières	$150.000 \times 8 = 1.200.000$
Main-d'œuvre	$75.000 \times 8 = 600.000$
Frais généraux	$56.250 \times 8 = 450.000$
Bénéfices	$28.125 \times 8 = 225.000$
Total	2.475.000

En comparant ces divers produits, nous trouvons que, dans le premier cas, les bénéfices annuels ne sont que de 112.500 francs, soit 98.000 francs qu'il touchera en plus ; ce sera pour lui une prime, que toutes les protections des tarifs de douane ne pourront compenser. Je rappelle pour mémoire qu'il ne court plus de risques de pertes et que les frais généraux sont toujours couverts comme par le passé.

Les ouvriers employés dans l'établissement, avec le salaire, ne toucheraient qu'une somme annuelle de 300.000 francs, tandis qu'avec l'association ils toucheraient 600.000 francs. Cette somme de 600.000 francs, qui représentera la valeur du travail produit annuellement, sera pour les travailleurs une cause d'amélioration, de bien-être proportionnel pour leurs familles. »

Le succès de l'expérience de 1878 avait été complet. Mais M. Mouraille ne voulut pas continuer l'entreprise « de crainte de mécontenter le personnel des frais généraux. »

Sur ces entrefaites, M. Gouttes quitta et malgré l'insistance consécutive de M. Mouraille, ne revint plus, ayant trouvé dans l'intervalle une situation avantageuse.

A M. Yves Guyot lui demandant les causes de l'abandon de l'expérience, il écrivit la lettre suivante :

« L'échec de Toulon vient de ce que j'ai trop bien

démontré les résultats surprenants à attendre de l'application de l'organisation commerciale du travail. Cela est paradoxal.

Nous avons fait dans trois mois les quarante wagons, alors qu'il avait fallu dix mois pour en faire trente ; le prix consenti était le prix de revient antérieur moins mes appointements (250 francs par mois). Les résultats furent tels que tous les comptables voulurent être participants par la suite, ce qui n'était pas possible, la comptabilité devant être comprise dans les frais généraux, le patron, devant contrôler la distribution des matières, devait conserver ses agents. Je ne voulus pas accepter cette combinaison.

Je fis comprendre à M. Ed. Mourraille (décédé depuis) que, s'il en était autrement, je pourrais gâcher la matière première sans qu'il puisse le contrôler ; car, les comptables seraient plutôt portés à satisfaire mes demandes qu'à défendre ses intérêts, et qu'il n'avait qu'à accorder à ces agents des gratifications prises sur les économies réalisées dans les frais généraux. Il le comprit fort bien, et plusieurs mois après il m'exprimait les regrets de n'avoir pu accepter mes propositions. J'étais alors aux Forges et Chantiers de la Méditerranée à Marseille et je ne voulus pas revenir sur mes pas. M. Ed. Mourraille était bonapartiste, j'étais républicain, nous avions l'un pour l'autre une

grande estime. J'avais de plus pour lui le respect dû à un bon chef.

Il aurait voulu lui aussi avoir une part des bénéfices réalisés. Dans les trois mois de travail, ma part fut de 3.200 francs environ...

L'expérience de Toulon démontre :

1° Que le patron n'est pas maître chez lui avec le régime actuel, puisque M. Mourraillé n'osa pas traiter de crainte de mécontenter le personnel des « frais généraux », — ce que vous avez démontré à Liège ;

2° Qu'à la suite du succès, les ouvriers et les comptables furent partisans de cette pratique et qu'il fut difficile de comprendre ces derniers dans l'association ;

3° Que le patron lui-même aurait voulu participer aux bénéfices réalisés par les exécutants.

Il suffit de voir travailler les ouvriers quelques instants pour se convaincre que je n'ai pas exagéré en estimant la production au double, notamment lorsqu'il s'agit de la construction des navires où la machine-outil n'est utilisée que pour le coupage ou le perçage des matières. J'ai d'ailleurs observé que toutes les fois que j'ai fait exécuter un travail à la tâche, en me basant sur le prix de revient de l'exécution à la journée, les ouvriers ont produit le double.

Dans les différentes entrevues ou correspondances, qu'il eut dans la suite avec M. Yves Guyot, M. Gouttes insistait sur les points suivants :

« 1° Le personnel de frais généraux doit recevoir, du chef de l'établissement, des primes prélevées sur l'économie résultant de la rapidité de l'exécution ;

2° Toute la partie active des ateliers, ingénieurs ou sous-ingénieurs ne s'occupant pas des études, chefs d'ateliers, contremaîtres, chefs ouvriers, ouvriers et apprentis, qui doivent participer aux bénéfices de l'exécution, doivent être seuls membres de la société commerciale de travail.

Il faut démontrer aux industriels, dit M. Gouttes, que leurs intérêts, la conservation des matières premières, celle de l'outillage, exigent que le personnel chargé soit de l'entretien, soit de la distribution de ces matières, soit du contrôle de présence des ouvriers, reste sous leur dépendance absolue.

Tandis que toute liberté doit être laissée au personnel exécutant, sans qu'il ait à intervenir autrement, que par des garanties déterminées dans les conventions écrites » (1).

II. — Les nations d'Anvers.

Il existe à Anvers depuis le XVI^e siècle des associations de dockers, connues sous le nom de « nations ».

(1) Correspondance de M. Gouttes, inspecteur divisionnaire, du travail, avec M. Yves Guyot.

M. Louis Strauss, président du conseil supérieur du commerce et de l'industrie de Belgique, auquel nous avons demandé de nous renseigner sur l'organisation des « nations d'Anvers », nous renvoie à sa lettre publiée dans le numéro du 7 février 1900 du journal *Le Siècle*.

Nous en citons la partie la plus intéressante :

« Nous avons, à Anvers, des associations d'ouvriers dites *Nations*, pour le déchargement et le chargement des navires, pour le mesurage et le pesage des marchandises et pour leur transport.

Cette qualification *Nation* vient de ce qu'à l'origine ces sociétés prirent un nom de peuple pour se distinguer les unes des autres. Leur origine remonte au XV^e siècle ; mais elles n'ont pris une grande importance, que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quand on les a réorganisées pour les mettre à la hauteur des besoins du commerce international actuel.

Ce sont des associations, dont le capital est représenté par des actions, qui ont été attribuées aux membres en proportion de l'argent qu'ils avaient versé ; ces actions ou parts sont transmissibles après une acceptation du nouveau compagnon par les autres associés, car tous sont actifs, tous doivent participer au travail. Ils s'occupent plus spécialement de la direction des brigades d'ouvriers manœuvres que l'on engage pour la manutention des marchandises, des

formalités exigées par les administrations des chemins de fer, de la douane, etc., de la surveillance du pesage et du mesurage des marchandises, de la prise des échantillons, etc.

Les associés doivent être âgés de vingt et un ans au moins. Avant de les admettre, on s'assure que leur conduite ne laisse rien à désirer, qu'ils savent lire, écrire et calculer.

Il y a environ trente ans, ces associations de travailleurs se constituaient en sociétés en nom collectif et, après le vote de la loi sur les sociétés coopératives, elles profitèrent de cette nouvelle législation et se transformèrent en conséquence.

Nous avons une trentaine de ces associations dont plusieurs comptent cinquante à soixante membres et occupent des centaines d'ouvriers. Toutes ces corporations ensemble font travailler journellement près de quinze mille ouvriers, les uns à la journée, les autres à la tâche, et leur paient un salaire moyen de 4 francs par journée pour les premiers ; les seconds, ceux qui travaillent à l'entreprise, gagnent 6, 8 et jusqu'à 12 francs par jour, et même davantage pour les ouvriers déchargeant les charbons.

Vers 1850, le salaire de ces manœuvres était de 1 fr. 50 ; vers 1875, il était de 3 francs.

Le nombre d'heures de travail des *dockers* est en moyenne de dix heures en été et de huit heures en

hiver ; les heures supplémentaires étaient payées jusqu'en 1899 de 30 à 40 centimes. Mais l'intervention des meneurs socialistes a imposé le salaire double pour le travail de nuit et pour le travail du dimanche. Il en est résulté une perturbation complète dans les affaires, car dans ces conditions le commerce ne peut plus faire travailler qu'exceptionnellement en dehors des heures normales ; bien des transports nous échappent et les ouvriers sont les premières victimes de leurs exigences.

Les associations des travailleurs du port sont installées dans de vastes locaux bien aménagés, avec écuries, remises et magasins. Chaque corporation possède, en moyenne, une cinquantaine de beaux chevaux de trait, des colosses tirant des charges de 4 à 5.000 kilos et coûtant de 1.500 à 3.000 francs ; une centaine de chariots très bas pour la facilité de la manutention des marchandises, des charrettes, des cabanes, des grues roulantes, des milliers de bâches, des chaînes, des câbles, etc.

Chaque membre de l'association doit posséder au moins une action, une part du capital commun. Ces parts avaient, il y a cinquante ans, une valeur de 3 à 5.000 francs. Maintenant, elles se vendent de 15 à 30.000 francs.

La direction de chaque association se compose de

plusieurs doyens élus pour un an à la majorité des voix en assemblée générale et toujours rééligibles.

Le doyen chef dirige les travaux de la corporation. Un doyen est généralement chargé du contentieux. C'est lui qui fréquente régulièrement la Bourse pour y recevoir les instructions des négociants, rendre compte de certaines démarches, de difficultés, etc. Un autre doyen est chargé de la comptabilité ; il y en a un pour la caisse, un pour la surveillance du matériel.

Tous les associés sont au local à 6 h. $\frac{1}{2}$ du matin en été et à 7 heures en hiver. Les doyens distribuent la besogne et puis chacun se rend à l'ouvrage, ceux qui sont chargés de la réception et du transport des marchandises partent avec les ouvriers engagés pour ce travail.

Chaque mois on partage les bénéfices entre les associés, après déduction de tous les frais, y compris naturellement l'entretien et le renouvellement du matériel. Quelques associations ont constitué des fonds de réserve.

Cette organisation offre de sérieux avantages au commerce. On ne doit pas la confondre avec celle des anciennes corporations d'arts et métiers, qui n'ont laissé qu'un souvenir d'impopularité.

Ici, il n'y a pas de privilège, pas de réglementation abusive, pas d'intervention des pouvoirs publics

pour favoriser ces associations qui, d'ailleurs, se font concurrence pour la clientèle du commerce et des armements, et pour l'engagement des ouvriers. En outre, beaucoup de négociants ont leurs ouvriers et leur propre matériel pour la réception et le transport des marchandises ; ils se passent des corporations et ont les mêmes droits que celles-ci.

Nos *Nations* n'ont donc aucune faveur spéciale, aucun privilège exclusif. L'autorité publique ne leur a rien concédé ; elles n'ont pas d'autres droits et elles ont les mêmes devoirs, les mêmes charges fiscales que les autres sociétés coopératives qui sont, en somme, des sociétés commerciales.

L'article 85 de la loi du 18 mai 1873 relatif aux sociétés porte : « La société coopérative est celle qui se compose d'associés dont le nombre ou les apports sont variables et dont les parts sont *incessibles à des tiers*. Les *Nations* d'Anvers ne respectent pas toujours ce point. Il est vrai que toutes les lois d'exception donnent naissance à des abus et chez nous l'on en constate tous les jours de très grands dans les coopératives de distillerie et dans les sociétés coopératives de consommation.

L'association pour réduire les dépenses des adhérents est excellente, mais elle ne doit pas réclamer des avantages exceptionnels. C'est une organisation pour l'approvisionnement à bon marché, une entre-

prise commerciale, industrielle ou financière dont on ne doit pas entraver l'existence, les progrès, mais qu'il n'y a pas lieu, non plus, de favoriser. On devrait la soumettre au droit commun et mettre celui-ci en rapport avec les exigences de notre civilisation. »

LOUIS STRAUSS.

III. — Sociétés diverses de main-d'œuvre.

Il existe des sociétés analogues déjà citées par M. A. Richard en 1904 dans son livre *Essai sur la coopération de main d'œuvre* (1), tels que :

Les Longshoremen des grands lacs des Etats-Unis ;

Les coopératives de travail des ports d'Italie, notamment à Gênes ; les portefaix de Marseille ; les portefaix des docks de Nantes ; les pêcheurs de la Méditerranée ; les brouettiers de Grand corps du Havre ; la compagnie dei caravana di Porto-Franco, les différentes società de lavoro, les artèles russes, et notamment les artèles de la Bourse, etc...

Mais ces associations ne sont que des entreprises ou des sous-entreprises de main-d'œuvre, à formes différentes et non commerciales, qui ont surtout de commun la forme coopérative.

(1) *Id.*, Richard, *op. cit.*, p. 300 et suiv.

Pour arriver à la véritable *société type*, à la société anonyme de travail, à forme commerciale, il faut examiner la société du *Journal Officiel*.

IV. — La Société type : La Société du « Journal Officiel ».

« *La société anonyme à capital variable de composition, expédition et distribution des journaux officiels de la République française* », fondée en 1881, offre une vitalité remarquable, et jouit d'une prospérité croissante.

M. Yves Guyot a publié ses statuts en 1903 dans son livre « Les conflits du travail et leur solution ». Ces statuts ont été modifiés le 23 janvier 1905 et sont publiés ici même, sous leur forme définitive, dans la notice, qui fait suite au texte de cette thèse (1).

Ils peuvent servir de modèle, dit M. Yves Guyot.

Le capital social, primitivement fixé à la somme de 5.000, puis 5.600, puis 6.400 est aujourd'hui porté à 8.000 francs.

En raison des admissions, retraites et exclusions, le capital social varie en plus ou en moins; « toutefois il ne peut être réduit par la reprise ou la restitution des apports au-dessous de la somme de mille francs, qui formera le capital minimum et irréductible de la société. » Le capital est divisé en 60 actions

(1) Voir aux annexes.

de 50 francs chacune. Toutes ces actions sont nominatives, et peuvent être converties en titres au porteur, même après leur entière libération. Chaque actionnaire a droit, au prorata de ses actions et à son temps de présence dans la société, à une part proportionnelle dans l'actif social. Nul ne peut posséder plus de 4 actions.

Dans le cas d'admission nécessaire de nouveaux actionnaires, le capital peut être augmenté par l'admission de nouvelles actions. Lors de la retraite d'un actionnaire la société doit lui rembourser la valeur de ses actions ; et dans le cas de pertes le remboursement n'a lieu, que sous la déduction de la part afférente à l'action ou aux actions à rembourser dans ces pertes. La société y ajoute la part des bénéfices de l'actionnaire au dernier inventaire.

La société est administrée par un Conseil composé de 5 membres, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Chaque membre possède au moins 4 actions frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité, et déposées dans la caisse sociale pendant la durée de son mandat.

Les premiers furent nommés pour six ans, et maintenant pour cinq ans, avec renouvellement annuel par cinquième.

L'article 22 des statuts fixe les pouvoirs du Con-

seil d'administration en 17 paragraphes. Les membres du Conseil portent le titre d'administrateurs-délégués ; ils ne sont indemnisés, que si, par suite de leur fonction, ils sont obligés de perdre du temps ou de faire une dépense quelconque, ils produisent alors des bordereaux justificatifs.

Le Directeur de la société, élu en assemblée générale pour 3 ans, porte le titre de Directeur-délégué et reçoit 6.000 francs de traitement (1).

Les typographes de cette société sont enchantés de leur sort, et dans la crainte sans doute, que leur prospérité n'éveille des jalousies, ils gardent une discrétion peut-être excessive pour leur comptabilité.

Ils redoutent l'action « politicienne et désorganisatrice » des syndicats, disent-ils.

Ils avouent cependant, que leurs dividendes sont plus élevés, que ceux des typographes des autres commandites.

L'Etat y trouve aussi des avantages considérables.

Délivré de toute surveillance d'exécution, il ne s'occupe que de la réception des travaux et réalise depuis vingt-cinq ans plus de 300.000 francs d'économies annuelles.

V. — Les piqueurs de grès de Paris et de la Seine.

L'association des ouvriers piqueurs de grès de

(1) Voir aux annexes, les statuts du *Journal officiel*.

Paris et du département de la Seine, a été fondée à Paris le 19 juillet 1886. Son siège social, fixé d'abord 38, rue du Moulinet, est maintenant, 4, rue de la Butte-aux-Cailles.

Elle est gérée par MM. Boulin et Pagaud.

L'objet de l'entreprise est la retaille des vieux pavés.

La société est très prospère, très bien administrée, elle offre une discipline remarquable, n'ayant jamais changé son premier président, qu'à sa mort, pour le remplacer d'ailleurs par son fils ; elle n'a reçu aucune subvention de l'Etat.

Elle a obtenu à l'exposition du travail de 1891 une médaille de bronze, et des médailles d'or aux expositions de 1900 à Paris et de 1904 à Saint-Louis.

Vers 1865 les retailleurs de vieux pavés et les « tailleurs » de pavés neufs, qui finissent les pavés venant des carrières s'étant spécialisés, furent, sauf dans certains chantiers, exploités par des tâcherons, marchands de vins, ou complices de marchands de vins et de restaurateurs, voisins des chantiers, lesquels reprenaient en nourriture et consommation l'argent des salaires qu'ils avançaient.

Dès la fin de 1879 il se forma un groupement des ouvriers piqueurs de grès, ayant pour but, « d'entreprendre des travaux en commun ». En 1883, le trésorier M. Boulin, père du co-directeur actuel, voulut,

d'accord avec quelques camarades, fonder une association coopérative. Il rencontra de la résistance, et même la majorité proposa de banqueter copieusement avec les 700 francs qui étaient en caisse, ou tout au moins de les partager ; ils se heurtèrent à la sage opposition du trésorier.

D'ailleurs la crise se faisait sentir partout.

Le 31 décembre 1865, les entrepreneurs de pavage arrêtaient les comptes de tous les ouvriers piqueurs de grès. Ils prévoyaient d'importants rabais dans les adjudications, qui allaient se renouveler au mois de janvier 1886, et ils tenaient à avoir les mains libres du côté de leurs salaires. Les piqueurs de grès étaient 80 à Paris ; ils restèrent tous sauf deux, 22 jours sans ouvrage.

Aussitôt après la reprise du travail avec 33 % de diminution sur le salaire (40 fr. les mille pavés au lieu de 60 fr.) le trésorier et quelques uns de ses amis tentèrent quelques démarches secrètes auprès de M. Alphand ; celui-ci, ému des plaintes qui lui étaient formulées, s'engagea formellement à employer immédiatement l'association des piqueurs de grès, si elle se constituait. Neuf ouvriers seulement étaient d'accord, mais il fallait l'adhésion du reste de la corporation. Au mois de mars 1886, dans une salle de la rue d'Allemagne, eut lieu une réunion générale où se discuta l'alternative suivante : la grève ou l'as-

sociation. Mais le vent soufflait à l'accord et le 19 juillet suivant une société se constituait au capital de 2.000 francs, dont le dixième versé immédiatement.

La société fonctionne, fait de beaux bénéfices et le 15 mars 1896, modifiant ses statuts, déclare le chiffre de 2.000 francs comme minimum irréductible, et porte son capital à 10.000 francs, divisé en 200 actions ou parts d'intérêts de 50 francs chacune.

Ce capital d'ailleurs est susceptible d'augmentation par des versements successifs faits par les associés ou par l'admission d'associés nouveaux, et de diminution par le retrait total ou partiel des apports effectués, jusqu'à concurrence cependant du minimum de 2.000 francs.

L'action est indivisible ; les sociétaires peuvent se retirer¹ volontairement en signant une déclaration sur le Grand Livre. Dans le cas de retraite ou d'exclusion de la société, le sociétaire démissionnaire ou exclu par arrêt de l'assemblée générale « n'aura droit
« qu'au remboursement de ses actions ou des som-
« mes versées en acompte sur la valeur des dites ac-
« tions. Toutefois, si le retrait devait avoir pour ré-
« sultat de réduire le fonds social à une somme infé-
« rieure au minimum fixé pour la réductibilité du ca-
« pital, le sociétaire ne recevra que l'intérêt à 3 % de
« la somme à rembourser ».

La société élit un conseil d'administration com-

posé de 5 membres, pour 3 ans, parmi lesquels sont pris 2 délégués, qui représentent la société dans ses rapports avec la clientèle. Le Conseil nomme annuellement son président et son secrétaire, toujours rééligible.

Chaque administrateur est propriétaire d'au moins 4 actions libérées : elles sont affectées à la garantie de sa gestion.

L'assemblée générale désigne chaque année un de ses membres, pour remplir les fonctions de commissaire-censeur, lequel présente en fin d'exercice le bilan financier de la société.

Les bénéfices nets, déduction faite de toutes les charges, y compris l'intérêt à 5 % du capital versé, sont répartis de la manière suivante :

5 % à la réserve légale.

10 % à la réserve extraordinaire.

10 % à la caisse de secours.

25 % à la caisse des retraites.

20 % aux actions libérées.

30 % à tous les travailleurs associés ou non, au prorata de leurs gains de l'année.

Le prélèvement de 5 % versé au fonds de réserve légale sera attribué à la caisse de retraites, lorsque cette réserve aura atteint 10.000 francs.

Un article postérieur additionnel a déclaré que :
« Les ressources de la société proviennent d'une re-

tenue faite sur les salaires; et dont le taux est fixé par l'assemblée générale.

La caisse de secours est alimentée par une retenue identique et 10 % pris sur les bénéfices nets : tous les malades, associés ou non, en bénéficient aux conditions stipulées par le règlement intérieur. Lorsque le montant de cette caisse aura atteint 10.000 francs, les sommes lui revenant seront versées à la Caisse de retraite.

Celle-ci est constituée au profit des sociétaires pour subvenir aux besoins de la vieillesse et assurer leur existence selon ses ressources et au prorata des années de présence à l'association.... ».

La société a fondé une caisse de secours, dont les ressources proviennent :

1° d'une retenue de 3 % sur la totalité des salaires.

2° de 10 % prélevés chaque année sur les bénéfices nets de la société ;

Et une caisse de retraites alimentée par :

1° 25 % prélevés sur les bénéfices annuels de la société.

2° De toutes sommes revenant à la caisse de secours et au fonds de réserve ordinaire, lorsque ces deux caisses ont atteint chacune un maximum de 10.000 francs.

Chaque sociétaire possède un carnet contenant les statuts et le règlement intérieur de la société,

contenant ses nom, prénoms, date de naissance, domicile, signé des administrateurs-délégués et scellé du timbre social. Il porte également le tableau suivant :

COMPTE DU SOCIÉTAIRE

Actions souscri- tes	Indication des Opérations	Verse- ments sur actions	Caisse de retraites	Réserve indi- viduelle	Compte total du sociétaire
	Versem ^{ts} antérieurs.				
	— de l'année 19 .				
	Boni				
	Intérêts				
	Total.				
	A déduire :				
	Remboursements . .				
	Reste au 31 déc. 19 .				

Une société dissidente formée en 1895 s'est presque aussitôt fusionnée avec l'ancienne.

La situation en 1902 était la suivante :

Capital versé, 8.838 fr. ; réserves, 11.729 fr. ; caisse de secours, 10.000 fr. ; caisse de retraites, 14.994 fr. ; totaux des capitaux engagés, 45.561 fr.

Son outillage valait 1.348 fr. La société possédait 19.826 fr. de créances pour travaux exécutés et non encore payés, et 5.050 fr. de travaux en cours. Depuis cette époque elle a peu varié. Il s'est produit

comme un tassement des affaires, dont le chiffre de 1902 représente la normale.

Néanmoins la société s'est maintenue rigoureusement dans ces chiffres sans jamais connaître jusqu'à ce jour une défaillance.

Elle est donc très vivante, elle offre un fonctionnement régulier qui procure à tous ses membres une sécurité parfaite.

En voici d'ailleurs la démonstration par les chiffres :

	Capital versé	Réserves ordinaires	Réserve individuelle	Caisse de secours	Retraite	Retraite Fonds commua
1903	8.385 x	9.831 07	2.357 56	9.327 15	15.137 86	1.076 67
1904	7.480 »	9.986 23	2.333 80	10.000 »	14.202 23	1.148 30
1905	8.030 »	10.000 »	2.558 22	10.000 »	15.819 27	1.316 78
1906	8.020 »	10.000 »	2.554 58	10.000 »	16.208 45	1.405 01
1907	6.950 x	10.000 »	2.399 14	9.923 91	15.273 65	1.519 08

31 décembre 1907.

Valeur de l'outillage : Travaux non soldés à ce jour :
937 fr. 30 30.599 fr. 22

Travaux en cours : 41.540 fr.

La caisse de secours, qui en 1888 ne donnait aux sociétaires, pour « blessures, maladies, décès et service militaire » que 98 francs, atteint depuis 1895 le chiffre annuel moyen de 4.000 francs. Elle a même

pu donner 6.085 fr. 50 en 1903 et atteint à la fin du premier semestre 1907, la somme de 2.895 francs.

Depuis la fondation, indépendamment des salaires assurés et du fonds de réserve, la société a pu distribuer jusqu'à la date du 1^{er} juillet 1907 la somme rondelette de 62.254 fr. 10.

VI. — Les replanisseurs de parquet.

La société des replanisseurs de parquet, qui a son siège, depuis sa fondation, 24, rue du Cloître Saint-Merry, a été fondée en 1845. Son directeur est M. Roussel.

La société entreprend les travaux de replanissage des parquets et tout ce qui s'y rattache.

La société est fondée, peut-être un peu ambitieusement, pour 99 ans.

Le capital social fut fixé d'abord à 3.400 francs représenté par 34 actions ou parts d'intérêts de 100 francs chacune.

La somme de 3.400 francs est un minimum irréductible, qui peut augmenter : soit par la création de nouvelles actions souscrites par les actionnaires ou par l'admission de membres nouveaux. Le capital atteint en effet aujourd'hui la somme de 10.500 francs.

Le montant de chaque action est payable savoir : 1/10 en souscrivant, soit 10 francs, le surplus par

versements mensuels de 10 francs; il est facultatif de faire des versements par anticipation.

Toutes ces actions sont nominatives et n'ont droit à la répartition du dividende, qu'une fois libérées.

Le capital social a droit à un intérêt fixe de 5 % par an sur les versements effectués.

La responsabilité de chaque actionnaire est limitée à la valeur de son ou de ses actions.

La société n'admet, comme actionnaires, que ses ouvriers.

La société est administrée par un conseil composé de 7 membres, nommés par l'assemblée générale. Ce conseil nommé pour 3 ans, est renouvelable par année et par tiers. Les membres déposent leur ou leurs actions dans la caisse sociétaire pour garantie de leur gestion.

L'article 18 des statuts spécifie, quant aux droits du conseil d'administration :

Que « ses pouvoirs sont aussi étendus, que ceux d'un gérant d'une société en nom collectif et de plus il aura tous les pouvoirs pour traiter, transiger, emprunter, etc., au nom de la société... »

Un directeur est choisi soit parmi les membres du conseil, soit parmi les simples actionnaires. Il exécute les décisions du conseil d'administration : il est élu pour 3 ans, révocable et rééligible.

La société élit chaque année une commission

dite de contrôle, composée de trois membres, désignés sous la dénomination de commissaires de surveillance, qui ne peuvent prendre de décisions, ni s'approprier celles prises par le conseil d'administration ; ils ont, par contre, le droit de représentation et d'avis, ils peuvent convoquer l'assemblée générale en réunion extraordinaire et provoquer la révocation des administrateurs : ils sont eux-mêmes révocables.

Indépendamment de son nombre d'actions, chaque sociétaire ne possède qu'une voix.

Après chaque inventaire les bénéfices sont ainsi répartis :

20 % au fonds de réserve,

40 % aux actionnaires au prorata des actions libérées,

40 % aux travailleurs associés, ou aux extras, au prorata de leurs gains de l'année.

La société constitue une sous-entreprise de parquets et de menuiserie, et « cela est si vrai, écrit M. Roussel, dans une lettre adressée récemment au ministre du travail, que la série de la Ville de Paris et la série centrale des architectes fixe bien le prix de replanissage de parquets, mais ne nous reconnaît pas comme entrepreneur pour nous donner ce travail directement. »

Le premier bilan de la société, portant la date de 1897, offre les chiffres suivants :

Caisse, 465 fr. 50; actionnaires, 3.130 fr.; clients, 5.712 fr. 40; frais d'établissement, 693 fr. 57; titres de la société, 250 fr.; travaux, 3.141 fr. 10.

Capital, 5.700 fr.; fonds de réserve, 4.745 fr. 50; profits et pertes, 3.611 fr. 60; divers, 102 fr. 30; total, 14.160 francs.

Travaux débités, 42.313 fr. 80; travaux en cours, 3.141 fr. 10; travaux exécutés, 45.455 francs.

Main-d'œuvre, 36.180 fr.; marchandises, 25 fr. 25; règlements, 678 fr.; ensemble, 36.883 fr. 25.

D'où bénéfices bruts, 8.571 fr. 60.

Frais généraux, 4.712 fr. 20; intérêts et agio, 170 fr. 75; amortissement des frais de 1^{er} établissement, 77 francs.

Ensemble, 4.959 fr. 95. Bénéfices nets, 3.611 fr. 70.

Le bilan de l'année suivante 1898 offre un progrès déjà rapide, voici ses chiffres :

Caisse, 502 fr. 60; actionnaires, 1.103 fr. 85; clients, 8.759 fr. 10; frais d'habillement, 624 fr. 20; titres de la société, 323 fr. 50; travaux en cours, 5.535 fr. 70.

Capital, 6.100 fr.; fonds de réserve, 5.332 fr.; réserve extraordinaire, 736 fr. 80; profits et pertes, 4.751 fr. 90.

Travaux débités, 58.468 fr. 10; travaux en cours, 5.535 fr. 70; travaux exécutés, 67.144 fr. 90.

Marchandises, 11 fr. 45; main-d'œuvre, 49.336 fr. 40; règlements, 1.072 fr. 65 ; ensemble, 50.420 fr. 50.

D'où bénéfices bruts, 10.442 fr. 25.

Frais généraux, 5.387 fr. 80 ; intérêts et agio, 233 fr. 20; frais d'établissement, 69 fr. 35.

Bénéfices nets, 4.751 fr. 90.

Passant au bilan de 1904, nous trouvons la société dans un état de prospérité remarquable. Elle est passée de 18 à 21, puis à 35 sociétaires, elle offre les chiffres suivants :

Caisse, 2.336 fr. 25 ; actionnaires, 580 fr. 60 ; clients, 18.939 fr. 20; banque coopérative 1.500 fr; travaux en cours, 6.411 fr. 55;

Capital, 11.700 fr.; fonds de réserve ordinaire, 9.869 fr. 30 ; fonds de réserve extra, 1.567 fr. 20 ; intérêts, 74 fr. 05; caisse de secours, 1.376 fr. 75; profits et pertes, 5.210 fr. 70 .

Travaux débités, 92.740 fr. 70; travaux en cours, 6.411 fr. 55; ensemble, 99.152 fr. 30.

Marchandises, 46 fr. 58; main-d'œuvre, 77.199 fr. 70; règlements, 1.274 fr. 85.

D'où bénéfices bruts, 13.625 fr. 20.

Frais généraux, 7.747 fr. 50; intérêts et agio, 667 fr.; bénéfices nets, 5.210 fr. 67.

La société maintient encore maintenant la plupart

de ces chiffres, quoique le nombre de ses sociétaires soit actuellement réduit à 25. Les dividendes ont même augmenté en 1906 de près de 6 %.

Le total actif de 1897 à 1905 a passé de 14.159 fr. à 27.976 fr. en progression uniformément constante.

Le fonds réserve a suivi la même évolution ; de 4.745 fr. 55 en 1897, il atteint en 1905, 10.051 fr. 40, auquel s'ajoute 1.567 fr. 15 de fonds extraordinaires. La caisse de secours renferme, 1.893 francs.

VII. — L'association ouvrière des briqueteurs du XVI^e arrondissement de Paris.

Cette association vient de se fonder récemment, le 26 octobre 1906, avec un capital initial de 1.600 fr.

Après avoir d'abord fixé son siège social chez son président, M. Perrigon, 57, rue de la Pompe, elle l'a reporté chez son nouveau président, M. Charlet, 20, rue Malar.

Elle a pour objet : « d'effectuer pour le compte d'entrepreneurs de maçonnerie ou de travaux publics, des travaux de briquetage à façon, et par suite :

1° D'assurer à ses membres un travail et un salaire aussi régulier que possible ;

2° Et de leur répartir les bénéfices que la société pourra réaliser dans ces travaux. »

Le fonds social est divisé en 32 actions de 50 fr. chacune, qui sont souscrites en numéraire.

Le montant de ces actions est payable, savoir :

1/4 lors de la souscription,

1/4 après 300 heures de travail,

1/4 après 600 heures de travail,

1/4 après 900 heures de travail, avec la réserve naturellement aux actionnaires de se libérer par anticipation.

Nul ne peut avoir moins d'une action et plus de dix.

Le capital initial de 1.600 fr. pourra être augmenté, soit par des versements successifs faits par les associés, soit par l'admission d'associés nouveaux, soit encore par délibération de l'assemblée générale des actionnaires.

Il ne pourra pas être réduit au-dessous de la somme de 1.200 fr.

Le conseil d'administration comprend huit membres élus pour deux ans et renouvelables chaque année par moitié.

Le conseil se désigne un président et un trésorier pour chaque année. Il s'adjoint un secrétaire, qui peut être pris en dehors du conseil.

L'article 39 des statuts se rapproche beaucoup de l'article 22 correspondant des statuts de la société du

Journal Officiel et énumère en onze paragraphes les pouvoirs et fonctions des administrateurs (1).

Il est servi un intérêt de 5 % aux actionnaires dont les actions sont complètement libérées.

Les bénéfices nets sont répartis de la façon suivante :

5 % prélevés pour la constitution du fonds de réserve ;

20 % à prélever indéfiniment pour constituer un fonds de prévoyance ;

75 % distribués à titre de dividende aux actionnaires, et ce au prorata de l'importance des salaires qui leur auront été payés par l'association.

L'exercice 1906-1907 a donné déjà toute satisfaction aux associés, qui se proposent d'augmenter l'apport social, dès que le fonds de réserve sera complètement amorti. La société est pleine de confiance en l'avenir.

VIII. — Les casseurs de pierres parisiens.

Le 11 septembre 1900 se fondait, rue de Crimée, 79, une société commerciale qui prit pour titre : *Les Cas-*

(1) Voir aux annexes les statuts de la société des briquetiers du XVI^e arrondissement.

seurs de pierres parisiens, transférée, depuis, 35, rue Hautpoul.

Cette société, administrée d'abord par M. Thomasseau, puis par M. Gallet, possède une comptabilité parfaite qui peut servir d'exemple à toute organisation ouvrière.

Elle réalise d'ailleurs de beaux bénéfices, est fière d'une renommée justifiée dans tout son quartier.

Elle a pour but « l'entreprise et l'exécution de tous travaux de cassage de pierres et pavés pour l'empierrement des voies ».

La société est fondée pour 99 ans. Le capital social, fixé d'abord à 3.500 fr., représenté par 70 actions de 50 fr. chacune, peut s'augmenter ou se réduire, en se limitant toutefois à une quotité irréductible de 2.000 fr.

Ce capital est porté depuis le dernier bilan (1907) à 4.900 fr.

Le capital social a droit à un intérêt fixe de 5 % par an sur les versements effectués.

Chaque sociétaire n'a qu'une voix, quel que soit son chiffre d'actions, dont le nombre par individu ne peut excéder 15.

Pour être admis à souscrire, il faut être ouvrier casseur de pierres ou parties similaires, être agréé par le conseil d'administration et admis par l'assemblée générale.

Tout associé démissionnaire ou exclu reste soumis pendant cinq ans, conformément à la loi, envers les associés et les tiers à toutes les obligations existantes au moment de sa retraite. Son compte est réglé d'après le dernier inventaire.

La société est administrée par un conseil composé de trois membres, nommés par l'assemblée générale pour trois ans et renouvelables à raison d'un membre par année.

Le conseil d'administration est investi de droits étendus et précisés dans l'article 18 des statuts ; il rend compte de ses délibérations sur un registre spécial.

D'ailleurs, le conseil est sous le contrôle direct des commissaires de surveillance, qui peuvent demander la révocation de tout ou partie de ses membres ; cette prérogative est partagée par les membres de la société, s'ils sont au moins le tiers.

Le directeur peut être choisi parmi les membres du conseil ou parmi les autres sociétaires. Il est élu pour trois ans, révocable et rééligible.

Les produits nets annuels, déduction faite de toutes les charges sociales, constituent les bénéfices ; l'intérêt du capital est considéré comme une charge sociale.

Les bénéfices sont ainsi répartis :

20 % au fonds de réserve ;

30 % à la caisse de secours et de prévoyance ;

5 % aux sociétaires au prorata des parts libérées;
45 % aux travailleurs, associés ou non, au prorata de leurs gains de l'année.

Tous les intérêts ou dividendes, non touchés par les intéressés un an après l'époque fixée pour le paiement, sont prescrits et acquis au fonds de réserve.

Indépendamment du fonds de réserve, la société s'est constitué : 1° une caisse de retraites, alimentée par les prélèvements faits sur les bénéfices annuels et par toutes sommes qui peuvent être données à la société ;

2° Une caisse de secours alimentée par l'accumulation des sommes prélevées sur les bénéfices annuels.

Le bilan en 1907 est le suivant :

Capital : 4.900 fr.

Fonds de réserve : 784 fr. 30.

Caisse de secours : 981 fr. 40.

Aux actionnaires : 1.860 fr. 87.

Il est mentionné en outre que 264 fr. 55 sont portés aux frais généraux pour paiement des intérêts sur le versement des actions. Il reste, en déduisant cette somme, 147 fr. à distribuer en supplément en concurrence avec les auxiliaires.

La société a reçu divers subsides de l'Etat. En 1895 elle recevait 500 fr. ; depuis, l'allocation annuelle varie de 800 à 1.000 fr. Elle était exactement en 1907 de 992 fr.

Les chômages sont rares; ils ont lieu par roulement ou par renvoi d'auxiliaires.

La société, très prospère, offre une discipline parfaite et une haute valeur morale.

IX. — Les Sociétés d'Algérie.

A. — L'Algérie a vu se développer (à notre connaissance) deux sociétés commerciales de main-d'œuvre.

Malheureusement, malgré nos démarches, nous n'avons pu avoir sur elles que des renseignements très vagues.

L'une d'elles porte le nom de « Société des ouvriers constructeurs réunis à Aumale » ou « Les Pionniers d'Aumale ».

Cette société a été formée à Aumale le 28 avril 1898 (1). Elle a pour but l'entreprise des travaux de bâtiments, maçonnerie, menuiserie et serrurerie. En 1899 elle avait exécuté divers travaux de bâtiment s'élevant à une somme de 3.000 francs, et elle était adjudicataire de travaux sur une route nationale entre Aumale et Sidi Aïssa, pour une somme de 60.000 fr., et de travaux de voirie de département pour une dizaine de mille francs. Son capital à cette époque

(1) Ces renseignements émanent de M. Delhomme, directeur au département du travail, au gouvernement général d'Algérie, à Alger.

était très restreint : 5.000 fr., dont 1.385 fr. versés au 15 avril 1899. Elle comptait 42 participants.

Nous n'avons pu obtenir de renseignements postérieurs à 1900 sur cette société, qui semblait vouée à un bel avenir et avait reçu de l'Etat, à titre d'encouragement, une première subvention de 1.000 fr. en 1899, suivie d'une seconde égale en 1900.

B. — Il existe aussi en Algérie, dans le département d'Oran, des sociétés de fait, qui constituent, à l'état rudimentaire, de véritables sociétés de main-d'œuvre, et en tout cas démontrent que l'idée, appliquée grossièrement, il est vrai, dans un pays à demi-civilisé, mais depuis de nombreuses années, n'a rien d'utopique et n'a qu'un dernier stade à franchir pour devenir une société commerciale de travail.

Chaque année, à l'époque des moissons, des bandes marocaines franchissent la frontière au nombre de plus de 30.000, et viennent par petits groupes, par équipes, sous la conduite d'un camarade plus intelligent ou plus entreprenant, d'un chef, dont la supériorité consiste le plus souvent dans sa connaissance relative de la langue française ou même de l'idiome local, chercher du travail en Algérie.

Le chef de l'équipe traite seul, au nom de l'association, avec le colon. Il entreprend le travail *en gros et*

à forfait, et reçoit, à la fin des travaux, une somme qu'il répartit entre les membres de son équipe ; il a d'ailleurs soin de prélever pour lui-même une portion léonine.

S'il y a des contestations d'un côté ou de l'autre, on va devant le juge de paix du district, dont la compétence est très élastique ; et il est rédigé, après une enquête sur les conditions dans lesquelles s'est conclue la convention collective, un véritable contrat collectif, lequel ensuite est enregistré. Le juge, après avoir examiné les torts de l'une ou l'autre partie d'après les termes du contrat, applique l'article 1142 du code civil, et la société de fait fonctionne comme une véritable société commerciale de travail. Ces cas sont très fréquents (1).

X. — Les sous-entreprises agricoles dans les Pyrénées.

Il existe également dans la région des Pyrénées françaises, des sociétés de fait, qui constituent elles aussi, une forme rudimentaire et comme inconsciente des sociétés commerciales de travail.

Elles sont composées d'Espagnols des régions limitrophes, qui viennent chaque année, sous la conduite

(1) Ces renseignements sont dus à l'obligeance de M. de Peyerrimohf, conseiller d'Etat, ancien secrétaire général de M. Laferrière, gouverneur de l'Algérie.

de chefs d'entreprises, chercher du travail auprès des propriétaires français. Ils entreprennent surtout les vendanges, et en général tous les travaux d'automne et du commencement de l'hiver (1).

Ce qu'il y a de caractéristique, c'est le fait que le chef traite seul, au nom de l'équipe, avec le propriétaire ; *il entreprend en gros et à forfait* l'ouvrage à iaire et surveille l'exécution dont il est seul responsable.

Il exploite d'ailleurs honteusement ces hommes que la misère natale pousse à franchir la frontière.

Cependant, il y a là un phénomène remarquable ; et de ces sociétés de fait à la société commerciale de travail il n'y a qu'un pas, que l'éducation économique fera franchir un jour.

Nous ne voulons pas prolonger ici cette énumération.

Il existe encore à notre connaissance d'autres sociétés de la même forme, comme les ravaleurs, les frotteurs-encaustiqueurs de parquets, etc.

Et il s'en créera certainement de nouvelles.

L'idée de M. Y. Guyot n'a pas encore pénétré profondément dans la pratique. Elle a des adversaires décidés, comme de chauds défenseurs ; c'est à l'avenir de conclure.

(1) Ces indications nous ont été fournies par M. Noulens, ancien conseiller d'Etat, député du Gers.

CHAPITRE VI

L'avenir des sociétés de travail.

L'existence de sociétés commerciales de travail est la meilleure preuve de leur possibilité.

L'idée est trop nouvelle encore pour engendrer immédiatement un mouvement fécond.

Cependant, les expériences déjà faites offrant toutes une parfaite réussite, sont un encouragement sérieux pour l'avenir, et il est fort probable que, mieux connues, les sociétés commerciales de travail se développeront rapidement et embrasseront toutes les professions où elles sont possibles.

L'idée a fait notamment beaucoup de progrès en Belgique. Aussitôt après la Conférence de Liège par M. Yves Guyot, en 1902, le *Journal socialiste de Charleroi* adressait un appel aux syndicats belges et préconisait les propositions du conférencier.

MM. Boudoux et H. Lambert, les grands verriers de Charleroi, ont demandé, au moment de la discussion de la loi sur les unions professionnelles en Bel-

gique, qu'on leur donnât la forme de sociétés commerciales.

C'est encore dans ce sens que M. H. Denis, député socialiste de Bruxelles, déposait un amendement tendant à « autoriser les unions à recueillir des bénéfices en organisant la prestation collective du travail et des collectivités de travailleurs ».

Le 27 avril 1904, M. Yves Guyot, à la demande d'industriels de la région, qui sont convaincus que l'expérience doit être faite, faisait à Charleroi une nouvelle conférence, à la suite de laquelle M. Vilain écrivait dans la *Gazette de Charleroi* : « Ne serait-ce pas l'idéal ? Ne serait-ce pas le desideratum, la terre promise où pourraient vivre en paix l'employeur et l'employé ? La société de travail est une des idées les plus fécondes qui aient été mises en avant de nos jours. Elle est simple, pratique et doit indiscutablement aboutir à la pacification industrielle. »

Au cours de la dernière grève de Limoges, des patrons avaient décidé, pour conjurer le retour d'un pareil cataclysme, d'organiser des sociétés de travail. Le rétablissement d'une paix qu'on désespérait de voir réapparaître fit oublier aux patrons leurs projets, et ils reprirent leur ancienne organisation sous l'influence de la routine persistante.

En janvier 1902, un des grands fabricants de Saint-Etienne rédigea un mémoire, à la suite d'une réunion

dans laquelle neuf fabricants et neuf passementiers avaient recherché les moyens les plus efficaces pour améliorer l'industrie du ruban.

La fabrication du ruban est répartie entre de nombreux chefs d'ateliers, qui sont propriétaires de 25.000 métiers. Un métier agencé représente 4.000 fr. Si l'on prend le chiffre de 20.000×4.000 , la valeur de cet outillage est de 80 millions, chiffre égal à celui des affaires de la fabrique entière.

Actuellement, chaque passementier va chez le fabricant, qui ne fabrique pas, mais qui a des chargements à placer. Quand il y en a dix, souvent vingt, trente, quarante passementiers se présentent pour les prendre.

Le commis de barre, qui place les chargements, marchande; si le premier passementier se refuse à tel prix, le second accepte, le troisième fait un rabais.

Seulement le cas contraire peut se présenter. Le mémoire représentait un fabricant qui avait enlevé à Bâle une grosse commande de cent cinquante chargements.

Le commis de barre perdit la tête. Les cinquante premiers furent placés au cours prévu par le fabricant; pour les cinquante autres, les passementiers crurent à la hausse et demandèrent des augmentations. Quant aux cinquante derniers, le commis de barre les plaça au hasard.

Quelques-uns des premiers ouvriers, apprenant que des prix plus élevés que les leurs avaient été obtenus, trouvèrent la soie mauvaise et demandèrent un relèvement ; les coupes ne rentraient plus, le commis n'avait pas le temps de surveiller les métiers en dehors de sa tournée. Le fabricant était appelé chez les prud'hommes. L'acheteur menaçait de laisser pour compte ou obtenait un rabais, et, en tout cas, considérait « qu'à Saint-Etienne il n'y avait aucune garantie d'époque et de prix ».

Les fabricants n'osent accepter de grosses commandes de peur de tomber dans ces embarras. Quel remède ?

L'auteur du mémoire proposait nettement les sociétés de travail sur le plan suivant :

Les chefs de barre formeraient une société pour deux ou trois ans. Chaque passementier louerait pour ce laps de temps ses métiers au conseil de surveillance ou d'administration et s'engagerait à ne travailler que pour la société. Il serait nommé directeur avec une commission de tant pour cent sur les façons encaissées. Il trouverait le travail pour les métiers, surveillerait la fabrication.

Au bout de trois années les bénéfices de la caisse commune seraient partagés au prorata des façons que chacun aurait reçues.

Malheureusement, constate M. Yves Guyot, ce pro-

jet s'est heurté à des obstacles psychologiques de la part des passementiers. Il faut espérer qu'avec une réflexion féconde, et devant la nécessité des faits, leurs scrupules disparaîtront pour le plus grand bien de l'industrie stéphanoise de la passementerie.

Il y aurait certes bien d'autres hypothèses à envisager et le champ d'expériences possibles est très vaste.

En tout cas, la solution du problème paraît facile, puisqu'en l'état actuel de nos lois et règlements ces sociétés peuvent se constituer. Toutefois, pour faciliter la création et le développement de telles organisations, il serait utile de modifier certains détails de législation.

Dans le *Bulletin d'Etudes professionnelles* du 20 novembre 1906, M. Villemin, président de la Chambre syndicale des entrepreneurs de maçonnerie, à la fin d'un article élogieux pour les sociétés commerciales de travail, propose les réformes suivantes (1):

« Les difficultés matérielles que rencontrent les sociétés commerciales de travail pour se constituer pourraient être considérablement diminuées si le Gouvernement et le Parlement voulaient bien envisa-

(1) *Bulletin des études professionnelles*, du 20 novembre 1906, A. Villemin, p. 335.

ger et reconnaître qu'il y a là une forme de contrat collectif qu'il serait désirable de voir propager.

« Quand le législateur a fait la loi de 1867, il a envisagé surtout les sociétés qui se constitueraient avec des capitaux relativement importants, et il leur a imposé des conditions d'authenticité et de publicité qui entraînent des frais assez considérables.

« Quand ces sociétés se constituent avec de gros capitaux, la proportion des frais est insignifiante, mais quand ce capital est minime, cette proportion devient énorme et elle sera dans bien des cas la pierre d'achoppement à laquelle pourrait venir se heurter la constitution de beaucoup de sociétés de travail.

« J'estime qu'il n'y a rien à retrancher aux conditions imposées par le législateur de 1867 ; mon appréciation serait plutôt, qu'il n'a pas édicté de sanctions assez énergiques à la responsabilité des administrateurs de ces sociétés, afin qu'elles puissent offrir à leurs actionnaires une tranquillité qui incite davantage les capitaux à se confier à elles.

« Mais, d'autre part, j'estime qu'il serait peut-être possible de diminuer les frais occasionnés par la constitution des sociétés à petit capital. Ne pourrait-on, pour celles-ci, leur offrir la publicité exigée par la loi, par le *Journal Officiel*, à un prix fixe et raisonnable ?

« Ne pourrait-on pas aussi dispenser du timbre certaines pièces très longues, aussi longues pour des

sociétés à petit capital que pour celles à très gros capitaux ?

« Ce serait, tout en respectant le principe de l'égalité de tous devant l'impôt, faire une bonne œuvre sociale, puisque ce serait faciliter la constitution de sociétés de travailleurs. »

On pourrait, en effet, augmenter très légèrement pour les sociétés à capitaux élevés le chiffre de la taxation sans leur rendre cette augmentation assez sensible pour nuire à leur développement.

M. Villemin, qui s'est adonné à une propagande aussi enthousiaste que persévérante pour les sociétés de travail, voit dans la trop grande insouciance des ouvriers à l'égard de la comptabilité, le trop peu d'importance qu'ils attachent à des livres de compte soigneusement tenus, le plus grand obstacle à leur réussite.

Les ouvriers manifestent aussi, la plupart du temps, trop de hâte à percevoir de suite de forts salaires, et manquent de prévoyance en n'exerçant pas dès le début des retenues suffisantes.

C'est donc surtout une éducation à faire : il faut donc savoir attendre et ne pas juger l'œuvre future d'après ses premiers essais.

La société commerciale n'est que l'expression sous une forme particulièrement pratique du contrat col-

lectif, qui tend de plus en plus à devenir la forme normale de l'activité ouvrière.

Le ministère actuel a mis à l'étude un projet qui, s'il ne doit, pour le moment du moins, prendre place dans nos lois, qu'amputé des trois quarts, y pénétrera certainement tout entier dans un prochain avenir. Il y a là une évolution fatale (1).

En Belgique, M. Paul Janson, membre du Parlement, après avoir proclamé la nécessité de l'extension du contrat collectif, dans un article du journal *Le Ralliement* du 28 novembre 1906, affirme qu'il faut aller plus loin : créer des sociétés de travail pour permettre l'association pacifique du capital et du travail et la participation des ouvriers à l'entreprise (2).

Il joignait à son article un projet déposé le même jour sur le bureau du Parlement belge sous ce titre : « Des sociétés de travail collectif ».

« D'après l'article 1^{er}, « des personnes peuvent s'associer pour mettre en commun leur travail et se faire rémunérer, soit que toutes ces personnes exercent la même profession ou des professions similaires ». Cha-

(1) Les contrats collectifs s'étaient affirmés comme un des meilleurs moyens d'améliorer les conditions des salaires et du travail ; d'amener la si désirable bonne entente des ouvriers et des patrons ». Schmelzer, *op. cit.*, p. 77.

(2) Analyse du projet Janson dans Y. Guyot, *Contrat collectif*, *op. cit.*, p. 39-40.

cune de ces sociétés a ses propres statuts, les administrateurs ont qualité pour faire et conclure avec des tiers le contrat collectif de travail engageant tous les associés ou ceux seulement qui ont à fournir le travail spécifié. Les statuts pourront spécifier que le contrat collectif de travail pourra être ratifié par l'assemblée générale des intéressés.

Le conseil d'administration déterminera le salaire revenant à chaque associé. D'après l'article 11, le contrat collectif de travail oblige les associés et ceux des membres qu'il intéresse, et ce de telle manière que ceux-ci soient personnellement responsables des engagements pris en leur nom, et la société subsidiairement à eux, s'ils sont insolvables.

D'après l'article 12, les fonds provenant des cotisations sont versés à la Caisse d'épargne, au nom de la société, pour servir de garantie aux engagements de la société.

Cette société n'est pas comme le syndicat, dit M. Yves Guyot, une association de mainmorte, ni de propriété perpétuelle à laquelle toute personne qui entre abandonne sa part.

L'article 13 spécifie nettement que tout associé qui a rempli ses obligations peut se retirer de la société en réclamant sa part de l'actif social d'après le dernier bilan.

L'article 10 autorise ces sociétés à avoir un capital

variable en espèces, versé soit par les associés, qui fournissent leur travail, soit par des tiers. Dans le cas où il existe un capital en espèces, il est représenté par des actions nominatives ou au porteur. Les derniers articles soumettent les sociétés aux règles générales des sociétés par action. »

Evidemment, la société commerciale ne constituera pas le moyen unique et universel pour solutionner la question sociale.

Mais « autant il serait excessif, dit M. R. Jay, de faire du contrat collectif une panacée universelle, autant il serait en somme injuste de méconnaître l'influence favorable que ce contrat peut avoir pour la paix sociale » (1).

Le créateur lui-même des sociétés commerciales de travail, M. Yves Guyot « reconnaît que les sociétés collectives de travail ne sont pas applicables à tous les métiers et à tous les établissements industriels ; mais est-ce une raison, dit-il, pour ne pas les appliquer là où elles sont possibles ? » (2).

M. Lewandowski, qui a consacré à l'organisation commerciale du travail (dans la *Revue politique et*

(1) *Revue d'économie politique*, sept. 1907, *Le contrat collectif*, par R. Jay.

(2) Y. Guyot, *Contrat collectif*, *op. cit.*, p. 33.

parlementaire de juillet 1906) un très remarquable article, fait aussi des réserves dans ces termes (1) :

« Si juste que puisse être l'organisation commerciale du travail dans son principe, il faut néanmoins, avant de se prononcer sur son succès, tenir compte de la question de fait, c'est-à-dire de la situation présente de l'industrie, qui fonctionne sous le régime du salariat et dont on ne peut modifier du jour au lendemain les conditions d'existence.

C'est donc seulement par une lente évolution de l'idée syndicale que pourra s'accomplir cette transformation des rapports entre patrons et ouvriers, d'où sortira le régime nouveau du travail.

Par contre, les pays neufs, qui n'ont pas de législation ouvrière sanctionnée par une longue pratique et sont encore dans une phase d'organisation au point de vue industriel, peuvent faire l'essai de ces nouvelles formes, dans de bien meilleures conditions que les nations placées sous un régime de vive concurrence.

Si nous prenons par exemple le cas de l'Argentine, qui a été plus spécialement envisagée dans l'étude de M. Pellegrini sur les sociétés de travail, on peut bien admettre que cette nation jeune et pleine d'avenir au point de vue industriel, se prête mieux que toute autre

(1) Lewandowski, *op. cit.*, p. 132.

à l'application de nouvelles méthodes pour la solution des problèmes sociaux. »

En résumé, malgré ces réserves, qui sont la caractéristique même d'une évolution à son début, on peut affirmer que l'organisation commerciale du travail répond à une belle pensée économique, qui doit agrandir progressivement son champ d'expériences et consacrer son excellence théorique par les faits (1).

(1) Nous avons écarté systématiquement la question de la participation aux bénéfices. Dans la véritable société commerciale de travail *la question ne se pose pas*. M. Lewandowski le reconnaît en droit, mais préfère l'admettre en fait en qualité de prime aux ouvriers pour exciter la production, ce qui paraît résulter d'une confusion des sociétés de travail avec d'autres sociétés d'entreprises. La question de la participation aux bénéfices a d'ailleurs donné lieu à bien des déceptions et est sévèrement jugée même par les partisans les plus convaincus de la coopérative, notamment par M. Gide en ces termes : « La participation aux bénéfices a beaucoup d'adversaires, d'une part, chez les économistes et chez les patrons ; d'autre part, chez les socialistes et chez les ouvriers eux-mêmes..... La participation est loin de répondre aux espérances qu'elle avait fait naître ; le nombre des maisons qui la pratiquent tend à diminuer... ».

M. P. Bureau a consacré à la participation aux bénéfices une longue et remarquable étude, écrite dans un sens très défavorable.

CHAPITRE VII

L'attitude des syndicats en face des sociétés commerciales de travail.

Les sociétés commerciales de travail justifiables théoriquement, possibles légalement, et existant en fait, paraissent devoir triompher des plus irréductibles critiques et prendre une place importante, sinon prépondérante dans l'organisation professionnelle de l'avenir.

Nous avons, dans notre chapitre II, comparé les sociétés commerciales de travail aux autres formes d'organisation, en nous attachant à démontrer qu'elles constituaient une forme plus parfaite ; et nous avons été amené à juger assez défavorablement les unions professionnelles et surtout les syndicats.

Nous nous sommes d'ailleurs réservé de conclure dans ce dernier chapitre et il nous faut nous demander maintenant ce qu'il doit advenir des syndicats issus de la loi de 1884 en face des sociétés de travail issues de la loi de 1867.

Il y a des opinions radicales, qui excluent totalement du terrain social les syndicats. M. Yves Guyot reproche aux unions professionnelles d'être mauvaises en la forme, incapables de devenir jamais autre chose que des instruments inutiles et dangereux ; car « ce sont des groupes organisés pour la lutte, sans but défini, que l'expérience a montré surtout préoccupés de questions politiques. »

Sans rééditer ici les critiques contenues dans le chapitre II contre les syndicats professionnels, nous constaterons avec M. L. Barthou (dont le livre récent sur *l'Action syndicale* revêt un caractère presque officiel, émanant d'un ancien ministre des travaux publics, redevenu et actuellement encore ministre au même département), nous constaterons donc avec M. Barthou : que « les syndicats en effet ont trop souvent fait passer les préoccupations politiques avant la défense des intérêts professionnels ». (1).

Dans le *Journal des Economistes* d'août 1907, M. de Novion, analysant le livre de M. Paul Louis sur le *Mouvement syndical*, écrit dans le même sens :

« Les syndicats ouvriers et les Bourses du travail auraient rendu de grands services, s'ils s'étaient proposés pour tâche depuis que la loi de 1864 a donné un commencement de liberté, accrue par la loi de 1884

(1) L. Barthou, *L'Action syndicale*, p. 27.

sur les syndicats professionnels et étendue jusqu'à l'entière liberté par la loi de 1901 sur les associations, de discuter les intérêts professionnels et d'être les intermédiaires entre les vendeurs et les acheteurs de travail ; mais ce rôle leur a paru indigne d'eux. Ils ont préféré se donner la mission de réformer le monde et de se constituer en foyers révolutionnaires. Le syndicat entretient chez ses adhérents l'ardeur révolutionnaire, les Bourses l'entretiennent chez les syndicats et la grande Confédération générale du Travail plane au-dessus de ces organismes locaux et régionaux... » (1).

M. Martin Saint-Léon reconnaît que « les syndicats ont beaucoup fait parler d'eux en maintes circonstances, où ils eussent mieux fait de s'abstenir » (2).

Au dernier banquet de l'Alliance Républicaine, en décembre 1907, M. Adolphe Carnot, son président, constatait que les syndicats n'avaient pas réalisé les espérances du législateur de 1884.

Les lois les plus démocratiques, a-t-il dit, celles qui auraient dû servir le mieux les intérêts moraux et matériels des travailleurs, comme la loi sur les syndicats professionnels, ont été faussées et détournées de leur

(1) *Journal des économistes*, compte rendu du livre de M. P. Louis sur le *Mouvement syndical*, par M. de Novvion.

(2) E. Martin Saint-Léon, *L'Action syndicale en France*.

but par des agitateurs, désireux de se créer une popularité au détriment des véritables ouvriers. Ils ont poussé ceux-ci à l'intransigeance, à l'indiscipline, au sabotage et à la grève en leur promettant comme idéal la réduction indéfinie et la suppression du travail, la guerre des classes, la spoliation des fortunes et l'abolition de la propriété.

Ils sont arrivés à multiplier les grèves, avec ou sans motifs, au point d'en tripler ou quadrupler le nombre et l'importance.

Le congrès national du Parti Ouvrier tenu à Paris en juin 1891 déclarait que « les groupements syndicaux s'étant généralisés dans une entente commune, la grève générale nationale et internationale, doit être décrétée : elle pourra précipiter le dénouement par la révolution sociale but de nos efforts » (1).

Mais depuis 1891, désabusés de la chimère politique et semblant mieux connaître leur véritable voie, les syndicats français ont évolué.

Au milieu d'une des crises les plus graves de l'unionisme anglais, G. Howel disait : « faire des unions des machines politiques au profit d'un parti, c'est vouloir détruire leur vraie signification et leur utilité au point de vue économique ». (2).

(1) V. *L'Action syndicale*, de M. Barthou, p. 20 et suiv.

(2) *Ibidem*.

Et dans une conférence faite au Musée social, un unioniste américain M. Sullivan déclarait qu' « il faut exclure la politique des unions » (1).

« En France, constate M. Barthou, les syndicats reviennent de l'erreur ».

Au congrès de Lens en 1896, M. Basly affirmait « que le syndicat au lieu de gagner en puissance ne pourrait, à faire de l'agitation politique, que s'aliéner les quelques sympathies, qui lui restent » (2).

De même au congrès général des organisations syndicales de Paris, en décembre 1899, où les 9/10 des syndicats refusèrent de s'engager à soutenir la révolution politique, un orateur fort applaudi déclarait que : « l'action politique et l'action syndicale ne gagnent rien à se confondre ; elles s'affaiblissent au contraire par une confusion, qui les dénature l'une et l'autre... » (3).

Le célèbre unioniste américain Gompers, commentant le vote des résolutions de la Convention de Boston en janvier 1904, qui rejetait par 11.000 voix contre 2.000 toute influence socialiste dans les organisations professionnelles, disait : « Les trade-unionistes ont pensé qu'il serait aussi illogique qu'inopportun de

(1) V. *L'Action syndicale*, de M. Barthou, p. 27 et suiv.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

commettre le mouvement ouvrier avec tout parti politique quel qu'il fût ».

Enfin M. Petit-Collot fait remarquer que « les militants des syndicats importants semblent depuis quelque temps se rendre plus exactement compte du but particulier des organisations syndicales, et leur attitude en tant que dirigeants de syndicats se modifie » (1).

Il y aurait donc désormais, à côté des syndicats, qui persistent à se préoccuper surtout de la lutte de classe, d'autres syndicats de plus en plus nombreux « qui ont pour but d'améliorer et de défendre les institutions de prévoyance et d'assistance » (2).

M. Paul Louis lui-même le constate dans ces termes : « Aujourd'hui, si les syndicats ne sont pas pratiquement neutres (puisqu'ils ont marqué explicitement leurs aspirations communistes), ils se tiennent cependant à l'écart des débats, qui les passionnaient il y a vingt ans » (3).

L'évolution se dessine dans le sens professionnel et « l'on peut déjà prévoir chez plusieurs syndicats français les linéaments d'une organisation plus méthodi-

(1) Petit Collot, *Les Syndicats ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille*, 1907, p. 217.

(2) Barthou, *op. cit.*

(3) Paul Louis, *Le mouvement syndical*, *op. cit.*

que, plus pacifique ; notamment les mineurs, qui ne manifestent pour la grève qu'une sympathie mitigée... » (1).

Mais les syndicats ont beaucoup à apprendre. Ils doivent prendre pour modèles les trade-unions anglaises et américaines, dont « la supériorité provient surtout et presque exclusivement des qualités pratiques et de l'élévation morale de leurs chefs » (2).

D'ailleurs, « si le syndicat ouvrier a donné prise jusqu'ici à de telles critiques, s'ensuit-il qu'il faille pour cette seule raison le condamner à jamais ? Est-il donc si surprenant que dans un pays où la liberté professionnelle ne date pas encore de vingt ans, les syndicats ouvriers ne soient pas encore parvenus à la pleine maîtrise d'eux-mêmes ; il leur faut une lente éducation... l'exemple de l'Angleterre est là... Il faut surtout combattre cette idée fausse que le syndicat est

(1) P. Bureau, *Le contrat de travail*, op. cit.

(2) Barthou, op. cit.

Note a) « Tout esprit impartial est obligé de reconnaître que l'attitude de nos jeunes syndicats a été trop souvent agressive, violente et menaçante pour l'avenir ; la liberté du travail et l'ordre public ont eu à subir de rudes atteintes..., mais l'organisation syndicale est encore à ses débuts et l'enfance est, par nature, assez turbulente ; l'opposition des patrons les a aussi aiguillés du côté de la lutte, les politiciens, en quête de popularité, ont exercé sur la manière d'être des syndicats une action malfaisante... » *Revue d'économie pol.*, déc. 1907, M. Ed. Villey, *Les nouvelles forces sociales. Le syndicalisme.*

nécessairement et sera toujours l'agent de la révolution sociale, comme si la maladie, dont un organe est affecté, était cet organe lui-même, comme s'il n'était pas cent fois préférable de tenter de capter et d'utiliser pour le bien public une source jaillissante d'énergie que de s'efforcer de la tarir » (1).

« Il faut donner aux syndicats : 1° plus de sens pratique ; 2° une éducation économique plus complète ; 3° un esprit plus conciliant et plus modéré » (2).

Jusqu'ici leurs causes d'insuccès sont venues surtout : 1° du manque d'habitude d'association chez les ouvriers, qui se laissaient dominer aveuglément par quelques meneurs plus actifs et plus remuants ; 2° de l'antagonisme des industriels, qui craignaient le trouble apporté dans leurs affaires et chez qui le plus souvent une réclamation maladroite faisait l'effet d'une rébellion » (3).

« Il faut suivre, dit M. de Seilhac, l'exemple anglais qui a une éducation plus avancée par une expérience plus longue. Il faut voir dans le syndicat ce qu'il est et rien de plus : un instrument de défense qui doit améliorer la société au lieu de la détruire. Pour cela il ne doit point se préoccuper de rêves utopiques et de

(1) M. Martin Saint-Léon, conférence en 1903, *Corporations et syndicats*.

(2) Ch. Limousin, *La concurrence des syndicats*.

(3) M. de Seilhac, *Syndicats ouvriers*.

souhaits actuellement irréalisables : il doit faire œuvre pratique et immédiate, en limitant son action aux questions purement professionnelles. »

Dans une séance du Conseil supérieur du travail, M. Coupat, s'adressant aux patrons, disait : « Permettez aux syndicats ouvriers de se développer, et vous verrez qu'ils n'auront plus le même caractère qu'à l'heure actuelle. Si les syndicats pouvaient s'organiser, si les ouvriers pouvaient y adhérer sans crainte d'être renvoyés, vous auriez des syndicats sur la parole desquels vous pourriez compter... » (1).

L'évolution qui se dessine s'accentuera sans doute, et « on a tout lieu de croire que la France traversera cette phase, comme l'ont fait avant elle les deux grandes nations, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, qui l'ont précédée dans l'évolution économique, et qu'elle entrera à son tour dans la quatrième phase, celle des syndicats, véritables instruments de paix sociale et d'éducation des classes ouvrières » (2).

Aussi « n'essayons pas d'empêcher le syndicat; n'essayons pas d'empêcher l'ouvrier d'y entrer, laissons-les s'organiser, aidons-les-y même ; que le syndicat sente en naissant notre bienveillance, pour qu'il naisse

(1) M. Coupat, cité par M. R. Jay, *Revue d'économie pol.*, *op. cit.*

(2) P. Bureau, *op. cit.*, p. 217.

bienveillant ; la bienveillance est une fleur qu'il faut semer » (1).

Les syndicats seront-ils un jour, quand leur évolution sera complète, l'organisation professionnelle embrassant tous les métiers et professions, douée d'une vitalité à la fois pacifique et stable ?

Dans cet état seront-ils suffisants et exclueront-ils les sociétés commerciales de travail ? Ou au contraire les sociétés se développeront-elles au point de constituer un jour l'organisation générale de la main-d'œuvre, à l'exclusion des syndicats ?

Il n'y a pour cela aucune raison. Les deux formes peuvent se développer parallèlement, sans se combattre, et même peut-être en s'entr'aidant : c'est l'esprit des projets de loi de 1899 et de 1902 sur la commercialisation des syndicats.

Les syndicats sont limités dans un cadre trop restreint par la loi de 1884. « Ils ont reçu une capacité limitée qui, en dépit de la généralité des mots, ne s'étend en réalité à aucune entreprise possible et matérielle en dehors des cours d'instruction professionnelle et des bureaux de placement » (2). C'est ce que constate le projet de 1902 de M. Millerand ; et il

(1) Ed. Villey, *op. cit.*

(2) Exposé des motifs des projets de 1899 et 1902, *Annales parlementaires*.

exprime l'intention d'élargir ce cadre (conception qui a été déjà dans la pensée du législateur de 1884) (1) : « Le législateur voyait dans le syndicat un premier groupement né de la communauté de l'intérêt professionnel, et il était persuadé, qu'il devait être le point de départ et la raison d'être d'une mise en pratique prochaine du principe d'association sous toutes ses formes. » (2).

Mais le projet de 1902, comme celui de 1899, a rencontré une opposition des plus violentes.

Les socialistes, M. Vaillant notamment, disaient « que le syndicat doit rester à l'abri des poursuites patronales et des tribunaux, qui le dépouilleraient », car « la loi qui ferait du syndicat une société de commerce, d'industrie, d'échange, serait une loi de désorganisation syndicale et ouvrière » (3).

M. Keufer, plus modéré, fait chorus avec les socialistes.

Déjà, en Belgique, en 1896, un projet analogue

(1) La phrase existait déjà textuellement dans le projet de 1899 signé par Waldeck-Rousseau.

(2) Exposé des motifs des projets de 1899 et 1902, *Annales parlementaires*.

(3) Cité par M. Barthou, *op. cit.*

Cependant, les apologistes de l'Unionisme anglais, M. et M^{me} Sydney Webb, dans leur *Industrial democracy* sont d'un avis différent en écrivant : « Il faut que les Trade-Unions soient responsables des dommages qu'elles causent ».

avait été repoussé, sur le rapport de M. de Sadeleer, lequel disait notamment : « Si l'on permet à l'union de prendre une forme commerciale, comme le propose le projet du gouvernement, elle subira une transformation qui ne répond plus au but qui lui est assigné : car la ruine de la société entraînerait celle de l'union elle-même... » (1).

M. Martin Saint-Léon proteste lui aussi contre la commercialisation des syndicats, et assure que cette réforme conduirait les syndicats à un désastre. « La route professionnelle est droite, dit-il, l'entreprise commerciale est un chemin de traverse... L'exercice des actes de commerce par les syndicats sera un instrument de discorde qui déliera le lien professionnel en l'affaiblissant... » (2).

Et tout dernièrement encore, la Commission permanente du Conseil supérieur du travail émettait le vœu « que la loi n'autorise pas les syndicats professionnels à se livrer à des actes de commerce » (3).

Il est vrai que le Conseil du travail, en terminant sa session, quelques jours après, exprimait l'avis contraire en ces termes : « Le Conseil supérieur du travail constate que les travailleurs ont l'entière liberté

(1) Cité par M. Barthou, *op. cit.*

(2) M. Martin Saint-Léon, *La revision de la loi de 1884*.

(3) *Journal officiel* du 18 novembre 1907.

de faire des entreprises commerciales et industrielles en vertu des lois de 1867 et 1893 ; exprime l'avis que soit porté à l'ordre du jour de la commission permanente l'examen des diverses opérations auxquelles pourraient se livrer les syndicats professionnels, telles qu'achat et répartition entre leurs adhérents des matières accessoires et outils nécessaires à l'exercice de la profession, publications professionnelles, création de cours professionnels, ateliers d'apprentissage, etc... » (1).

Que conclure ? Faut-il modifier la loi de 1884 et adopter le projet de 1902 ?

On a, semble-t-il, attaché à la question plus d'importance qu'elle n'en a réellement.

Les sociétés commerciales de travail peuvent exister sans qu'il soit besoin de changer la législation actuelle et rien ne les empêche d'appartenir à des syndicats !

Ce sont deux formes différentes qui peuvent se compléter sans se confondre.

« Le syndicat diffère essentiellement des sociétés de commerce (2). Il ne s'agit plus d'union de capitaux et d'efforts, d'atteindre un but lucratif, de réaliser des

(1) *Bulletin officiel du travail* de décembre 1907 (17^e session du conseil supérieur du travail) et *Journal officiel* du 23 nov. 1907.

(2) *Manuel pratique des sociétés de commerce...*, par A. Lambert (1902).

bénéfices immédiatement matériels. Sans doute, l'amélioration de la situation sociale de ceux qui se groupent en syndicats et leur mieux-être reste la fin dernière de leur entreprise, mais ils ne se livrent point à des actes commerciaux, ils n'accomplissent pas de spéculation.

Le syndicat professionnel, c'est l'association d'hommes exerçant la même profession, le même métier ou des métiers connexes, et qui s'unissent pour l'étude et la protection d'intérêts communs ».

Mais rien ne s'oppose à ce qu'il existe des syndicats dont les membres fassent partie de sociétés commerciales !

Il y aurait là comme un épanouissement d'une belle idée exposée par M. Luzzati, l'éminent homme d'Etat italien, en janvier 1908, dans une conférence au Musée social.

Car « ces organismes distincts se complètent l'un et l'autre et se soutiennent l'un par l'autre. Le syndicat fournit des clients à la société de commerce, à la coopérative, et celle-ci lui fournit des chefs. L'usage des affaires habitue les ouvriers à l'administration et ces bons administrateurs sont utiles aux syndicats » (1).

La solution des conflits futurs, disait M. Luzzati,

(1) De Seilhac, *Syndicats ouvriers*, *op. cit.*

se trouve dans l'alliance de toutes les formes d'organisation professionnelle et de prévoyance sociale.

Les sociétés commerciales peuvent donner aux syndicats leur principe de sagesse et de prudence, ils peuvent, en leur offrant des réalités objectives, les débarrasser de la chimère politique et les inciter à rester dans l'accomplissement de leurs devoirs professionnels.

Les syndicats, d'autre part, peuvent, en arrachant les Bourses du Travail à l'ingérance politicienne, servir de bureaux de placement à la main d'œuvre des sociétés de travail.

Car « si l'ouvrier ignore l'état du marché, s'il n'est pas suffisamment renseigné, ses revendications risquent d'être tantôt timides, tantôt exagérées. On substituera ainsi progressivement au marché local d'autrefois le marché général d'aujourd'hui et le marché mondial de l'avenir... Ce sera là une des tâches des directeurs du syndicat ouvrier » (1).

M. Petit-Collot signale d'ailleurs « qu'en avril 1906 le comité de la Fédération internationale des syndicats ouvriers de l'industrie textile, réuni pour la première fois à Bruxelles, décidait qu'il publierait en trois langues des rapports sur les conditions du tra-

(2) R. Jay, *Revue d'économie pol.*, août 1907, *op. cit.*

vail, le prix des denrées, l'état du marché des divers pays... » (1).

Il peut donc y avoir aide mutuelle des syndicats et des sociétés commerciales ; et la nécessité n'apparaît pas de consacrer par un texte précis le pouvoir qu'ont les syndicats de s'affilier à des sociétés de commerce, puisque, comme le disait le législateur lui-même, les deux formes ne se confondent pas complètement, elles ne peuvent que coexister, car, à la vérité, « une société se juxtapose au syndicat ».

D'ailleurs, il faut se préoccuper surtout d'idées générales et ne pas trop attacher d'importance à des formes spéciales ou à des différences de terminologie. C'est l'opinion de M. Millerand, qui voit dans les syndicats et les sociétés commerciales de travail deux modes différents de réaliser une idée, que l'évolution a rendu nécessaire : le développement de l'association.

Les difficultés ne sont certainement pas insurmontables.

Le mouvement est trop récent encore et les sociétés sont encore plus jeunes que les syndicats ; il y a donc surtout là une question d'éducation économique.

C'est l'avis de M. P. Bureau. « Dans quelque direction que nous orientons nos recherches, dit-il (2), nous

(1) Petit-Collot, *Les syndicats*, op. cit., 1907, p. 41.

(2) P. Bureau, *La crise morale des temps nouveaux*, p. 438, 1907.

sommes invariablement amené à la même conclusion, la nécessité primordiale de notre progrès moral.... Sans être à lui seul suffisant, puisque la prospérité sociale est faite de beaucoup d'autres éléments encore, le progrès moral est nécessaire. » En effet, « les leaders de l'unionisme (1) anglais ou américain, en développant l'aisance ouvrière, cherchent parallèlement à développer la dignité et l'élévation morale.... Sans doute, dans un avenir prochain, les ouvriers montreront par leur conduite, que le groupement syndical est tout autre chose que la préparation de la grève, et ils s'appliqueront à développer en eux-mêmes les qualités morales sans lesquelles on ne peut fonder des associations professionnelles puissantes. »

Il faut espérer que le temps apaisera les conflits issus d'une rancune récente et injustifiée entre patrons et ouvriers ; ils ont tout intérêt réciproquement à développer leur éducation économique et morale pacifiquement (2). Il faut que les patrons comprennent les raisons de l'évolution économique et des conditions nouvelles du travail ; les ouvriers, de leur côté,

(1) P. Bureau, *Le contrat du travail*, op. cit., p. 269.

(2) « Pour que tant de bonnes volontés donnent tous leurs résultats, il ne suffit pas que les patrons paient de leur personne ou de leur bourse. Il faut aussi que les ouvriers abdiquent les préventions invétérées, que des gens intéressés à la discorde ont entretenues chez eux, qu'ils fassent un pas en avant et secondent

doivent accomplir leur évolution dans le sens collectif, sans hâte, et dans la paix confiante autant à l'égard des employeurs que de leurs compagnons encore isolés ; car « l'intérêt même des syndiqués exige qu'ils travaillent pour ceux qui sont encore en dehors du groupement ; toute amélioration n'a de garantie de durée qu'en raison de l'extension de ses applications » (1).

Si donc les syndicats veulent prendre modèle sur les trade-unions anglaises, s'abstenir de préoccupations politiques, et comprendre leurs véritables intérêts en s'administrant sagement ; en un mot, si les syndicats veulent rester dans leur rôle, ils n'auront qu'à gagner au développement des sociétés commerciales de travail, dont les progrès seront en raison de leurs propres progrès.

par leur esprit de conciliation les généreuses dispositions de leurs chefs. Ce n'est que par l'entente raisonnée et durable entre les patrons et les ouvriers, que l'on parviendra à établir en permanence la paix sociale ». *L'Economiste français*, du 5 oct. 1889, *Une nouvelle étude sur l'organisation du travail*, par M. G. Michel.

(1) M. Finance, sous-directeur du travail, cité par M. de Seilhac.

CONCLUSION

Les sociétés commerciales de travail ne constituent certes pas la panacée universelle qui guérira les maux sociaux.

Mais, comme le disait Saint-Simon : « L'âge d'or n'est pas derrière nous, il est devant nous », si l'on abandonne les luttes politiques pour organiser le travail sans autre préoccupation que l'intérêt exclusivement économique.

Le programme défendu dans cette thèse est à développer, à étudier, à perfectionner. Il oriente certainement les ouvriers vers une vie meilleure, plus libre, et la nation vers une réorganisation sociale, basée sur la réconciliation des classes.

« Après le chaos d'une industrie en transformation qui paralysait les réformes possibles, c'est par l'association sans doute que nous pourrions arriver à un état d'équilibre entre le capital et le travail. Ce vœu

n'est pas irréalisable, à la condition toutefois que les sectes communistes et socialistes ne se mettent pas au travers » (1).

« Les sociétés à forme commerciale, dit M. Yves Guyot, sont de grands instruments d'éducation ; celui qui en fait partie est toujours ramené par la force des choses au Doit et à l'Avoir. Au lieu d'échéances dans le temps et dans l'espace, il est obligé de faire face à des échéances qui tombent à jour fixe sous la forme de garçons de recette. Au lieu de se bercer dans le nuage des apothéoses de féerie, il se heurte à la réalité des faits, il apprend à ses risques et périls, par son expérience directe, la pratique de la loi de l'offre et de la demande. Il abandonne les rêveries politiques pour faire son éducation économique » (2).

La société commerciale de travail est une obligation à la régularité, à la comptabilité et à la publicité.

Chacun de ses membres est intéressé à l'augmentation de l'apport social, puisqu'il en possède une quote-part.

Les sociétés commerciales de travail n'ont en face d'elles que des réalités objectives. Au lieu d'avoir un idéal de domination, elles sont intéressées à augmen-

(1) *L'Economiste français* du 24 sept. 1889, de M. G. Michel, *Les institutions ouvrières et sociales dans le Nord*.

(2) *Conflits du travail*, Y. Guyot, *op. cit.*

ter la production, car elles ont un idéal de profit par le travail, elles n'ont que le gain pour objet.

Le chef d'un puissant syndicat d'une ville belge disait un jour à M. Y. Guyot, en 1904: « Nous avons un million en caisse, il nous faut une grève » ; et il l'a faite.

Le gérant d'une société de travail aurait dit : « Nous avons un million en caisse, nous l'augmenterons. »

« L'intérêt de l'industriel est que les salariés soient incités à toucher toujours de plus hauts salaires, si le prix de revient de ses produits est diminué dans une proportion qui lui permette d'étendre ses débouchés et d'assurer un renouvellement rapide de ses capitaux circulants. La société commerciale met d'accord la morale professionnelle et l'intérêt de l'ouvrier et le provoque à faire rendre à l'outillage mis à sa disposition le maximum d'effet utile » (1).

La production, sous ce régime, serait donc plus active qu'elle n'a jamais été et moins exposée aux crises.

L'ouvrier ne travaillant plus pour un maître, mais pour lui-même et sa société, ne pourrait que s'estimer davantage ; il apprendrait à se respecter, ses mœurs s'adoucieraient. On ne pourrait plus parler de privi-

(1) Y. Guyot, *Le contrat collectif*, op. cit.

lège du capital, puisque le capital serait mis à la disposition de tout ouvrier intelligent et laborieux qui voudrait le faire valoir. Devenu propriétaire et capitaliste, l'ouvrier serait la meilleure garantie de l'ordre social et de la liberté individuelle.

« L'avenir est dans la liberté progressive de l'ouvrier et l'obtention du droit d'association, mais les unions forcées l'ont été dans un sens trop exclusif. Elles ont constitué des syndicats transformés à leur tour en instruments de protection, non seulement contre les entrepreneurs, mais aussi contre les ouvriers non syndiqués.

Au lieu d'élargir le marché du travail, ils ont entrepris de le rétrécir pour s'en réserver le monopole » (1).

Il faut développer l'association libre sous forme de société commerciale, car « parmi toutes les solutions proposées pour résoudre l'éternelle question sociale, c'est en tout cas celle qui paraît le mieux réaliser cette

(1) *Les problèmes du XX^e siècle*, par M. de Molinari.

Les sociétés commerciales du travail ont été approuvées par l'un des représentants les plus autorisés du socialisme réformiste, M. Millerand, à son discours de Lens en 1900; en Amérique par un éminent unioniste M. Samuel Gompers; par le congrès des sociétés savantes; par le journal *le Temps* dans un article remarquable du 8 mars 1904; par M. Carrol D. Wright, directeur du bureau of Labor au département du commerce et du travail des Etats-Unis, etc.

entente entre le capital et le travail vers laquelle doit tendre actuellement tous nos efforts » (1).

« C'est la solution économique du problème des rapports du capital et du travail, opposée aux solutions utopiques du socialisme » (2).

Le socialisme a eu le tort de se préoccuper surtout de questions politiques, laissant aux conséquences plus ou moins rigoureuses de ses principes *a priori* le problème d'une organisation pratique.

Il a trouvé auprès des ouvriers son expression dans l'embrigadement des syndicats, l'union des Bourses du Travail sous la dictature de la Confédération générale du travail, dont les grands chefs avouent (M. Griffuelhes) « que la grève est un moyen de guerre sociale », et ils se réclament de leur qualité de belligérants.

« Ils prônent le sabotage en attendant la catastrophe finale, qu'ils font entrevoir à leurs dupes, comme les millénaires faisaient entrevoir le Jugement dernier » (3).

Pour la plupart des chefs de syndicats, pour les dirigeants des Bourses du travail et de la C. G. T., la

(1) *L'organisation du travail*, *op. cit.*, par Lewandowski.

(2) *Journal des Economistes*, oct. 1900, M. de Molinari.

(3) Y. Guyot, *Sophismes socialistes*, *op. cit.*

grève n'est pas un moyen économique, mais une arme politique.

D'ailleurs, la doctrine socialiste ne peut donner de solution réelle aux problèmes qui nous préoccupent, à la solution de la question ouvrière, car il y a antagonisme entre la démocratie et le socialisme.

C'est M. Werner-Lombart lui-même qui le proclame: « Le but du prolétariat doit-il être socialiste ou démocrate ? S'il est démocrate, que devient son programme ? Socialisme et Démocratie, c'est dans l'opposition de ces deux points de vue que s'exprime le conflit fondamental » (1).

Le socialiste Bernstein a publié en 1905 une série d'articles dans ce sens (2).

L'avenir des travailleurs et de la démocratie n'est pas dans l'organisation socialiste. Les préoccupations politiques de la conquête du pouvoir ont nécessité le

(1) Werner Lombart, *Le socialisme et le mouvement social au XIX^e s.*, p. 114 et suiv.

(2) Bernstein, *Socialistische Monatshefte*, août-oct.-nov., voir le *Mouvement social* du 16 janv. 1906, p. 117.

Note a. « Le groupement qui se forme entre syndicats de toutes professions perd son caractère professionnel, il forme une organisation de classes ; et si les forces ouvrières réunies obéissent à la C. G. T., il est clair que l'association a cessé d'être le rempart de la liberté pour en devenir le tombeau ». Ed. Villey, *Revue d'économie pol.*, déc. 1907.

« La C. G. T. est une aristocratie nouvelle, qui s'érige en gou-

plus souvent l'étalage d'une tyrannie intransigeante, qui serait la pire condition de la démocratie.

« Il s'opère aujourd'hui dans la société humaine deux sortes d'évolutions politico-sociales : l'évolution démocratique, basée sur l'égalité politique qui sape et détruit lentement toutes les autocraties, élargissant l'empire de la souveraineté populaire, et l'évolution socialiste fondée sur l'égalité civile, qui tend à détruire tous les privilèges et distinctions entre les classes, établissant ainsi la prépondérance de la classe la plus nombreuse...

« Les théories socialistes, tendant à changer les bases organiques de la société actuelle, poursuivent une réforme qui demandera de longues années et même des siècles, parce que ces évolutions doivent être lentes et graduelles, si l'on veut qu'elles soient efficaces et durables. Quel que soit le degré de vérité et d'efficacité de ces théories ou le degré d'excellence de la société annoncée, il est de toute évidence que c'est une bien maigre consolation pour le prolétaire d'aujourd'hui, que de lui assurer, dans un avenir qu'il

vernement et impose ses volontés au *profanus vulgus* ! c'est l'anéantissement de la liberté ! » Ed. Villey, *Revue d'économie pol.*, déc. 1907.

« La théorie, la tactique et les méthodes d'action de notre parti, loin de s'inspirer des idées démocratiques, en sont la négation ». E. Pouget, secrétaire de la C. G. T.

ne verra pas, la cessation des maux et des injustices dont il est victime.

« Les prophètes de la nouvelle religion sociale peuvent continuer leur œuvre de propagande tant qu'elle s'inspirera de la sincérité ; on n'en a pas moins le devoir de songer aux maux de l'heure présente et de leur fournir des remèdes plus immédiats. Si par là, on arrive à élever la condition sociale de la classe ouvrière et à lui octroyer une situation plus digne et plus juste que celle qu'elle occupe dans l'échelle sociale aujourd'hui, on aura obtenu non seulement un bienfait immédiat, mais on aura contribué à faire disparaître la pratique de procédés révolutionnaires, qui font naître les résistances et provoquent les réactions » (1).

Les sociétés commerciales de travail ne constituent peut-être pas des organismes parfaits et pouvant s'appliquer universellement à toutes les branches de l'activité humaine, « mais telles qu'elles sont, elles représentent un effort dont il y a lieu de tenir compte.

J'ose espérer qu'elles seront le point de départ d'une ère nouvelle, et que les ouvriers de toutes les spécialités comprendront que leurs intérêts bien entendus

(1) Pellegrini, *Les sociétés de travail*, op. cit.

doivent les emmener à la constitution de sociétés semblables » (1).

La pacification des rapports du capital et du travail est dans le sens de sociétés anonymes, à forme commerciale, qui, en développant chez l'ouvrier l'idée de la responsabilité, consacreront chez lui le sentiment de la dignité et de la liberté individuelles, supprimant la haine de classes et la rivalité politique pour la remplacer par une saine émulation commerciale, et contribueront, pour une large part, à la réalisation de la paix sociale.

(1) *Bulletin d'Etudes professionnelles* du 13 nov. 1906, *Le contrat de travail et les sociétés ouvrières de main-d'œuvre*, par M. Villemin,

Vu :
Le Doyen,

LYON-CAEN.

Vu :
Le Président de la Thèse,

DESCHAMPS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD.

ANNEXE

Société anonyme à capital variable de composition, impression, expédition et distribution des journaux officiels de la République française.

STATUTS

TITRE PREMIER. — *Formation. — Objet. — Détermination.
Siège et durée de la société.*

ARTICLE PREMIER. — La Société anonyme, à capital variable, fondée en 1881, conformément à la loi du 24 juillet 1867, pour la composition, l'impression, l'expédition et la distribution du *Journal officiel de la République Française*, aura pour objet, à l'avenir, par suite de l'adjonction dans son nouveau traité, conclu avec l'Etat en date du 29 décembre 1892, du service du *Journal officiel* (édition des communes), la composition, l'impression, l'expédition et la distribution de ces deux journaux officiels.

ART. 2. — La Société prend la dénomination de « Société anonyme, à capital variable, de composition, impression, expédition et distribution des *Journaux officiels de la République Française*. »

ART. 3. — Son siège est fixé à Paris, quai Voltaire, 31.

ART. 4. — La Société est prorogée pour une nouvelle période de vingt années à partir du 1^{er} janvier 1901 jusqu'au 31 décembre 1920.

TITRE II. — *Capital social. — Actions.*

ART. 5. — Le capital social, primitivement fixé à la

somme de 5.000 francs, à 5.600 francs, puis à 6.400 francs, est aujourd'hui porté à la somme de 8.000 francs.

En raison des admissions, retraites et exclusions ci-après prévues, le capital social varie en plus ou en moins.

Toutefois, il ne peut être réduit par la reprise ou la restitution des apports au-dessous de la somme de 1.000 francs, qui formera le capital minimum ou irréductible de la Société.

ART. 6. — Le capital social est divisé en 160 actions de 50 francs chacune.

Ces actions sont nominatives et ne peuvent être converties en titres au porteur, même après leur entière libération.

ART. 7. — Lors du premier versement de 5 francs par action, il sera remis aux nouveaux actionnaires un certificat provisoire, sur lequel il sera inscrit, ainsi que les paiements postérieurs qui seraient effectués avant la remise des actions, lors du transfert.

Les versements suivants seront de 5 francs par action et ils devront être espacés d'un intervalle d'au moins huit jours.

Toutefois, les nouveaux actionnaires pourront toujours se libérer immédiatement contre remise des titres.

ART. 8. — Les actions seront numérotées et détachées d'un registre à souche qui reste déposé au siège de la Société ; elles sont revêtues de la signature de deux administrateurs.

La transmission des actions, soit à l'égard de la Société, soit à l'égard des tiers, ne s'opère que par une déclaration et une acceptation de transfert faites sur les registres de la Société et signées par le cédant et le cessionnaire ; l'ancien titre sera rendu à la Société qui l'annulera et en délivrera un nouveau.

Toutefois, le transfert est subordonné à l'agrément du conseil d'administration de la Société, lequel peut faire opérer le rachat par une personne de son choix présentant plus d'aptitude pour l'exécution du travail.

ART. 9. — La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

Les actions sont indivisibles ; la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ; ils sont tenus à s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale des actionnaires.

La Société pourra vendre, à une personne de son choix, un mois après une simple mise en demeure restée infructueuse, les titres dont les versements seraient en retard. Dans ce cas, le titre non libéré serait annulé et il en sera délivré à l'acquéreur un par duplicata qui portera le même numéro.

ART. 10. — En cas de départ ou de décès d'un actionnaire, la valeur de ses actions lui serait remise ou à ses héritiers, si l'actionnaire est décédé, selon les conditions mentionnées à l'article 17.

ART. 11. — Nul ne peut posséder plus de quatre actions.

Dans le cas où l'admission de nouveaux actionnaires serait nécessaire, le capital serait augmenté par l'émission de nouvelles actions.

TITRE III. — *Admissions. — Retraites.* *Exclusions.*

ART. 12. — La Société peut toujours augmenter son capital social par l'émission de nouvelles actions en vertu d'une décision de l'assemblée générale des actionnaires, mais chaque augmentation ne peut être supérieure à 6.400 francs.

ART. 13. — Chacun des nouveaux actionnaires doit être agréé par le conseil d'administration.

Il doit justifier de sa qualité de Français.

Il verse, en souscrivant, un 10^e du prix de l'action.

ART. 14. — Tout actionnaire a le droit de se retirer de la Société en prévenant le conseil d'administration au moins un mois avant la clôture de chaque exercice semestriel.

ART. 15. — L'assemblée générale peut décider qu'un actionnaire sera exclu de la Société.

Toutefois, cette exclusion ne peut être prononcée que dans une assemblée générale extraordinaire devant laquelle l'actionnaire à exclure a été mis en demeure de se présenter, pour faire personnellement sa défense, sur une simple lettre recommandée à lui adressée par le conseil d'administration ou son délégué.

Cependant, il ne pourra être renvoyé de l'atelier social avant que l'assemblée générale extraordinaire ait statué.

L'absence non justifiée de l'atelier social, pendant trois mois, entraînera l'exclusion de la Société.

ART. 16. — La retraite et l'exclusion des actionnaires cessent d'avoir lieu lorsque le capital se trouve réduit au capital minimum de 1.000 francs fixé par l'article 5.

ART. 17. — Lors de la retraite ou de l'exclusion d'un actionnaire, la Société doit lui rembourser la valeur de ses actions.

S'il y a des pertes, le remboursement n'a lieu que sous la déduction de la part afférente à l'action ou aux actions à rembourser dans ces pertes.

La somme à rembourser reste à la Société pendant un an à compter du dernier inventaire, pour garantir la Société contre les éventualités de cet inventaire. En conséquence, il sera tenu un compte spécial de liquidation, et un règlement définitif des droits de l'associé aura lieu à l'expiration de cette année, sans préjudice pour la Société et les tiers de la garantie pendant un délai de cinq ans édicté par le paragraphe 3 de l'article 52 de la loi du 24 juillet 1867.

Jusqu'au remboursement, l'associé a droit à un intérêt de 5 p. 100 sur la somme qui lui est due.

TITRE IV. — *Administration de la Société.*

§ 1^{er}. — **Conseil d'Administration.**

ART. 18. — La Société est administrée par un conseil composé de cinq membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Chacun de ses membres doit, avant d'entrer en fonction, être propriétaire de quatre actions, qui sont inaliénables pendant la durée de son mandat et dont les titres frappés d'un timbre indiquant l'inaliénabilité, sont déposés dans la caisse sociale.

Les membres qui composeront le premier conseil seront nommés pour six ans.

A l'expiration de la durée des fonctions de ce premier conseil, celui qui lui succédera sera nommé pour cinq ans ; il sera renouvelé par cinquième par voie de tirage au sort, d'année en année jusqu'à épuisement, et ensuite par voie d'ancienneté.

Les membres sortants sont toujours rééligibles.

En cas de vacance par décès, démission ou autre cause, d'un ou de plusieurs membres du conseil, il est pourvu au remplacement par les membres restants. L'assemblée générale, lors de sa première réunion, confirme, si elle le juge convenable, la nomination faite par le conseil d'administration.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps qui reste à courir de l'exercice de son prédécesseur.

ART. 19. — Chaque année, lors de sa première réunion, le conseil d'administration nomme parmi ses membres un président.

En l'absence du président, le conseil désigne pour chaque séance celui des membres présents qui en remplira les fonctions.

ART. 20. — Le conseil d'administration se réunit au siège de la société aussi souvent que son intérêt l'exige.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

La majorité en nombre des administrateurs en fonctions est indispensable pour la validité des délibérations.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

ART. 21. — Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres ayant pris part à la délibération ou au moins par la majorité d'entre eux.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement délivrés par le secrétaire du conseil.

ART. 22. — Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration de la Société, sans aucune limitation ni réserve.

Il fait notamment les actes suivants, savoir :

Il fixe l'époque et règle le mode de versement des actions ; il propose à l'assemblée générale toutes modifications aux statuts, les augmentations ou diminutions du fonds social par l'exclusion d'actionnaires ; il admet ou refuse les nouveaux actionnaires.

Il détermine l'emploi des fonds libres.

Il règle les recettes et dépenses et les fait opérer par les agents de la Société.

Il fait les règlements de la Société.

Il organise le personnel ; il nomme et révoque les divers membres de ce personnel et détermine ses attributions.

Il fixe leurs traitements, salaires et gratifications.

Il passe et ratifie les traités et soumissionne toutes concessions.

Il fait entendre, débattre, clore et arrêter, régler, recevoir ou solder tous comptes avec tous créanciers, débiteurs ou dépositaires à quelque titre que ce soit.

Il autorise tous retraits, achats, aliénations et transferts de rentes sur l'Etat français ou sur Etats étrangers, actions, obligations, bons ou autres valeurs de toutes administrations, sociétés françaises et étrangères, et la cession ou l'aliénation de toutes valeurs appartenant à la Société.

Il fait tous traités, transactions et compromis aux conditions qu'il croit convenables.

Il consent ou autorise toutes mainlevées de saisies, oppositions et inscriptions de tous genres et tous désistements de tous droits et actions quelconques, le tout avec ou sans paiement.

Il reçoit ou fait recevoir toutes sommes et valeurs dues à la Société et en consent ou fait consentir quittances et décharges.

Il autorise ou soutient toute action judiciaire et délègue spécialement à un ou plusieurs de ses membres tous pouvoirs utiles à ce sujet.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale.

Il fait chaque année un rapport à cette assemblée sur les comptes et la situation de la Société, et lui soumet toutes propositions qu'il croit utiles.

Enfin, il statue sur tous les intérêts et sur toutes les opérations qui rentrent dans l'administration de la Société et dont la solution n'est point spécialement abandonnée par les présents statuts à l'assemblée générale.

Les pouvoirs ci-dessus n'étant qu'énonciatifs et non limitatifs des droits du conseil, celui-ci conserve en entier le plein exercice des pouvoirs à lui conférés d'une manière générale par le premier alinéa du présent article.

ART. 23. — Les membres du conseil d'administration ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

ART. 24. — Les administrateurs ne reçoivent aucun jeton de présence ; mais si, par suite de leurs fonctions,

ils sont obligés de perdre du temps ou de faire une dépense quelconque, ils en seront indemnisés par la Société sur bordereaux justificatifs.

§ II. — Direction.

ART. 25. — Le directeur de la Société est nommé pour une période de trois années par une assemblée générale, et prend le titre de directeur délégué.

Des assemblées générales ultérieures peuvent proroger successivement pour des périodes de trois années la durée des fonctions du directeur délégué.

ART. 26. — Le directeur exécute les décisions du conseil d'administration ; il surveille et dirige la composition, l'impression, l'expédition et la distribution des *Journaux officiels* ; il signe la correspondance de son ressort.

ART. 27. — En raison de ses fonctions, le directeur délégué recevra un traitement fixe annuel de 6.000 francs payable par douzième à la fin de chaque mois.

TITRE V. — Assemblées générales.

ART. 28. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires.

Chacun d'eux ne peut posséder qu'une voix, quel que soit le nombre d'actions qu'il représente, soit à titre de propriétaire, soit à titre de mandataire.

Pour avoir le droit d'assister aux assemblées générales, il faut être inscrit comme actionnaire sur les registres de la Société au moins huit jours avant l'époque fixée pour la réunion.

ART. 29. — L'assemblée générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires.

ART. 30. — L'assemblée générale se réunira chaque année au courant du mois de mars ou d'avril.

Elle est réunie, en outre, extraordinairement toutes les fois que le conseil en reconnaît l'utilité.

Les réunions ont lieu à Paris, au lieu indiqué par les avis de convocation.

Les convocations doivent être faites par un avis inséré, quinze jours au moins avant l'époque de la réunion, dans le *Journal officiel* ou dans un journal désigné pour recevoir les insertions en matière de société.

Lorsque l'assemblée est appelée à délibérer sur les propositions mentionnées en l'article 35 ci-après, les avis de convocation doivent en indiquer l'objet.

ART. 31. — Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée, mais par un autre actionnaire seulement.

Les pouvoirs, dont la forme sera déterminée par le conseil d'administration, devront être déposés au siège social trois jours au moins avant l'époque fixée pour la réunion.

ART. 32. — L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration, et, à son défaut, par un administrateur désigné par le conseil.

Deux actionnaires remplissent les fonctions de scrutateurs.

Le président et les scrutateurs désignent le secrétaire.

ART. 33. — L'assemblée générale délibère valablement lorsque les actionnaires qui la composent représentent au moins le quart des actions.

Dans le cas où, sur une première convocation, les actionnaires ne rempliraient pas ces conditions, il serait procédé à une deuxième convocation, à un intervalle de quinze jours au plus et de dix jours au moins, et le délai entre la publication de l'avis et la réunion serait, pour ce cas, réduit à dix jours. Dans cette seconde réunion, l'assemblée générale délibérera valablement, quel que soit le nombre des actionnaires présents et des actions représentées, mais seulement sur les objets à l'ordre du jour de la première assemblée.

ART. 34. — Les délibérations sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, celle du président est prépondérante.

L'ordre du jour est arrêté par le conseil d'administration ; il n'y est porté que les propositions émanant du conseil et celles qui lui auraient été communiquées quinze jours au moins avant la convocation de l'assemblée générale, avec la signature de dix actionnaires représentant ensemble au moins le vingtième du fonds social.

Aucun autre objet que ceux à l'ordre du jour ne peut être mis en délibération.

ART. 35. — Lorsque l'assemblée générale est appelée à délibérer sur des modifications ou additions aux statuts, augmentation ou réduction du fonds social, exclusion d'actionnaires, prolongation ou dissolution anticipée de la Société, elle n'est régulièrement constituée et ne peut délibérer valablement qu'autant qu'elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant la moitié au moins du fonds social, conformément à l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867.

ART. 36. — L'assemblée générale annuelle désigne, soit parmi les actionnaires, soit parmi les personnes étrangères à la Société, un ou plusieurs commissaires investis des fonctions qui leur sont dévolues par les articles 32, 33 et 34 de la loi du 24 juillet 1867.

S'il y a plusieurs commissaires, chacun d'eux peut agir isolément.

ART. 37. — L'assemblée générale entend, discute, et, s'il y a lieu, approuve les comptes ; elle nomme les administrateurs en remplacement de ceux dont les fonctions sont expirées, et qu'il y a lieu de remplacer par suite de décès, démission ou autres causes.

Enfin elle prononce, dans la limite des statuts, sur tous les intérêts de la Société.

Lorsque l'assemblée a pour objet de statuer sur l'approbation du bilan et des comptes, sa délibération doit être précédée de la lecture du rapport des commissaires, à peine de nullité.

ART. 38. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les

membres du bureau. Les extraits et copies de ces procès-verbaux à produire partout où il y a lieu, sont certifiés par le président du conseil d'administration, ou, à son défaut, par deux administrateurs.

Il est tenu une feuille de présence contenant les noms et domiciles des actionnaires et le nombre d'actions représentées par chacun d'eux.

Cette feuille, certifiée par les personnes qui composent le bureau, est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire qui le requiert.

TITRE VI. — *Comptes annuels. — Inventaires.*
Fonds de réserve. — Dividendes.

ART. 39. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Il sera dressé, chaque semestre, un inventaire de l'actif et du passif de la Société.

Ces inventaires, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition du commissaire ou des commissaires quarante jours au plus tard avant l'assemblée générale annuelle.

Ils sont présentés à l'assemblée générale, qui les approuve ou en demande le redressement, suivant qu'il y a lieu.

ART. 40. — Les produits nets, déduction faite de toutes les charges, constituent les bénéfices.

Sur ces bénéfices, il est prélevé d'abord :

1° 5 p. 100 pour constituer la réserve légale ;

2° La somme nécessaire pour servir aux actionnaires 5 p. 100 sur le montant de leurs versements.

Sur ce qui restera desdits bénéfices nets après ces prélèvements :

1° 5 p. 100 seront prélevés pour constituer un fonds de prévoyance ;

2° 5 p. 100 seront prélevés pour la caisse de secours mutuels et de retraite de la société typographique parisienne ;

3° Le surplus, y compris le fonds de prévoyance de l'année précédente, sera versé dans la caisse de pensions du personnel (coopérateurs et actionnaires) de la société.

ART. 41. — Le prélèvement affecté au fonds de réserve ne sera jamais suspendu.

Lorsque le fonds de réserve dépassera les besoins de la société, le conseil pourra en prélever une partie, qui sera versée à la caisse des pensions.

ART. 42. — En cas d'insuffisance des bénéfices pour servir aux actions un revenu égal à 5 p. 100 du capital versé sur chacune d'elles, l'assemblée générale peut autoriser le prélèvement, sur le fonds de réserve, de la somme suffisante pour fournir aux actions un intérêt de 5 p. 100.

Chaque année, si le fonds de réserve doit subir un prélèvement pour le service dudit intérêt, le conseil d'administration devra soumettre une proposition à l'assemblée générale, laquelle ne pourra statuer à ce sujet qu'après avoir entendu l'avis du conseil.

TITRE VII. — *Dissolution. — Liquidation.*

ART. 43. — Le conseil d'administration peut, à toute époque, et pour quelque cause que ce soit, proposer à une assemblée générale extraordinaire la dissolution anticipée et la liquidation de la Société.

ART. 44. — En cas de perte des trois quarts du capital social, il est fait application des dispositions de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867.

ART. 45. — En cas de dissolution de la Société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale ; et, jusqu'à complète liquidation, la Société conserve son caractère d'être moral, et les pouvoirs de l'assemblée se continuent.

TITRE VIII. — *Contestations.*

ART. 46. — En cas de contestations, tout actionnaire sera tenu de faire élection de domicile à Paris, et toutes

notifications et assignations lui seront valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard à son domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, toutes notifications et assignations seront valablement faites au parquet de M. le procureur de la République près le tribunal de première instance de la Seine.

Le domicile élu, formellement ou implicitement comme il vient d'être dit, entraînera attribution de juridiction aux tribunaux compétents du département de la Seine.

De convention expresse, aucun actionnaire ne pourra intenter aucune demande en justice contre la Société qu'après avoir déféré l'objet de cette demande à l'assemblée générale des actionnaires, dont l'avis sera soumis aux tribunaux compétents, avec la demande.

Article additionnel. — Pour déposer et publier les présentes modifications, additions et suppressions aux statuts et augmentation du capital social, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'une copie du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 23 janvier 1905, qui a adopté lesdites modifications.

Paris, le 23 janvier 1905.

**Statuts de l'Association professionnelle
des ouvriers briqueteurs du XVI^e arrondissement.**

TITRE I^{er}. — *Dénomination. — Objet. — Siège.
Durée.*

ARTICLE PREMIER. — Il est formé entre les soussignés ouvriers briqueteurs et tous ceux qui souscriront les actions ci-après créées et encore tous ceux qui seront ultérieurement admis, une Société anonyme à capital et personnel variables qui sera régie par les lois des 24 juillet 1867 et 1^{er} août 1893 et par les présents statuts.

ART. 2. — Cette Société prend la dénomination de « Association ouvrière des briqueteurs du XVI^e arrondissement de Paris ».

ART. 3. — Elle a pour objet d'effectuer, pour le compte d'Entrepreneurs de maçonnerie et de travaux publics, des travaux de briquetage à façon et par suite :

1^o D'assurer à ses membres un travail et un salaire aussi régulier que possible ;

2^o Et de leur répartir les bénéfices que la Société pourra réaliser dans ces travaux.

ART. 4. — Le siège social est à Paris, il est fixé provisoirement chez M. Perrigon, rue de la Pompe, n^o 57.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration.

ART. 5. — La durée de la Société est fixée à 10 années, à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

TITRE II. — *Fonds social. — Actions.*

ART. 6. — Le fonds social est fixé à la somme de 1.600 francs et divisé en 32 actions de 50 francs chacune qui seront souscrites en numéraire.

Le montant de ces actions est payable, savoir :

1/4 lors de la souscription ;

1/4 après 300 heures de travail ;

1/4 après 600 heures de travail ;

1/4 après 900 heures de travail.

Les actionnaires pourront se libérer par anticipation.

Les actions seront nominatives, même après leur entière libération elles ne sont transmissibles qu'après l'autorisation du conseil d'administration et par voie de transfert signé avec le cédant et le cessionnaire sur un registre spécial.

Tout membre de l'Association ne peut avoir moins d'une action ni plus de dix actions.

ART. 7. — Lors du premier versement, il sera remis à chaque souscripteur un récépissé nominatif portant un numéro d'ordre et sur lequel seront inscrits les paiements postérieurs. Après entière libération, ce récépissé sera échangé contre un titre définitif d'action signé du président du conseil d'administration et d'un administrateur.

ART. 8. — La Société étant à capital variable, le capital sera susceptible d'augmentation soit par des versements successifs faits par les associés, soit par l'admission d'associés nouveaux, soit encore par délibération de l'assemblée générale des actionnaires conformément aux articles 48 et 49 de la loi du 24 juillet 1867.

ART. 9. — Il pourra, par contre, être réduit par suite de reprises d'apports résultant de retraite, exclusion ou de décès d'associés. Mais le capital ne pourra être réduit au-dessous des 3/4 du capital primitif.

ART. 10. — Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Les propriétaires indivis sont tenus de se

faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux considéré par elle comme seul propriétaire.

ART. 11. — Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

Elle donne droit en outre :

1° A un intérêt de 5 % du capital versé, mais seulement après libération entière de l'action ;

2° A une part dans les bénéfices, ainsi qu'il est stipulé sous les articles ci-après.

ART. 12. — Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

ART. 13. — Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe. La possession d'une action emporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la Société, aux résolutions prises par l'assemblée générale ainsi qu'à tous règlements intérieurs qui pourraient être ultérieurement élaborés.

TITRE III. — *Admissions. — Retraites. Exclusions.*

ART. 14. — Nul ne pourra souscrire aux actions ci-dessus créées et nul ne pourra dans l'avenir demander son admission dans la Société s'il n'est ouvrier briqueur.

ART. 15. — Par exception à l'exclusion résultant de l'article précédent, l'assemblée générale pourra décider qu'il y a lieu d'admettre dans l'Association un ou plusieurs métreurs ou comptables en vue de sa bonne marche.

ART. 16. — Toutes les admissions sont prononcées par le conseil d'administration à la majorité des membres présents.

Le candidat refusé a le droit de faire appel de cette décision à l'assemblée générale, qui, dans ce cas, statue au scrutin secret.

ART. 17. — Tout ouvrier briqueteur qui demandera à faire partie de l'Association sera astreint à un stage d'une durée minimum de trois mois à la fin duquel son admission sera prononcée ou refusée comme il est dit à l'article précédent.

ART. 18. — Les nouveaux actionnaires devront verser lors de leur admission une somme de 12 fr. 50, égale au $\frac{1}{4}$ du capital nominal de chaque action.

A l'égard du surplus du capital de l'action augmenté d'une somme représentant la part proportionnelle afférente à chaque action dans les fonds de réserve et de prévoyance, suivant l'importance qu'il aura alors, il est payable comme suit...

ART. 19. — Tout actionnaire a le droit de se retirer de la Société au moyen d'une déclaration signée par lui sur un registre spécial tenu au siège de la Société.

ART. 20. — Tout sociétaire qui sera en retard de plus d'un mois pour le versement des sommes exigibles, sera mis en demeure par le conseil d'administration ; s'il ne s'exécute pas dans le mois ou s'il ne donne pas des excuses valables, il pourra y être contraint par la voie de droit ou même être déclaré démissionnaire par l'assemblée générale.

ART. 21. — L'assemblée générale, à la majorité des voix nécessaire pour modifier les statuts, a le droit de prononcer l'exclusion d'un associé, mais seulement après enquête constatant des faits habituels d'inconduite ou de manquements graves sur les travaux.

Le vote doit avoir lieu au scrutin secret.

ART. 22. — Tout sociétaire exclu pourra demander sa réadmission en se soumettant aux conditions imposées aux nouveaux adhérents.

ART. 23. — La retraite ou l'exclusion d'associés cessera d'être praticable si le capital est réduit au minimum fixé par l'article 9.

ART. 24. — Lors de la retraite volontaire ou forcée ou en cas de décès d'un associé, la Société lui remboursera,

soit à lui, soit à ses héritiers et représentants, contre remise de son action : 1° son apport social ; 2° sa part des fonds de réserve et de prévoyance. S'il y a des pertes, le remboursement n'a lieu que sur la déduction de la part incombant à l'associé.

Dans tous les cas, ce remboursement ne peut être exigé :

En ce qui concerne l'apport social que dans un délai de six mois après la retraite ou le décès de l'associé ;

Et en ce qui concerne la part dans le fonds de réserve et de prévoyance que dans un délai de cinq ans après la retraite ou décès.

ART. 25. — En cas de retraite volontaire ou forcée, de même qu'en cas de décès d'un associé, la Société n'est pas dissoute, elle continue de plein droit entre les autres membres sans qu'en aucun cas il puisse y avoir lieu à apposition de scellés ni à inventaire spécial.

TITRE IV. — *Organisation du travail.*

ART. 26. — En principe tout le travail traité par la Société doit être réservé à ses membres, toutefois il est loisible au conseil d'administration, si leur nombre était insuffisant, de s'adresser à des ouvriers non adhérents.

ART. 27. — Tous les sociétaires travaillant pour le compte de la Société sont payés suivant un tarif unique qui est fixé à un franc l'heure, avec faculté pour le conseil d'administration de le modifier soit en plus, soit en moins.

Ce salaire est payable aux jours de paiement ordinaires de la corporation.

ART. 28. — Le salaire des ouvriers non sociétaires est fixé par le conseil d'administration en tenant compte de leur capacité, mais sans pouvoir jamais être inférieur au prix de série.

ART. 29. — Le conseil d'administration pourra aussi embaucher des apprentis de manière à les former et à faciliter ainsi le renouvellement des sociétaires.

ART. 30. — Si les travaux entrepris ne nécessitaient

pas l'ensemble des membres de l'Association, le conseil d'administration établirait alors une liste de roulement entre eux de façon d'assurer à chacun un nombre d'heures sensiblement égal et par conséquent un bénéfice proportionnel à peu près semblable.

ART. 31. — Au surplus, pour tout ce qui concerne l'organisation du travail, le conseil d'administration soumettra à l'assemblée générale un règlement particulier.

TITRE V. — *Administration de la Société.*

ART. 32. — La Société est administrée par un conseil d'administration composé de huit membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Ils sont élus pour deux ans et renouvelables par moitié chaque année ; ils sont indéfiniment rééligibles.

Par exception, les premiers administrateurs resteront en fonctions :

Moitié jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale ordinaire de février 1908, et l'autre moitié jusqu'au jour de la réunion de l'assemblée générale de février 1909.

Le sort déterminera les noms des administrateurs qui se trouveront dans la première moitié.

ART. 33. — Nul ne peut être élu membre du conseil s'il n'est français, majeur et s'il ne jouit de ses droits politiques.

ART. 34. — Les administrateurs doivent être propriétaires chacun d'une action au moins, pendant toute la durée de leurs fonctions.

Cette action est affectée en totalité à la garantie des actes de l'administration, même de ceux qui seraient exclusivement personnels à l'un des administrateurs ; elle est inaliénable pendant la durée des fonctions d'administrateur, frappée d'un timbre indiquant cette inaliénabilité et déposée dans la caisse sociale.

ART. 35. — Si une place d'administrateur devient vacante dans l'intervalle de deux assemblées générales, les

administrateurs restant peuvent pourvoir provisoirement au remplacement, et l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir de l'exercice de son prédécesseur.

ART. 36. — Chaque année le conseil nomme parmi ses membres un président et un trésorier qui peuvent toujours être réélus.

En cas d'absence du président, le conseil désigne, pour chaque séance, celui des membres présents devant remplir les fonctions de président.

Le conseil désigne aussi la personne devant remplir les fonctions de secrétaire et qui peut être prise en dehors du conseil.

ART. 37. — Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou de la moitié de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et de droit au moins une fois par mois.

La présence de cinq membres au moins est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Nul ne peut voter par procuration dans le sein du conseil.

ART. 38. — Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et le secrétaire.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil ou par deux administrateurs.

ART. 39. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et faire ou autoriser tous les actes ou opérations relatifs à son objet.

Il a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

Il représente la Société vis-à-vis des tiers.

Il nomme et révoque tous les agents ouvriers et employés de la Société, fixe leurs traitements, salaires, remises, gratifications et secours ; il fixe les dépenses générales d'administration, règle les approvisionnements de toutes sortes.

Il touche les sommes dues à la Société et paie celles qu'elle doit.

Il souscrit, endosse, accepte et acquitte tous effets de commerce.

Il statue sur tous traités et marchés rentrant dans l'objet de la Société.

Il autorise toutes acquisitions, ventes, promesses de vente, échanges, locations de biens, meubles et immeubles, ainsi que tous transferts, aliénations de rentes, créances et valeurs appartenant à la Société.

Il détermine le placement des fonds disponibles et règle l'emploi des fonds de réserve et de prévoyance.

Il autorise toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise aussi tous traités, transactions, compromis, tous acquiescements et désistements, ainsi que toutes mainlevées d'inscriptions, saisies, oppositions et autres droits, avant ou après paiement.

Il arrête les états de situation, les inventaires et les comptes qui doivent être soumis à l'assemblée générale des actionnaires, il statue sur toutes propositions à lui faire et arrête l'ordre du jour.

ART. 40. — Le conseil peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables à une ou plusieurs personnes, membres du conseil d'administration ou non, pour l'administration courante de la Société et l'exécution des décisions du conseil d'administration.

Il détermine l'étendue de leurs attributions et pouvoirs.

Le conseil peut, en outre, conférer des pouvoirs à telle

personne que bon lui semble, par mandat spécial et pour un ou plusieurs objets déterminés.

ART. 41. — Tous les actes concernant la Société, décidés par le conseil; ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur les banquiers, débiteurs et dépositaires et les souscriptions, endos, acceptations ou acquits d'effets de commerce sont signés par le président du conseil d'administration et par le trésorier.

Les marchés avec les entrepreneurs sont traités par le président et par le trésorier.

En cas d'empêchement de l'un ou de l'autre, le conseil d'administration désigne un de ses membres pour le remplacer.

ART. 43. — Les administrateurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la Société. Ils ne sont responsables que de l'exécution du mandat qu'ils ont reçu.

ART. 43. — Les fonctions d'administrateur sont gratuites.

ART. 44. — Le trésorier ne devra garder à sa disposition qu'une somme de 500 francs, tout ce qui excédera cette somme devra être déposé dans une banque choisie par le conseil.

TIRE VI. — *Commissaires.*

ART. 45. — Il est nommé chaque année par l'assemblée générale ordinaire, un ou deux commissaires, associés ou non, chargés de remplir la mission de surveillance prescrite par la loi.

Ils ont droit en tout temps et chaque fois qu'ils le jugent convenable, dans l'intérêt social, de prendre communication des livres pour examiner les opérations de l'association.

En cas d'urgence, ils peuvent convoquer l'assemblée générale.

TITRE VII. — *Assemblées générales.*

ART. 46. — Les actionnaires sont réunis chaque année en assemblée générale avant la fin du mois de février, aux jour, heure et lieu désignés dans l'avis de convocation.

Des assemblées générales peuvent être convoquées extraordinairement soit par des administrateurs, soit par les commissaires en cas d'urgence, soit encore par un groupe d'actionnaires représentant au moins le quart du capital social.

Les convocations aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont faites quinze jours au moins à l'avance, par un avis inséré dans un des journaux désignés pour les annonces légales à Paris, et en outre par des lettres adressées aux actionnaires dont le domicile est connu au siège social.

Les convocations doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

ART. 47. — L'assemblée générale se compose de tous les actionnaires.

Nul ne peut représenter un actionnaire à l'assemblée générale, s'il n'est lui-même membre de cette assemblée ou représentant légal d'un membre de l'assemblée.

La forme des pouvoirs est déterminée par le conseil d'administration.

ART. 48. — L'assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des actionnaires.

ART. 49. — Les assemblées ordinaires et les assemblées extraordinaires convoquées par le conseil d'administration sont présidées par le président du conseil d'administration, ou à son défaut, par un administrateur délégué par le conseil.

Quant aux assemblées convoquées soit par les commissaires des comptes, soit par un groupe d'actionnaires,

elles sont présidées par un membre de l'Association choisi par ces assemblées.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents, et, sur leur refus, par ceux qui viennent après jusqu'à acceptation.

Le bureau désigne le secrétaire.

Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille est certifiée par le bureau, elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

ART. 50. — L'ordre du jour est arrêté par ceux qui ont convoqué l'assemblée.

Il ne peut être mis en délibération aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour ou encore toute proposition émanant du conseil ou des commissaires, ainsi que les propositions qui auraient été communiquées au conseil six jours au moins avant la réunion avec la signature de deux membres de l'assemblée.

Toute discussion politique ou religieuse est rigoureusement interdite.

ART. 51. — Les assemblées qui ont à délibérer dans des cas autres que ceux prévus aux articles ci-après, doivent être composées d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'assemblée générale est convoquée de nouveau selon les formes prescrites par l'article 46.

Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre d'actions représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

ART. 52. — Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il

possède ou représente de fois une action, sans toutefois qu'il puisse réunir, tant en son nom que comme mandataire, plus de dix voix.

ART. 53. — L'assemblée générale entend le rapport des administrateurs sur les affaires sociales, elle entend également le rapport des commissaires sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Elle discute, approuve ou redresse les comptes, elle fixe les dividendes à répartir.

Elle nomme les administrateurs et les commissaires.

Elle autorise tous emprunts hypothécaires ou autres.

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour.

Enfin elle se prononce souverainement sur tous les intérêts de la Société et confère au conseil les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à lui attribués seraient insuffisants.

La délibération contenant l'approbation du bilan et des comptes doit être précédée du rapport des commissaires à peine de nullité.

ART. 54. — L'assemblée générale convoquée extraordinairement peut, sur l'initiative seulement du conseil d'administration, apporter aux statuts les modifications dont l'utilité est reconnue par lui.

Elle peut décider notamment :

L'augmentation ou la réduction du capital social.

La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la Société.

Lorsqu'il s'agit de statuer sur les modifications à apporter aux statuts, l'assemblée générale ne peut délibérer valablement qu'autant qu'elle se compose d'actionnaires représentant des deux tiers à une première réunion, et la moitié à une seconde réunion, du capital social.

ART. 55. — Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un

registre spécial et signés par les membres composant le bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil ou à son défaut par deux administrateurs.

ART. 56. — Les délibérations prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents ou dissidents.

TITRE VIII. — *Etat semestriel. — Inventaire.*
Répartition des bénéfices.

ART. 57. — L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 décembre 1907.

ART. 58. — Il est dressé chaque semestre un état sommaire de la situation active et passive de la Société. Cet état est mis à la disposition des commissaires.

Il est en outre établi chaque année, conformément à l'article 9 du code de commerce, un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la Société.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition des commissaires le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale.

Ils sont présentés à cette assemblée.

Quinze jours avant l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires et se faire livrer à ses frais copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des commissaires.

ART. 59. — Les produits de la Société constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et charges sociales, de tous amortissements, constituent les bénéfices nets.

Dans ces charges est compris l'intérêt de 5 % à servir aux actionnaires, ainsi qu'il est stipulé sous l'article 11,

mais seulement à partir du jour où leurs actions seront libérées, aucun intérêt ne leur étant dû jusque-là.

Ces bénéfices nets seront répartis de la manière suivante :

5 % seront prélevés pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi.

20 % seront en outre prélevés indéfiniment pour constituer un fonds de prévoyance.

75 % seront distribués aux actionnaires à titre de dividende et ce au prorata de l'importance des salaires qui leur auront été payés par l'association.

ART. 60. — Les paiements des dividendes se font annuellement aux époques et lieux désignés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, dans le cours d'une année, procéder à la répartition d'un acompte sur les dividendes de cette année, si les bénéfices réalisés le permettent.

Les intérêts et dividendes de toute action nominative ou au porteur sont valablement payés au porteur du titre ou du coupon : ceux non réclamés, dans les cinq ans, à partir de l'échéance, sont prescrits au profit de la Société.

TITRE IX. — *Fonds de réserve.*

ART. 61. — Le fonds de réserve légal se compose de l'accumulation des sommes produites par le premier prélèvement annuel de 5 % sur les bénéfices en exécution de l'article 59.

Lorsque le fonds de réserve aura atteint une somme égale au dixième du capital social, le prélèvement de 5 % cessera de lui être affecté, il reprendra son cours si la réserve vient à être entamée.

Quand la réserve légale aura atteint son maximum, les 5 % de bénéfice seront ajoutés au dividende des actionnaires.

TITRE X. — *Fonds de prévoyance.*

ART. 62. — Le fonds de prévoyance se compose de

l'accumulation des 20 % prélevés sur les bénéfices annuels.

Il est destiné aux dépenses extraordinaires et notamment à permettre de parfaire un minimum de salaire aux sociétaires dans le cas où les salaires tomberaient au-dessous de la normale.

ART. 63. — Tous les ans, dans sa réunion ordinaire, l'assemblée générale des actionnaires décrète s'il y a lieu de faire un prélèvement sur ce fonds de prévoyance et elle en détermine l'emploi.

TITRE XI. — *Dissolution. — Liquidation.*

ART. 64. — En cas de perte (des trois quarts) du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'assemblée générale de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la Société ou de prononcer sa dissolution.

L'assemblée générale doit, pour pouvoir délibérer, réunir les conditions fixées en l'article 54.

ART. 65. — A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur la proposition des administrateurs, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

L'assemblée générale régulièrement constituée conserve, pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la Société ; elle a notamment le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus.

A l'expiration de la Société, et après règlement de ses engagements, le produit net de la liquidation est employé d'abord à amortir complètement le capital libéré des actions, si cet amortissement n'a pas encore eu lieu ; le surplus est réparti entre toutes les actions.

TITRE XII. — *Contestations.*

ART. 66. — Toutes contestations qui peuvent s'élever

pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents de la Seine.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire doit faire élection de domicile à Paris, et toutes les assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au parquet de M. le Procureur de la République près le Tribunal civil de la Seine.

TITRE XIII. — *Constitution de la Société.*

ART. 67. — La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après :

Que toutes les actions de numéraire auront été souscrites et qu'il aura été versé un quart sur chacune d'elles; ce qui sera constaté par une délibération notariée faite par le fondateur de la Société et à laquelle sera annexée une liste de souscription et de versement contenant les énonciations légales.

BIBLIOGRAPHIE

L. BARTHOU. — *L'Action syndicale*, 1 vol., Paris, 1905.
CH. BENOIST. — *L'Organisation du travail*, dans la *Revue des deux Mondes* du 15 janvier 1899.

— *L'organisation du travail*, dans un livre in-8°, Paris, 1905 (*Le travail, le nombre et l'Etat*).

BERNSTEIN. — *Socialistische monatshefte* (août-octobre-novembre), dans le *Mouvement socialiste* du 15 janvier 1906.

L. BOUDET. — *La commandite et le mouvement social*, dans le *Mouvement socialiste* du 15 avril 1905.

P. BUREAU. — *Le contrat de travail et les syndicats professionnels*, 1 vol., Paris, 1902.

— *La crise morale des temps nouveaux*, 1 vol., Paris, 1907.

COLSON. — *Rapport sur les conventions collectives*, dans le *Bulletin de la société d'études législatives*, n° 2, 1907.

EGRET. — *L'organisation du travail par les travailleurs*, une brochure, Paris, 1848, chez Bonaventure et Ducessois.

CH. GIDE. — *Principes d'Economie politique*, 1 volume, édit. 1906, Paris, pages 500 à 600.

YVES GUYOT. — *L'organisation commerciale du travail*, conférence faite à Liège le 24 avril 1900, dans une brochure parue, en 1901, aux bureaux du *Siècle*.

— *Les conflits du travail et leur solution*, 1 vol., Paris, 1903.

— *La science économique*, 1 volume, Paris, 1881, chapitre VIII.

— *Le contrat collectif de travail*, extrait de la *Revue*

économique internationale de septembre 1907, paru en brochure à Bruxelles, 1907.

— *Sophismes socialistes et faits économiques*, 1 vol., Paris, 1908, III^e partie.

HAMELIN. — *La commandite dans la typographie*, dans le *Mouvement Socialiste* de juillet 1901.

G. HANOTAUX. — Articles publiés dans le *Journal* en octobre, novembre et décembre 1907.

HUBERT VALLEROUX. — *Le contrat collectif de travail*, dans l'*Economiste Français* du 26 avril 1902.

R. JAY. — *Une nouvelle forme de l'organisation du travail*, dans le *Journal d'Economie politique* de mars 1902.

— *Le contrat collectif*, dans la *Revue d'Economie politique* de septembre, octobre et novembre 1907.

A. LAMBERT. — *Manuel pratique des sociétés de commerce*, 1 vol., Paris, 1904.

LEWANDOWSKI. — *L'organisation commerciale du travail*, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 juillet 1906.

CH. LIMOUSIN. — *La concurrence des syndicats*, dans le *Journal des Economistes* de mai 1902.

MARTIN ST-LÉON. — *Conférence faite au Cercle de l'Alliance Française*, 1903, publiée en brochure, 1905.

— *Corporations d'autrefois et syndicats d'aujourd'hui*, brochure, 1899.

— *Idées et faits sociaux*, 1 vol., Paris, 1903.

— *La revision de la loi du 21 mars 1884*, brochure, Paris, 1904.

G. MICHEL. — *Une nouvelle organisation du travail*, dans l'*Economiste Français* du 5 octobre 1889.

— *Le chômage et les moyens de l'atténuer*, dans l'*Economiste Français* du 22 décembre 1894.

G. DE MOLINARI. — *L'avenir des chemins de fer*, article paru dans la *Nation* du 23 juillet 1843 et dans la *Gazette de France* du 8 septembre 1843.

— *Les Boursés du travail*, 1 volume, 1893.

G. DE MOLINARI. — *Cours d'Economie politique*, 2 vol., Bruxelles, 1863.

— *Esquisse de l'organisation politique et économique de la Société future*, 1 vol., Paris, 1899.

— *La guerre civile du capital et du travail*, dans le *Journal des Economistes* du 15 décembre 1899.

— *Le mouvement socialiste, avant le 4 septembre 1870*, suivi de la *Pacification des rapports du capital et du travail*, 1 vol., Paris, 1872.

— *Les problèmes du XX^e siècle*, 1 vol., Paris, 1901.

— *La production et le commerce du travail* (*Journal des Economistes* de mars 1902).

E. PAYEN. — *Les Bourses du travail*, dans l'*Economiste Français* du 1^{er} mars 1902.

PAUL-LOUIS. — *Histoire du mouvement syndical*, 1 vol., Paris, 1907.

PELLEGRINI. — *Les sociétés de travail*, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1906.

PELLOUTIER. — *Les Bourses du travail*, 1 volume, Paris, 1903.

PERREAU. — *Rapport sur le projet de contrat collectif de travail*, dans une brochure, 1908, à la Société pour la protection légale des travailleurs, au Musée Social. — Publication de l'association (4^e série), *Le contrat de travail*.

PETIT-COLLOT. — *Les syndicats ouvriers de l'Industrie textile dans l'arrondissement de Lille*, 1 vol., Paris, 1907.

A. RICHARD. — *Le contrat collectif de travail et la sous-entreprise ouvrière*, thèse, 1904.

— *Essai sur la coopération de main-d'œuvre*, 1 volume, Paris, 1905.

ROGER-MERLIN. — *Les associations ouvrières et patronales*, 1 vol., Paris, 1899.

SCHMELZER. — *Tarifgemeinschaften*.

DE SEILHAC. — *L'évolution du parti syndical en France*, 1 brochure, 1899, Paris.

DE SEILHAC. — *Syndicats ouvriers ; fédération, bourses du travail*, 1 volume, 1902.

ED. VILLEY. — *Les nouvelles forces économiques. Les syndicats*, dans la *Revue d'Economie politique* de décembre 1907.

WALTER-JOURDE. — *Politique et syndicats*, dans la *Revue socialiste* de janvier 1908.

WALDECK-ROUSSEAU ET MILLERAND. — Exposé des motifs du projet de loi du 14 novembre 1899. — Exposé des motifs de la proposition de loi du 14 octobre 1902. — *Annales parlementaires*, 1899-1902.

VILLEMIN. — *Le contrat de travail et les sociétés ouvrières de main-d'œuvre*, dans le *Bulletin d'Etudes professionnelles* du 15 novembre 1906.

YVETOT. — *Le Congrès de la Fédération des Bourses du travail*, dans le *Mouvement socialiste* de décembre 1901.

PUBLICATIONS

Discussion à la Société d'Economie politique, séance du 5 mai 1900, sur le projet de M. Yves Guyot, dans le *Journal des Economistes* d'avril-juin 1900.

Journal Officiel, numéros des 16 au 24 novembre 1907. — Comptes rendus des séances du conseil supérieur du travail.

Bulletins de l'Office du travail, publication mensuelle de 1898 à 1908.

L'Association ouvrière de production, publication hebdomadaire de la Chambre consultative des Associations de production.

Office du travail. — *Les Associations professionnelles ouvrières*, 1 vol., tome IV, 1904.

— *Les Associations ouvrières de production*, 1 volume, 1897.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE. — La question sociale. Les conflits du capital et du travail. La permanence de la lutte vient surtout des préoccupations trop exclusivement politiques. Il faut considérer le problème à un point de vue strictement économique et pratique.	
Le régime du travail est resté individuel, en dépit de l'évolution industrielle et commerciale. Le contrat de travail d'individuel tend à devenir progressivement collectif dans les faits et dans la législation.	
Le contrat de travail n'implique aucune supériorité de l'acheteur de travail à l'égard du vendeur de main-d'œuvre. La commercialisation du travail. Le marchandage collectif généralisé. L'organisation des marchés du travail par la constitution de sociétés commerciales de travail	
	1
CHAPITRE I ^{er} . — <i>Ce qu'est la Société de travail.</i> . . .	
Son organisation	29
Sa légalité	38
CHAPITRE II. — <i>La Société de travail est une forme différente des autres associations ou unions professionnelles.</i>	
	45
Elle diffère :	
1° Des syndicats	45
2° Des trade-unions	53

3° Des associations de production.	56
4° Des " Alliances " de M. Smith.	59
5° Des commandites.	60

CHAPITRE III. — *Avantages des sociétés commerciales de*

<i>travail</i>	65
a) Pour l'employeur.	65
b) Pour l'employé	68
c) Pour le consommateur.	71

CHAPITRE IV. — *Les objections et leur réfutation.* . 73

11 objections principales.	73
------------------------------------	----

CHAPITRE V. — *Les faits. — Les sociétés existantes* . . 86

1° L'expérience de M. Gouttes à Marseille	86
2° Les nations d'Anvers	96
3° Sociétés diverses de main-d'œuvre.	102
4° La société du <i>Journal Officiel</i>	103
5° Les piqueurs de grès de Paris et de la Seine	105
6° Les replanisseurs de parquets	113
7° Les briquetiers du XVI ^e arrond ^t de Paris.	118
8° Les casseurs de pierres de la Seine	120
9° Les sociétés d'Algérie $\left\{ \begin{array}{l} a) \text{ les pionniers d'Aumale} \\ b) \text{ les bandes marocaines.} \end{array} \right.$	124 125
10° Les sous-entreprises agricoles dans les Pyrénées.	126

CHAPITRE VI. — *L'avenir des sociétés de travail.* . . . 128

Les expériences prochaines. Le champ d'expériences possible. Les réserves.

CHAPITRE VII. — *L'attitude des sociétés de travail à l'égard des syndicats professionnels* 140

Les syndicats actuels donnent lieu à des critiques méritées, mais ils ne se ressemblent pas tous. En tout cas, il y a une évolution dans le sens professionnel. *Quid* de l'attitude des sociétés de travail à l'égard des syndicats ? Les deux formes ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Il peut y avoir développement parallèle et peut-être

solidaire. La solution est dans la préoccupation strictement économique dégagée de toute conception politique. Le rôle de l'éducation.

CONCLUSION. — <i>La paix sociale par l'organisation économique du travail.</i>	158
APPENDICE. — Statuts de la Société du <i>Journal Officiel</i> .	167
Statuts des <i>Briquetiers du XVI^e arrond^t</i>	188
BIBLIOGRAPHIE.	197

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER ET FILS

